

EN TURQUIE

Sept cent cinquante-neuf militants
révolutionnaires comparaissent
devant un tribunal militaire

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurent

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ;
Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique,
26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ;
Danemark, 8,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U.,
95 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 35 dr. ; Irlande, 75 p. ;
Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 p. ; Libye, 0,360 DL ;
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 27 f. ; Portugal, 200 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ;
Soudan, 1,40 L. ; Thaïlande, 65 s. ;
Tchécoslovaquie, 200 Kčs ; Yougoslavie, 85 d.
Tarif des abonnements page 2

Les pressions s'accroissent sur Washington et Moscou pour un compromis sur les euromissiles

Valse-hésitation aux Etats-Unis

Le départ de M. Eugene Rostow de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement constitue, malgré les pressions de langage de M. Reagan, un véritable désastre. C'est « avec regret » que le président a dit, mercredi 12 janvier, avoir accepté la démission de ce haut fonctionnaire chargé de coordonner l'ensemble des négociations engagées avec les Soviétiques, mais l'intérêt a été de faire savoir que cette démission lui avait été demandée expressément par M. Reagan.

Ce congédiement à peine dissimulé ne manquera pas d'inquiéter tous ceux qui craignent que les Etats-Unis ne s'orientent vers une politique délibérée de confrontation avec l'U.R.S.S. Le « démissionnaire » n'était pas précisément un « colombe ». Il fut l'un des fondateurs du Comité sur le danger présent, association qui s'est donné pour but la dénonciation de l'effort d'armement soviétique et qui a joué un rôle dans l'échec final du traité SALT-2 devant le Sénat américain.

M. Rostow n'a rien réitéré de ses convictions, mais il a tout simplement pris au sérieux la tâche qui lui avait été confiée, qui consistait à aborder avec les Soviétiques à un compromis viable. Il avait souligné à plusieurs reprises le climat « pluriel » des négociations de Genève, exprimant sa certitude, cependant, sur leurs résultats. Les chefs des délégations américaines aux deux négociations de Genève, sur les « systèmes entravés » et les euromissiles, MM. M. Rostow et Nitze, tenaient un langage semblable. Mais la Maison Blanche faisait en sorte d'atténuer chaque fois leurs propos, tout en paraissant regretter le fait même qu'ils aient été tenus.

C'est également parce qu'on a jugé qu'il manifestait un peu trop d'optimisme ses espoirs d'aboutir que la démission de M. Richard Starr, qui dirigeait à Vienne la délégation américaine à la conférence sur les réductions mutuelles des forces classiques en Europe (M.B.F.E.), a été acceptée.

Ce mouvement de personnel peut apparaître d'autant plus inquiétant que le remplaçant de M. Rostow est un jeune républicain de trente-six ans, qui a une réputation de « dur » et qui a été formé à l'école de M. Jean Kirkpatrick, la « dame de fer » qui a imposé son style, à la fois intellectuel et musclé, à la délégation américaine aux Nations unies.

Certains estiment que ces changements signifient que les Etats-Unis ne croient pas à la possibilité d'aboutir à un « bon accord » dans les diverses négociations engagées avec les Soviétiques, voire, ce qui serait infiniment plus grave, qu'ils ne souhaitent pas, pour des raisons d'ordre idéologique, leur succès. M. Rostow a lui-même suggéré cette interprétation en accusant « des gens qui ne veulent aucune espèce d'accord avec l'U.R.S.S. » d'être à l'origine de sa chute. M. Rostow visait apparemment le petit groupe de parlementaires ultra-conservateurs conduits par le bouillonnant sénateur de Caroline du Nord, M. Jesse Helms, qui a mené une querelle sans pitié contre deux de ses collaborateurs, jugés trop « mous ».

Il reste à savoir si M. Reagan s'est rangé à l'avis du sénateur Helms pour des raisons tactiques ou si, comme on peut le craindre, son administration est empêtrée dans de telles contradictions qu'elle est incapable de définir une ligne claire et cohérente sur ce dossier fondamental de la réduction des armements.

A Bonn, le gouvernement de M. Kohl a réaffirmé sa fidélité à la décision de l'OTAN sur le déploiement de missiles américains en Europe et critiqué les positions exprimées à ce sujet par M. Vogel et d'autres dirigeants du S.P.D. Cautel — et d'autres responsables européens — n'en multiplient pas moins les pressions pour qu'une formule de compromis soit trouvée entre les propositions de M. Andropov et « l'option zéro » (liquidation de toutes les fusées à portée intermédiaire) avancée par le M. M. M. M.

M. Vogel, candidat social-démocrate à la chancellerie de Bonn, qui s'était entretenu avec M. Andropov à Moscou, a rancuné pendant une heure ce jeudi M. Mitterrand. Selon lui, l'U.R.S.S. « est tout à fait consciente qu'il n'est pas possible de négocier les systèmes nucléaires français à Genève et encore moins possible d'en disposer ».

Querelle d'Allemand

La controverse sur les euromissiles, et d'une manière plus générale sur la sécurité occidentale et le désarmement, joue désormais un rôle essentiel dans la campagne pour les élections générales anticipées du 5 mars prochain en Allemagne fédérale. M. Hans-Jochen Vogel, depuis une semaine, occupe le devant de la scène. Reçu successivement par MM. Reagan à la Maison Blanche et Andropov au Kremlin, le candidat à la chancellerie du S.P.D. a eu l'occasion, ces derniers jours, de multiplier les contacts au plus haut niveau — des contacts dont il devait, jeudi matin à l'Elysée, donner un aperçu à M. Mitterrand — et les déclarations.

Manifestement, le gouvernement de Bonn a estimé qu'il lui fallait

reprandre l'offensive, et il n'est probablement pas indifférent qu'il ait fait la veille du voyage-éclair de M. Vogel à Paris, en publiant une déclaration dont la forme n'est pas moins significative que le fond.

Le gouvernement commence par affirmer que l'OTAN décide dans le courant de l'automne prochain, en fonction des résultats des négociations américano-soviétiques de Genève, du nombre de nouvelles fusées à installer dans les cinq pays concernés par ce projet (il s'agit, outre la R.F.A., de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Belgique).

BERNARD BRIGOULEUX.

(Lire la suite page 3.)

LE CONFLIT SUR LE COMMERCE AGRO-ALIMENTAIRE

Mme Cresson : les Etats-Unis exportent leur crise

Les mesures de soutien à l'exportation des denrées agricoles annoncées par M. Reagan le 11 janvier ont jeté un froid sur les négociations entre la C.E.E. et les Etats-Unis ouvertes le même jour à Washington et destinées à examiner le contentieux sur le commerce agro-alimentaire. Les pourparlers n'ont pas abouti. Les négociateurs devaient se rencontrer à nouveau le 10 février à Bruxelles et les deux parties publier en mars un rapport commun.

D'autre part, dix mille paysans japonais ont, selon le New York Times, manifesté mercredi à Tokyo pour protester contre les « pressions commerciales » des Etats-Unis.

Mme Cresson, ministre de l'agriculture, commente ci-dessous la politique américaine et affirme que « les Etats-Unis exportent leur crise ».

« L'agriculture américaine est en crise. Cette crise, profonde et prolongée, résulte d'un ensemble de causes conjuguées. D'abord, les taux d'intérêt trop élevés rendent impossible le financement de l'agriculture américaine. Ensuite un développement inconsidéré de certaines productions agricoles a créé des excédents massifs que le marché n'est tout simplement pas capable d'absorber.

Ces 18 millions de tonnes supplémentaires représentent à elles seules plus du double des exportations totales de céréales de la C.E.E.

« Les Américains nous accusent essentiellement de protectionnisme et critiquent les mécanismes européens comme autant d'obstacles au libre-échange. Je n'aime pas polémiquer sur des mots, je préfère regarder les faits. »

EDITH CRESSON.

(Lire la suite page 26.)

Dutourd étincelant.



Le nouveau Dutourd :
Henri ou l'éducation nationale. 65 F.

Flammarion

Le chef de l'Etat commence au Togo son troisième voyage en Afrique noire

M. François Mitterrand était attendu, ce jeudi 13 janvier en milieu d'après-midi, à Lomé, capitale du Togo, première étape de son troisième voyage officiel en Afrique noire. Le président de la République visitera ensuite le Bénin, où il est attendu samedi en début d'après-midi, et le Gabon, où son arrivée est prévue pour lundi matin.

Le « pré carré » de la francophonie

par PHILIPPE DECRAENE

M. François Mitterrand, qui commence jeudi 13 janvier la troisième série de visites officielles en Afrique noire de son septennat, consacre, une fois encore, l'ensemble de sa tournée à des Etats appartenant à l'univers francophone : Togo, Bénin et Gabon. Ainsi, la préférence pour ce « pré carré » de la francophonie qu'il avait solennellement proclamée l'année dernière à Dakar, lors de la conférence de presse qui avait mis fin à son séjour officiel au Sénégal, ne cesse de se confirmer. Il n'en demeure pas moins que, au-delà des affinités nées de l'appartenance à une aire linguistique et culturelle commune, le président de la République française entend bien conserver à la politique africaine française des ambitions continentales. D'autre part, en dépit de la place privilégiée que

l'Afrique occupe dans le domaine des relations extérieures, il est indéniable, sous peine de trahir la pensée du chef de l'Etat, de ne pas isoler le continent noir du contexte mondial.

M. Mitterrand connaît déjà personnellement chacun de ses interlocuteurs et a même eu l'occasion de s'entretenir longuement à plusieurs reprises avec ses hôtes togolais et gabonais. Des contacts spécifiques, confiés les uns à M. Guy Penne, conseiller pour les affaires africaines, les autres à M. Jean-Christophe Mitterrand, fils du chef de l'Etat et plus proche collaborateur de M. Penne, ont précédé ce voyage.

(Lire la suite page 6.)

LA QUERELLE DE L'ÉCOLE PRIVÉE

M. Savary : les négociations ne pourront s'ouvrir aux dates prévues

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, ce jeudi 13 janvier, que les conditions posées par les responsables de l'enseignement catholique « rendent impossible l'ouverture des négociations sur l'avenir de l'enseignement public et de l'école privée aux dates prévues ». Ces négociations ne pourront donc sans doute commencer qu'après les élections municipales.

Clarifications

C'est avec sérénité, mais en même temps avec la ferme intention de ne pas figer le débat dans un procès d'intention par voie de communication de presse emmêlés, que M. Savary répond au Comité national de l'enseignement catholique. Les erreurs d'interprétation ne peuvent être corrigées que par le « contenu direct » et non sur la place publique. Surtout, il va de soi que les conclusions des négociations si elles ont lieu — ne peuvent être qu'un point d'arrivée et non de départ, contrairement à ce que demandent à travers des « garanties explicites » les responsables de l'enseignement catholique.

Telle est la teneur de la réponse apportée par le ministre de l'éducation nationale. Ce faisant, il précise plus nettement la méthode contenue dans ses propositions du 20 décembre et annonce la suite de la procédure qu'il envisage. La clarification s'imposait.

En effet, M. Savary dit en toutes lettres, aujourd'hui, que les six points qui faisaient l'objet de sa déclaration liminaire du 20 décembre, « points pour lesquels sont demandées des garanties explicites, sont l'objet même de la négociation proposée ». Il demande à ses partenaires d'y voir une « base de départ », un « cadre organisé » de méthode et non de contenu. Il répond ainsi à l'accusation des responsables de l'enseignement catholique de ne proposer à la discussion que les modalités d'application d'un « cadre » non négociable.

La clarification ne pourra s'arrêter là. Si le ministre propose à ses partenaires de venir lui poser directement des questions auxquelles il répondra de vive voix, sans pour autant considérer que les négociations sont ouvertes, il est certain que la procédure demandera du temps. En outre, à deux mois des élections municipales, le ministre — mais c'est aussi la volonté du chef du gouvernement — comme du président de la République — veut éviter l'exploitation à des fins politiques immédiates recherches par certains — que traduit la mauvaise interprétation de ses propositions.

Selon toute vraisemblance, les négociations ne pourront donc débuter qu'après cette échéance électo-

rale. D'ici là, les partenaires sont invités à demander audience pour « poser des questions, demander les éclaircissements dont ils ont besoin » afin que le sens de ce qui a été proposé — ne soit pas mal interprété voire dénaturé.

En même temps, ce qui ne signifie pas négocier, le ministre réaffirme sa volonté de dialogue, de recherche de la paix, il propose d'« affiner le contenu des propositions pour qu'elles constituent une base plus large et plus précise avant négociation ».

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 17.)

UN ESSAI DE ZEEV STERNHELL

Le fascisme et la France

Les historiens qui s'intéressent au fascisme en tant que phénomène de masse, ou en tant que forme de pouvoir, étudiant généralement l'Italie, l'Allemagne et l'Europe centrale de l'entre-deux-guerres. Mais selon Zeev Sternhell, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, l'histoire des idées et doctrines fascistes doit travailler en priorité sur la France.

D'après cet auteur, c'est dans la République jacobine des années 1885-1914 que s'élabora pour la première fois, avec vingt ans d'avance sur l'Italie, la synthèse du socialisme et du nationalisme, qui est la substance même de l'idéologie fasciste. Zeev Sternhell avait étudié les débuts de cette alchimie doctrinale dans la Drona révolutionnaire, 1855-1914 publié en 1978. Avec Ni droite ni gauche, il étend aujourd'hui son analyse aux années 1920-1940, durant lesquelles Paris perd sa primauté culturelle et idéologique. Toutefois, l'examen de cette période permet à Sternhell d'établir des relations, mûrissantes et douloureuses, entre la gauche et le fascisme français.

Paris ne commande plus, alors, le mouvement idéologique de l'Europe, mais reste un objet d'étude, fascinant et paradoxal, pour l'historien des idées.

(Lire page 11, dans le Monde des livres, l'entretien de Zeev Sternhell avec Emmanuel Todd.)

AU JOUR LE JOUR

Il y a le métro, et il y a l'idée qu'on s'en fait.

Sept pour cent des personnes sondées — par la R.A.T.P. — déclarent avoir été « personnellement » victimes d'une agression. Cela signifierait — si c'était exact — qu'il y aurait eu cent cinquante mille agressions dans le métro parisien. Or, les statistiques officielles n'en ont repéré que mille cinq cent quatre-vingt-cinq.

Métro

On ne nous dit pas quelle est, parmi les gens qui ne prennent jamais le métro, la proportion de ceux qui croient dur comme fer y avoir été attaqués.

BRUNO FRAPPAT.

CARDIN

hugo

collections

ERO !

RE D'OCCASION

des SOLDES

% de remise

et en partant d'ici

PERSONS

575.1077

OFFICIEL

DES DÉPARTEMENTS A L'HOPITAL ?

Les projets du ministère de la santé concernant la nouvelle organisation de l'hôpital public suscitent de nombreuses réactions chez les médecins. Transformer les « services » actuels en « départements » ? Il faut savoir être patient, estime le professeur Pierquin. Pour le professeur Amiel, le risque majeur est celui de la déstabilisation de l'institution hospitalière. Le docteur Gallois et M. Cayzac craignent plutôt une « construction en trompe l'œil ». Quant au professeur Derenne, il souligne qu'il serait inacceptable de voir dans ces nouvelles structures un moyen de réduire les dépenses hospitalières.

Savoir être patient

par le professeur BERNARD PIERQUIN (*)

Le système verticalisé actuel comporte un défaut majeur, dont l'importance croît avec la complexité de la médecine moderne : l'absence de relations systématiques entre les différents services. Ces relations deviennent indispensables dans un nombre croissant de secteurs. Si nous prenons l'exemple de la cancérologie, nous constatons que le traitement de la plupart des cancers exige une stratégie où les représentants des services de chirurgie générale, de radiothérapie, de médecine interne et de différentes spécialités d'organes (urologie, hématologie, gastro-entérologie, etc.) doivent se concerter et se coordonner dans des consultations multidisciplinaires afin de pondérer et de programmer les différents temps thérapeutiques, selon un protocole établi en commun.

Ce qui est vrai pour le cancer, l'est tout autant pour d'autres secteurs, telles la pédiatrie, la neurologie, l'imagerie, etc. Au-delà de ces impératifs intéressant les soins, cette concertation interdisciplinaire s'impose aussi pour la recherche et l'enseignement. C'est finalement tout le fonctionnement hospitalier qui dépend de cette coordination horizontale, sous forme de « départements ». L'organisation d'un département, tout à la différence des services, se définit dans un conseil où les représentants des différentes disciplines disposent d'un pouvoir équivalent, sans autre hiérarchie que celle d'un coordinateur élu par ses pairs pour une durée limitée. Il s'agit là d'une structure de réflexion, éloignée de l'action directe, destinée à légiférer et à promouvoir les grandes directives intéressant le secteur considéré.

Depuis quelques années, cette départementalisation se développe à titre expérimental dans certains de nos hôpitaux, à partir d'initiatives

locales. A Paris, la direction de l'Assistance publique a pris en considération ces tentatives : sous le contrôle des commissions consultatives médicales locales et celle de la commission médicale consultative centrale, plusieurs départements, en particulier en pédiatrie et en cancérologie fonctionnent de façon satisfaisante. Mais il faut savoir être patient : une telle mutation ne peut-être obtenue dans la hâte, pas plus que par la contrainte ou le sectarisme. Il serait en particulier catastrophique de supprimer brutalement la verticalité des services au seul profit de l'horizontalité des départements. Un bâtiment ne peut tenir debout que par l'association étroite et intégrée de cloisons reliées par des planchers. Un édifice qui ne disposerait que de planchers se retrouverait dans le vide et s'effondrerait aussitôt.

Les hôpitaux de notre pays ne pourront fonctionner de façon harmonieuse et bien adaptée à l'évolution moderne que dans la mesure où le pouvoir « législatif » des départements s'associera progressivement au pouvoir exécutif des services. Le rôle de l'administration, qu'il s'agisse du ministère de la santé ou des directions des hôpitaux, est d'encourager la départementalisation en respectant les initiatives locales, en dégageant progressivement des facteurs communs à partir de pratiques observées. C'est par des expériences sur le terrain qu'un système de départementalisation se définira dans les années à venir. Les médecins vivent avec la maladie et ses drames : leur évolution imprégnée de prudence et de faits concrets reste lente, au rythme de la vie humaine. Pour le bien des malades, nous devons respecter cet état de la médecine, tout en nous efforçant d'inciter au changement nécessaire.

(*) Faculté de médecine de Créteil, coordinateur du département de cancérologie de l'hôpital Henri-Mondor.

Les moyens

par le professeur JEAN-PHILIPPE DERENNE (*)

L'HOPITAL public est arrivé à un tournant. Les progrès de la médecine ont entraîné la multiplication des spécialités et sous-spécialités. Grand est donc le risque de déperdition des soins pour le malade. Grand est le risque de confiner le champ d'action des médecins à des domaines de plus en plus réduits et de les transformer en de simples serviteurs de techniques gâtées en permanence par l'obsolescence.

Il s'impose donc que le malade puisse choisir librement son médecin et puisse vraiment compter sur lui pour le prendre en charge d'une façon globale, le conseiller et le suivre à plus long terme s'il le désire. Or les services hospitaliers actuels sont à la fois trop grands et trop petits. Les tâches confiées aux médecins sont à la fois trop larges, trop floues, mal limitées. Certains médecins sont censés tout faire, tout savoir et tout contrôler. Les autres sont censés n'agir que « sur délégation » des premiers.

Tout ceci est cause de malaise. Malaise car ceux qui sont en position de subordination supportent de plus en plus mal de ne pas être légalement responsables de ce qu'ils assurent quotidiennement. Malaise car les chefs de service ont de plus en plus de mal à remplir leurs tâches.

Malaise car les médecins qui ont, en plus, des attributions universitaires ne savent guère comment concilier en pratique les exigences de leurs missions de soins, d'enseignement et de recherche. Malaise car les grands hôpitaux fonctionnent de plus en plus avec des médecins non titulaires qui sont souvent obligés de quitter l'hôpital, faute de poste. Malaise car les plus jeunes, internes, chefs de clinique et assistants qui sont les pivots des hôpitaux, ne voient pas bien leur place future dans l'hôpital. Malaise au fond parce que l'hôpital est souvent une mosaïque de services coupés les uns des autres, parce que les médecins y ont des droits et des devoirs très différents, c'est-à-dire qu'ils disposent d'un statut unique. Sans égalité statutaire, le département pourrait bien créer un supermandarinateur, avec le risque de voir les chefs de département cumuler les responsabilités sans pouvoir les assumer réellement.

Une autre condition est de fournir à tous ceux qui sont en situation précaire (attachés pleins temps, assistants non titulaires) les postes de titulaires qui leur permettraient d'assurer une continuité de prise en charge des malades. De plus, cette régulation de la situation de ceux qui investissent leur activité à temps plein dans l'hôpital public ne doit pas se faire au détriment de la promotion des internes. On voit qu'une politique de recrutement de médecins titulaires est une autre condition indispensable à la mise en place de la départementalisation. L'hôpital est considéré comme inflationniste, et certains administratifs ne voient dans la mise en œuvre de la départementalisation qu'un moyen de réduire les dépenses de santé.

Cette optique à courte vue est dangereuse car elle se heurterait inéluctablement à l'hostilité du corps médical. Elle est inacceptable car elle entraînerait une dégradation des soins donnés aux malades. Elle est illogique car on ne s'attaque au caractère inflationniste de la médecine qu'en améliorant qualitativement et quantitativement les conditions dans lesquelles elle est exercée, qu'en modifiant les rapports de l'hôpital avec les structures de prévention et de soins extrahospitaliers, qu'en renouvelant l'enseignement des étudiants et des médecins.

Tout cela ne peut se faire qu'en donnant à l'hôpital public les moyens en matériel et en personnels dont il a besoin pour son fonctionnement. La départementalisation est nécessaire, mais non suffisante. Elle n'a de caractère positif que si elle s'intègre parmi d'autres mesures statutaires et de recrutement. C'est cet ensemble qu'attendent les médecins hospitaliers.

confits ? Comment les structures départementales pourront-elles évoluer ? Quelles seront la définition et les attributions du « département d'information médicale » ? Que seront les « actions d'évaluation des soins » et le « rapport d'activité médicale annuelle » ? Quelles sont les limites des tâches de gestion confiées au chef de département ?

Au-delà de ces interrogations, la départementalisation des hôpitaux présuppose que deux conditions soient remplies, faute de quoi elle pourrait bien ne rien changer dans l'hôpital, voire en détériorer le fonctionnement. Tout d'abord, il faut que les praticiens qui y exercent à plein temps aient tous les mêmes droits, c'est-à-dire qu'ils disposent d'un statut unique. Sans égalité statutaire, le département pourrait bien créer un supermandarinateur, avec le risque de voir les chefs de département cumuler les responsabilités sans pouvoir les assumer réellement.

Une autre condition est de fournir à tous ceux qui sont en situation précaire (attachés pleins temps, assistants non titulaires) les postes de titulaires qui leur permettraient d'assurer une continuité de prise en charge des malades. De plus, cette régulation de la situation de ceux qui investissent leur activité à temps plein dans l'hôpital public ne doit pas se faire au détriment de la promotion des internes. On voit qu'une politique de recrutement de médecins titulaires est une autre condition indispensable à la mise en place de la départementalisation. L'hôpital est considéré comme inflationniste, et certains administratifs ne voient dans la mise en œuvre de la départementalisation qu'un moyen de réduire les dépenses de santé.

Cette optique à courte vue est dangereuse car elle se heurterait inéluctablement à l'hostilité du corps médical. Elle est inacceptable car elle entraînerait une dégradation des soins donnés aux malades. Elle est illogique car on ne s'attaque au caractère inflationniste de la médecine qu'en améliorant qualitativement et quantitativement les conditions dans lesquelles elle est exercée, qu'en modifiant les rapports de l'hôpital avec les structures de prévention et de soins extrahospitaliers, qu'en renouvelant l'enseignement des étudiants et des médecins.

Tout cela ne peut se faire qu'en donnant à l'hôpital public les moyens en matériel et en personnels dont il a besoin pour son fonctionnement. La départementalisation est nécessaire, mais non suffisante. Elle n'a de caractère positif que si elle s'intègre parmi d'autres mesures statutaires et de recrutement. C'est cet ensemble qu'attendent les médecins hospitaliers.

(*) Hôpital Saint-Antoine (Paris). Président du Syndicat de la médecine hospitalière.

Le risque des constructions en trompe l'œil

par le docteur PIERRE GALLOIS (*)

et M. DANIEL CAYZAC (**)

liés du département ? C'est, bien sûr, au niveau de ces objectifs politiques que se manifestent le plus de craintes, de réticences ou d'oppositions.

Malheureusement, selon que l'on privilégie les objectifs médicaux, économiques ou politiques, l'aspect que l'on donne au département peut varier beaucoup. Le projet gouvernemental, si on l'analyse, semble avoir très largement privilégié les enjeux économiques. De même, à l'intérieur de ces objectifs médicaux, certains privilégient ceux qui entraînent une nouvelle répartition des fonctions et des pouvoirs, avec le risque souvent dénoncé de balkanisation et d'introduction à l'hôpital d'un électoralisme permanent ; d'autres envisagent que la mise en place de quelques structures de concertation, mais sans modifier le système, et l'expérience a prouvé que ces structures surajoutées ne modifiaient pas le système actuel et n'en corrigeaient pas les défauts.

Quelques grands principes

Il apparaît de façon évidente que la départementalisation est un tout, et que l'« oubli » d'un des principes conduit à l'échec ou à la dénaturation. Il faut donc rappeler ces grands principes :

1. **Démultiplication des responsabilités** pour assurer la personnalisation des soins. Cela implique une modification du statut des médecins, avec création d'un corps unique de médecins hospitaliers (englobant les hospitalo-universitaires) avec dissociation du grade et de la fonction. Cette première étape est un préalable sans lequel il n'est pas de départementalisation possible. Et, à l'inverse, il est raisonnable de penser que cette seule réforme conduit tout naturellement à un fonctionnement de type « départementalisé ».

2. **Fonctionnement collégial** pour favoriser et institutionnaliser la concertation. Mais celle-ci doit s'établir dans un cadre plus large que celui des services actuels et notamment permettre des rencontres pluridisciplinaires. Les nécessités de ce fonctionnement collégial devraient déterminer la taille du

Reste un troisième groupe d'objectifs plus « politiques » : le département implique un fonctionnement collégial des médecins et ainsi un nouveau mode de répartition des pouvoirs à l'intérieur de l'hôpital ; mais cette nouvelle répartition des pouvoirs doit-elle être strictement médicale ? N'est-il pas nécessaire d'associer l'ensemble du personnel à la vie et aux responsabi-

lité, qui ne devrait pas comporter plus d'une vingtaine de médecins permanents.

3. **Reconnaissance du département comme l'unité d'organisation de l'hôpital.**

C'est au département que sont affectés les moyens, les personnels. C'est à lui que s'adresse l'administration. Cela implique la création d'une fonction de coordinateur, qui serait un des médecins permanents, élu par le conseil du département pour un temps limité et non renouvelable immédiatement. Il ne s'agit donc pas ici d'un chef de département qui, même élu, deviendrait vite et obligatoirement un « supermandarinateur ». Il doit être avant tout le porte-parole du département, son représentant auprès de l'administration. Il paraît alors tout naturel de créer un conseil de direction réunissant autour du directeur de l'établissement les coordinateurs des divers départements et des représentants de l'encadrement infirmier.

4. **Déclassement à tous les niveaux.**

Ce grand principe ne doit pas être perdu de vue, et la départementalisation ne doit pas aboutir à créer trois ou quatre nouvelles structures autonomes à l'intérieur de l'établissement.

Le projet gouvernemental n'a pas pris en compte, nous semble-t-il, l'ensemble de ces objectifs. La notion de chef de département telle qu'elle est présentée répond sans doute à un désir d'efficacité pour atteindre des objectifs économiques. Mais elle vide de sa substance la collégialité, et le conseil du département n'a plus alors qu'un rôle très accessoire. Les unités fonctionnelles, insuffisamment précises, semblent plus proches des services actuels que de la notion que nous avons tenté de cerner. Et la réforme des statuts des médecins n'apparaît pas comme le préalable indispensable. Enfin, certaines mesures techniques très rigides ne tiennent pas compte de la diversité des situations.

Mal, surtout, les modalités de mise en œuvre, qui impliquent initialement des délais très courts et des mesures contraignantes, risquent d'aboutir soit à un rejet, soit à des constructions en trompe l'œil.

Souhaitons que des modifications profondes du projet qui nous a été présenté permettent la réalisation d'un espoir de modification des structures et des mentalités que beaucoup d'entre nous souhaitent depuis de nombreuses années, et qui nécessite, pour devenir effective, une adhésion réelle de la grande majorité des parties prenantes.

Comme aux plus beaux jours de la Terreur ?

par le professeur MICHEL AMIEL (*)

de ce département vont être soumises à l'autorité de tutelle :

1. **comme le mot « démocratie » n'a pas la même signification à l'est et à l'ouest, le terme de « département » recouvre des concepts d'organisation hospitalière très divers si non antinomiques.**

En fait, quel est l'enjeu des débats actuels ? Au-delà des problèmes (non négligeables) de carrière et de salaire des médecins concernés, c'est une évolution de toute l'organisation du monde hospitalier qui se profile ainsi à l'horizon. Cette évolution nécessaire, et même souhaitée par beaucoup de médecins, si elle est unilatéralement brusquée par le pouvoir, risque de déstabiliser l'institution hospitalière, sans concertation véritable et préalable avec les instances représentatives telles que les syndicats professionnels concernés, les commissions médicales consultatives et les conseils d'administration des hôpitaux.

Les moyens nécessaires

Pourtant des départements bien conçus et mis en place progressivement pourraient être des structures dynamiques, responsabilisantes, efficaces. Pour ce faire, il faut leur en donner les moyens. Cela implique un mandat suffisamment long et renouvelable du coordinateur ; il faut que ce dernier soit élu par ses pairs (et seulement par eux) pour assurer pleinement sa tâche de responsabilité. Il faut qu'il ait les moyens en personnel gestionnaire et l'autorité hiérarchique voulue pour assurer pleinement son rôle. Enfin, il faut qu'il soit aidé par un conseil consultatif et représentatif des principaux acteurs des professions hospitalières.

Un autre aspect de cette évolution est celui de la responsabilité médicale vis-à-vis du malade. Il est peu imaginable qu'un pilote de Boeing soit élu par l'équipe ou qu'un commandant de paquebot soit élu par tout le personnel de son navire. De même, le médecin titulaire et responsable d'une unité de soins doit détenir un pouvoir de sa seule com-

détenir un pouvoir de sa seule compétence technique. Dans un pays où le juridique aussi formaliste que la France, une telle évolution doit être examinée avec soin et sans précipitation excessive. La hâte manifestée actuellement par les hautes sphères du ministère de la santé est suspecte au corps médical.

Seuls sont écoutés des représentants syndicaux minoritaires et partisans. La grande majorité des médecins hospitaliers clament les dangers d'une réforme hâtive et qui peut être considérée comme incohérente par beaucoup de ses aspects, même s'ils sont d'accord avec son esprit. Ils craignent l'intrusion de la politique à l'hôpital, la minime du pouvoir syndical sur les instances de décision à l'intérieur de l'unité de soins, et le remplacement de la compétence et de l'expérience par la démagogie. L'idéal, dans une structure départementale, est de conjuguer cette expérience à une évolution nécessaire vers l'accession des meilleurs à l'animation d'un groupe rassemblé autour d'un chef de département.

Une période transitoire de deux à cinq ans, avec des incitations de différents types (investissement, recrutement, etc.) aurait été beaucoup plus réaliste. Il faut aussi souligner que l'organisation de C.H.U. implique des modalités d'application nécessairement différentes de celles des hôpitaux généraux.

Au total, pourquoi s'acharner à faire des révolutions là où il suffirait de faire des réformes ? Cela éviterait bien des réactions de rejet. Dans la perspective d'un dialogue constructif, l'obstacle prévisible le plus clair serait de méconnaître combien « chacun d'entre nous est esclave de ce qu'il est » et combien les hommes sont attachés à leurs habitudes et à leurs attitudes en face de toute évolution.

Dans le débat actuel, le plus important est de savoir :

1. **Si le médecin hospitalier, comme dans d'autres pays ou dans d'autres structures, admettra ou pas une remise en cause du rôle d'animateur ou de chef que toute organisation ou société doit comporter et qui est concentré actuellement sur un seul homme ;**

2. **Si le médecin hospitalier (et il ouvrirait la voie dans la profession) est prêt à prendre conscience et à assumer sa responsabilité dans les choix économiques de l'hôpital... et du système de santé.**

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
364 F 600 F 835 F 1 070 F

2 - SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AMIEL DI
M.

مكتبة الشرق

Le Monde

étranger

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

L'« option zéro » reste la « principale proposition » de la Maison Blanche

« Nous discuterons les idées soviétiques qui continuent de venir de Moscou lors de la reprise, en février, des négociations de Genève sur les armements nucléaires en Europe, mais « l'option zéro demeure notre principale proposition », a déclaré M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, mercredi 12 janvier. Pour Washington, « l'option zéro » est la « seule réduction (des missiles soviétiques) qui s'écarterait de l'option zéro présente l'avantage dont jouit l'U.R.S.S. ».

Cependant, une source officielle non identifiée citée par l'agence Reuter a estimé que l'offre soviétique, annoncée à des parlementaires américains en visite à Moscou, de détruire un certain nombre de missiles SS-20 (le Monde du 13 janvier) pourrait constituer un pas dans la bonne direction, tout en laissant de nombreuses questions sans réponse.

Enfin, selon un porte-parole du département d'Etat, « les Etats-Unis restent prêts à envisager toutes les propositions sérieuses soviétiques et se félicitent de l'idée de recueillir tout nouvel élément sur la position de l'U.R.S.S. ».

A Bruxelles, un porte-parole de l'OTAN a indiqué, à l'issue de la réunion hebdomadaire des ambassadeurs des seize pays membres, que les alliés atlantiques « étudient naturellement avec attention les propositions du pacte de Varsovie », notamment sur la conclusion d'un pacte de non-recours à la force, mais il a rappelé que l'alliance avait affirmé, lors du sommet de juin dernier à Bonn, qu'aucune de ses armes ne sera jamais utilisée, sauf en réponse à une attaque.

On rappelle également, dans les milieux de l'OTAN, que la décision du 12 décembre 1979 prévoyant l'implantation de missiles américains en Europe précisait le nombre des engins prévus (464 missiles de croisière et 108 fusées Pershing-2), mais ajoutait que « les besoins en forces nucléaires de théâtre de l'OTAN seront examinés en fonction des résultats concrets obtenus par la négociation ».

La Belgique a fait connaître, d'autre part, au cours d'un entretien mercredi entre son ambassadeur à Moscou, M. Taelmans et M. Gromyko, son rejet de la proposition soviétique consistant à prendre en compte les fusées françaises et britanniques dans la négociation de Genève.

A Prague, les ministres de la défense des pays membres du pacte de Varsovie devaient poursuivre jusqu'à ce jeudi leur réunion qu'ils avaient ouverte mardi après-midi. Aucune information n'a filtré jusqu'à présent sur leurs délibérations. — (A.F.P., Reuter).

● Londres et les euromissiles. — Le gouvernement britannique a rejeté, lundi 10 janvier, comme « totalement inacceptable » la proposition soviétique visant à prendre en compte les missiles britanniques dans la définition de l'équilibre des forces nucléaires en Europe, a-t-on appris, de bonne source, à Moscou. Cette position a été exposée le même jour par l'ambassadeur de Grande-Bretagne en U.R.S.S., M. Sutherland, au cours d'un entretien avec M. Gromyko. M. Arnaud, ambassadeur de France à Moscou, avait déposé la même réponse, le 27 décembre, au ministre soviétique des affaires étrangères. — (A.F.P.)

M. Marchouk, vice-président du conseil soviétique, a été reçu par M.M. Mitterrand et Mauroy

M. Marchouk, vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., qui préside la délégation soviétique à la grande commission franco-soviétique réunie mercredi 12 et ce jeudi 13 janvier à Paris, a été reçu, mercredi, par M. Mitterrand pendant près d'une heure, et par M. Mauroy pendant une heure et demie.

C'était la première fois depuis qu'il est à l'Elysée que M. Mitterrand recevait une personnalité soviétique d'un rang aussi élevé. Bien que l'on ne puisse exclure que d'autres sujets (les relations Est-Ouest) aient été évoqués, il semble que dans les deux cas la conversation ait surtout porté sur les relations bilatérales et plus spécialement les échanges commerciaux, qui font l'objet des travaux de la grande commission. M. Marchouk n'a fait aucune déclaration à la presse, et l'Elysée n'a fait aucun commentaire après l'entretien avec M. Mitterrand.

Les responsables français ont souhaité une planification du rééquilibrage des échanges, actuellement fort défavorables à Paris, en deux ou trois ans. Les Soviétiques seraient, selon M. Marchouk, « très ouverts » à cette proposition. Un développement de la coopération apparaît possible dans les secteurs énergétique (mise en valeur du plateau continental de la mer de Barents) et agro-alimentaire, mais aussi en matière de pétrochimie, d'exploitation des minerais, de transports ferroviaires et de modernisation de l'appareil industriel soviétique.

En outre, a indiqué M. Marchouk, l'U.R.S.S., qui serait prête « à faire tous les efforts possibles », n'exclut pas la possibilité de régler au comptant certains contrats, comme ce fut le cas en décembre, moyennant une réduction non négligeable de prix, pour l'usine de traitement de gaz d'Astrakhan.

(Suite de la première page.)

« Double décision » prise par l'Alliance atlantique en 1979 — négociations mais renforcement du potentiel eurostratégique en cas d'échec des pourparlers — pourrait être bati. Mais Bonn se comporte un peu, en la circonstance, comme si la République fédérale était chargée d'expliquer la position de vue de l'OTAN toute entière, ou au minimum de le réaffirmer.

En outre, tout en affectant de rappeler comme une vérité intangible un engagement sur lequel il n'y aurait pas à revenir — les décisions prises voilà plus de trois ans par l'alliance — la déclaration gouvernementale ouest-allemande introduit une nuance, puisque le total de 572 fusées initialement prévu (dont 108 Pershing-2 et 96 missiles de croisière pour la seule République fédérale) apparaît désormais modulable.

Cette idée était dans l'air à Bonn depuis plusieurs mois, et la décision de 1979 ne l'écarterait pas, comme on vient de le rappeler au quartier général de Bruxelles. Mais elle n'avait pas, jusqu'alors, été formulée de façon aussi précise. Et non plus comme une suggestion, mais comme une affirmation.

En second lieu, la déclaration publiée mercredi rappelle que l'objectif de l'alliance atlantique est d'obtenir la mise en œuvre de l'« option zéro », c'est-à-dire la proposition d'origine américaine selon laquelle, en échange du démantèlement des SS-20 soviétiques menaçant l'Europe occidentale, l'OTAN renoncerait à ses nouvelles implantations.

Le gouvernement fédéral, ajoute ce texte, « regrette le rejet actuel par l'Union soviétique de cette offre. Il part de l'idée que les propositions soviétiques d'une réduction partielle du nombre de ses fusées ne constituent pas le dernier mot de l'U.R.S.S., et estime que, dans le cadre de négociation qui va jusqu'à l'automne, l'objectif du démantèlement de toutes les fusées sovié-

Querelle d'Allemand

que et de la renonciation au déploiement des armes occidentales peut être atteint ».

Cette mise au point gouvernementale s'adresse prioritairement au candidat de l'opposition social-démocrate à la chancellerie. Son dernier paragraphe dissipe toute espèce de doutes à cet égard, puisqu'il prend nommément à partie M. Vogel, dont les positions, selon le texte publié mercredi, « s'éloignent de plus en plus de la politique de sécurité du précédent et de l'actuel gouvernement, ainsi que de l'alliance atlantique ». De même pour le S.P.D. dans son ensemble.

Le parti social-démocrate est ainsi accusé de donner de plus en plus l'impression d'« être prêt, en contrepartie d'une réduction partielle des fusées soviétiques pointées sur l'Europe occidentale, à renoncer complètement au programme de renforcement de l'alliance ». Des fusées soviétiques dont Bonn estime la puissance destructrice à celle de quelque trois mille bombes d'Hiroshima.

La « dérive » du S.P.D.

Il est d'autant plus logique que M. Kohl et ses amis répliquent à M. Vogel que ce dernier est rentré de Moscou en affichant un optimisme sur l'assouplissement des positions soviétiques que Bonn ne partage guère. Et aussi en déclarant qu'il espérait bien voir les Etats-Unis renoncer à défendre ne varietur l'« option zéro ».

Les propos de M. Vogel, et plus encore ceux de M. Bahr, qui l'accompagnait — et qui passait pour être très favorablement compris à l'égard des analyses soviétiques, — en faveur d'une « option zéro aménagée », par rapport à l'idée de départ qui est désormais qualifiée d'« option zéro-zéro », ont inquiété le gouvernement de M. Kohl.

Non pas que le principe de cet aménagement — consistant à se

contenter d'un démantèlement partiel du côté soviétique, et britannique pour compenser notamment les forces nucléaires françaises que les négociations de Genève ne prennent pas en compte — paraît absolument et définitivement à écarter en toute hypothèse. Mais on estime, dans l'entourage du chancelier, que le fait d'en envisager dès maintenant l'éventualité revient à saper la position américaine à Genève. De même pour la proposition d'un moratoire, récemment lancée par le S.P.D. par la voix de M. Bahr, et qui consisterait à ajourner les implantations de l'OTAN si certains « petits pas » étaient accomplis au cours de ces pourparlers. Ce qui, selon la chancellerie, permettrait aux Soviétiques de gagner constamment du temps à très bon compte.

L'évocation, dans la déclaration gouvernementale, d'un écart croissant entre les positions actuelles du S.P.D. et de son candidat à la chancellerie, d'une part, et celles de l'ancien gouvernement, d'autre part, n'est sans doute pas dépourvue de fondement.

La silence observé dans cette campagne par M. Schmidt, assure son entourage, est uniquement inspiré par le souci de ne pas « faire de l'ombre » à celui qui mène un combat difficile pour la reconquête du pouvoir par la social-démocratie. Il n'en reste pas moins que la ligne de conduite du gouvernement précédent était, sur ce point, plus proche de celle de M. Kohl que des positions aujourd'hui exprimées par le S.P.D.

M. Schmidt lui-même avait mis quelque acharnement à faire prévaloir son point de vue au sein de son parti, sensible à certains arguments

du courant pacifiste ou neutraliste, en particulier au congrès de Munich. On peut imaginer que l'importance prise par cette controverse dans la campagne électorale ait incité le chancelier à intervenir davantage, puis-que lui aussi avait, en son temps, insisté sur la nécessité de ne pas torpiller les positions américaines à Genève, quitte à favoriser le moment venu les assouplissements nécessaires à la conclusion d'un accord.

Enfin, la mise au point assez sèche du gouvernement Kohl s'adresse aussi, vraisemblablement, au... vice-chancelier Genscher lui-même. Ce dernier avait récemment fait plusieurs déclarations dans lesquelles il ne paraissait pas hostile à une solution transitoire à Genève, en cas de blocage du côté soviétique (le Monde du 11 janvier). « Si l'Union soviétique n'est pas prête à retirer tout de suite ses fusées à moyenne portée, avait-il notamment indiqué, il faudrait s'efforcer de parvenir à un résultat intermédiaire, qui pourrait ensuite déboucher sur une solution complète », afin de faire baisser, dans un premier temps, la menace pesant sur l'Europe occidentale. On n'était donc pas très loin, là non plus, de l'idée d'un moratoire de l'OTAN, ou de celle de l'« option zéro aménagée ».

A quelques jours de l'arrivée à Bonn de M. Gromyko — le chef de la diplomatie soviétique est attendu dans la capitale ouest-allemande le 16 janvier — le chancelier Kohl tenait aussi à faire clairement savoir au Kremlin qu'il n'avait pas à espérer, à travers M. Genscher, l'infériorité la ligne de conduite du gouvernement ouest-allemand ou y ouvrir une brèche.

BERNARD BRIGOLEUX.

La Chine et l'Angola établissent des relations diplomatiques

Les représentants de la Chine et de l'Angola ont signé le mercredi 12 janvier à Paris un communiqué commun annonçant officiellement l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Le communiqué a été signé au nom du gouvernement angolais par l'ambassadeur à Paris, M. Luis Jose de Almeida, et, côté chinois, par le chargé d'affaires, M. Wang Jin.

De notre correspondant

Pékin. — Négocié à Paris depuis le mois de septembre par M. Yao Guang, alors ambassadeur en France — il a été nommé entre-temps premier vice-ministre des affaires étrangères, — l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Angola traduit l'évolution que connaît depuis plusieurs mois la politique étrangère chinoise. Lors de l'accession à l'indépendance, Pékin avait refusé de reconnaître le nouveau régime, estimant qu'il était inféodé à Moscou. Ces derniers temps, la Chine avait assoupli sa position, allant jusqu'à faire savoir, en octobre 1982, qu'elle avait cessé depuis longtemps son aide à l'UNITA, le mouvement rebelle de M. Savimbi.

Tout récemment, M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, qui accompagne M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, dans sa tournée en Afrique, a eu l'occasion de préciser la position de Pékin. Il a notamment indiqué que « la question de l'indé-

pendance de la Namibie ne doit pas être liée au retrait des troupes cubaines d'Angola, ces deux problèmes étant de nature différente ». En reconnaissant, il y a déjà quelque temps, que les soldats cubains n'étaient pas des « mercenaires » et qu'ils se trouvaient sur le territoire angolais à la demande du gouvernement de Luanda, Pékin avait laissé prévoir une telle évolution.

La Chine a pris note, par ailleurs, du désir manifesté par certains dirigeants angolais de se dégager de la tutelle soviétique et de diversifier leurs relations. Mercredi, Chine nouvelle relevait une déclaration faite l'an dernier par le ministre angolais du plan, M. Lopo Do Nascimento, dans laquelle celui-ci affirmait que « les relations spéciales existant entre l'Angola et les pays socialistes ne signifient pas que nous appartenions à un bloc ».

M. L.

SAMEDI DIMANCHE

Une nouvelle lecture
de l'actualité pour le week-end.

M. Mitterrand et son image

Y a-t-il « cartésianisme » de l'image de M. François Mitterrand ? Le président est-il voué à subir, dans l'opinion publique, une dégradation de son image analogue à celle qui avait atteint l'ancien président des Etats-Unis ? La profusion des sondages nécessite une clarification : quelles sont les forces et les faiblesses de l'image du président de la République française après vingt mois de pouvoir ?

Dès samedi, Le Monde change la présentation de son édition du 6^e jour, pour vous proposer, pendant le week-end, une nouvelle lecture de l'actualité.

Élargir la couverture de l'information internationale, développer une réflexion de fond sur les événements marquants, présenter les rendez-vous importants de la semaine à venir, telles sont les trois idées directrices qui inspirent ce changement.

Le Monde

Directeur : André Laurens

DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JANVIER 1983

EUROPE

U.R.S.S.

Le décès de Nicolas Podgorny ancien chef de l'Etat

Le décès de Nicolas Podgorny, président du présidium du Soviet suprême, a été confirmé à Moscou, le mercredi 12 janvier, par des sources officielles (voir nos dernières éditions du jeudi 13 janvier). On ignore cependant quand et où Nicolas Podgorny sera inhumé.

Gris à souhait

Moscou, mai 1977. La nouvelle décade, dans ce pays feutré, comme un coup de tonnerre : Nicolas Podgorny vient d'être limogé, c'est-à-dire, pour commencer, chassé du bureau politique. Qu'un tel accident de parcours arrive à un homme comme lui, a surpris plus d'un Soviétique. Peu connu, peu aimé, gris à souhait, Nicolas Podgorny ne passait pas - ou ne passait plus - pour un ambassadeur depuis longtemps. Chacun aurait parié plus d'un rouble sur les chances qu'il avait de mourir fidèle au poste, c'est-à-dire à la tête de l'Etat où il avait été installé en 1985.

Dans la vie de Nicolas Podgorny, ce qui surprend le plus, c'est cette éviction brutale, le 24 mai. Personne, au plus haut niveau, n'a songé à masquer la disgrâce en maladie diplomatique.

Que s'est-il passé ? Aujourd'hui encore, on en est réduit aux hypothèses. La plus plausible, c'est que cet homme de soixante-quatre ans n'a pas accepté de jouer le jeu qu'on lui proposait : s'effacer en tant que président du présidium du Soviet suprême et laisser la place au camarade Leonid Brejnev qui avait décidé de cumuler les fonctions de chef du parti et celles de chef de l'Etat. L'occasion, pourtant, était bonne, puisque l'on s'apprêtait à remplacer la Constitution stalinienne de 1936 par un nouveau texte, ni meilleur ni pire que le précédent, mais tout aussi surréaliste.

Un mois après, l'affaire était « bouclée » : Brejnev se retrouvait à la présidence du présidium - il lui avait fallu treize années pour arriver là - et Nicolas Podgorny se trouvait dans l'anonymat. Pas tout à fait, il est vrai, puisque, après avoir été privé, en 1979, de son siège de député, il devait réapparaître à l'occasion de telle ou telle cérémonie, légitimement en retrait, totalement silencieux.

Pour le reste, la vie de Nicolas Podgorny manque quelque peu de relief. Né en 1903 dans une famille de métallurgistes d'une petite ville d'Ukraine (Kharivka), il est envoyé dès quinze ans à l'usine ; c'est là sans doute qu'il entre au « komsozol » - il ne sera admis au parti qu'en 1930. Etudiant à la faculté d'ingénierie de Kiev, il entre ensuite à l'Institut technologique de la même ville, dont il sort en 1941 avec le diplôme d'ingénieur. Ce diplôme, il va l'utiliser jusqu'en 1939 dans divers entreprises industrielles d'Ukraine, jusqu'à ce qu'il soit nommé à la veille de la guerre commissaire du peuple à l'ali-

mentation pour l'Ukraine. Il passe la guerre à Moscou, d'abord comme commissaire adjoint à l'alimentation puis comme directeur de l'Institut de l'alimentation. A la fin des hostilités, il est nommé représentant de la République d'Ukraine auprès du conseil des ministres de l'U.R.S.S., car, ne l'oublions pas, l'Ukraine pour laquelle Staline a obtenu un siège aux Nations unies, est supposée indépendante...

Khrouchtchev trahi

C'est pendant et juste après la guerre que Podgorny va se lier avec Khrouchtchev, alors le grand maître du parti pour l'Ukraine. Lorsque M. « K » fait son entrée au secrétariat du parti - en 1950, - Podgorny est nommé chef du parti pour la région de Kharivka ; trois ans plus tard, à la mort de Staline, il est promu numéro 2 du parti pour l'Ukraine et en devient le numéro 1 en 1957. En 1958, il est membre suppléant du bureau politique, mais il lui faudra attendre 1960 pour en devenir membre à part entière.

Pendant toute cette période, Nicolas Podgorny apparaît comme un khrouchtchevien inconditionnel, en particulier dans l'affaire du groupe anti-parti. Il commence à cette période à apparaître sur la scène internationale : lorsque Khrouchtchev se déchaîne aux Nations unies, en 1960, pour mieux marteler la table, Podgorny est à ses côtés ; en 1963, on le voit en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Roumanie, puis, après qu'il ait été élu au secrétariat du comité central, en Tchécoslovaquie, en France, en Turquie. Cette fidélité à Khrouchtchev n'empêchera pas Nicolas Podgorny de faire partie du « complot » qui verra à bout de M. « K » en octobre 1964. Tout alors est possible pour Podgorny, qui se retrouve en rivalité avec Brejnev et Kossyguine dans la course au poste de secrétaire général. Mais en un an, la partie est jouée... et perdue pour M. Podgorny, qui, après une disparition de deux mois, doit s'incliner en décembre 1965 et accepter la poste essentiellement honorifique de président du Présidium du Soviet suprême. Leonid Brejnev, sans doute avec l'aide de Sousslov, a réussi à s'imposer. Douze années plus tard, fasciné par les honneurs, Brejnev devait porter un nouveau coup, définitif celui-là, à son ancien rival.

JACQUES AMALRIC.

Un appel de M^{me} Chtcharanski au président de la République

Anatole Chtcharanski est-il encore vivant ? Est-il sur le point de succomber à la grippe de la fin qu'il fait, depuis le 27 septembre dernier, pour obtenir le droit de visite et de correspondance qui lui est dénié, depuis un an, à la prison de Tchistopol ? Il y purge une peine de prison de treize ans à laquelle cet activiste juif et militant des droits de l'homme avait été condamné, en 1978, pour « espionnage » après un procès forgé de toutes pièces.

Telles sont les craintes exprimées par sa femme, M^{me} Avital Chtcharanski, au cours d'une conférence de presse organisée à Paris, mercredi 12 janvier, par les nombreux comités de défense qui se sont constitués en faveur du prisonnier. M^{me} Chtcharanski a lancé à cette occasion un appel à M. Mitterrand et « à tous les hommes de bonne volonté », pour que l'« on arrête cet assassinat », que l'« on empêche cette tragédie ». Et « si son état est tel que l'on n'ose même pas le montrer à sa mère, qui, depuis le 4 janvier, attend devant la porte de la prison », qu'on le libère afin qu'il puisse recevoir les soins que nécessite son état. Un

médecin a expliqué longuement que « l'alimentation forcée pratiquée tous les trois jours, selon le directeur de la prison » ne suffisait pas pour maintenir un homme en vie.

Le professeur Laurent Schwartz, pour sa part, lancé un appel à M. Yuri Marchouk, ministre soviétique de la recherche, actuellement à Paris pour présider la grande commission franco-soviétique. Il a demandé à ce collègue mathématicien de faire le nécessaire pour sauver « les collègues scientifiques en danger », tels que André Sakharov, Yuri Orlov, Anatole Chtcharanski et bien d'autres. La professeur Cartan a annoncé qu'il allait demander, avec d'autres mathématiciens et physiciens, une entrevue à M. Marchouk à ce propos.

M^{me} Chtcharanski, qui a été reçue, mercredi après-midi par M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, a demandé aussi à rencontrer M. Badinter, le ministre de la justice. Puis elle reprendra ses voyages à travers le monde. — Am. B.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Bouvier-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)
Imprimé : Le Monde, 5, r. de Valenciennes, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037

Le cardinal Anastasio Ballestrero, président de la conférence épiscopale italienne, a qualifié « inacceptables, injustes et iniques » les récentes accusations soviétiques contre le pape par le mensuel soviétique *Auto-éducation politique* et reprises le 29 décembre par l'agence Tass. Le mensuel évoquait notamment « la politique anticommuniste de l'Eglise catholique », accusait le pape d'avoir adopté des positions « considérablement plus conservatrices que celle de ses prédécesseurs » (A.F.P.).

Pologne

La correspondante de l'agence UPI a été expulsée

Libérée mercredi 12 janvier dans l'après-midi après vingt-trois heures de garde à vue, M^{me} Ruth Gruber, correspondante de l'agence de presse américaine UPI en Pologne, a appris en début de soirée par le journal *Ekspres* et l'agence officielle PAP qu'elle était sous le coup d'une décision d'expulsion. On ignorait encore ce jeudi matin quand M^{me} Gruber, qui était convoquée dans la matinée au ministère des affaires étrangères, devrait quitter le territoire polonais.

Selon l'agence PAP, il serait reproché à la journaliste d'avoir recueilli « des documents photographiques relevant du renseignement ». Cette accusation, extrêmement grave, n'avait pas été portée à la connaissance de M^{me} Gruber par les policiers qui l'ont longuement et par deux fois interrogée durant sa garde à vue. Il lui avait été dit qu'elle n'était pas interrogée comme témoin et qu'aucune accusation n'était retenue contre elle. En l'état actuel de l'information, cette affaire relève surtout du mauvais roman.

Mardi, en début de matinée, la secrétaire du bureau de l'UPI, M^{me} Olaszewska, est avertie par téléphone qu'un paquet de photos venant de Gdansk l'attend au bureau de Varsovie. La chose n'a rien d'étonnant. UPI, comme d'autres agences, diffuse tout à fait légalement dans le monde entier des photos d'actualité prises sur le territoire polonais. La secrétaire se rend donc à la poste et disparaît. Interrogée, M^{me} Gruber, après une tournée infructueuse des services d'urgence et des commissaires, signale cette disparition à la police et au ministère des affaires étrangères. Entre-temps, il est établi que le photographe travaillant à Gdansk pour UPI n'est pas l'auteur du coup de fil et n'a envoyé aucune photo à son bureau de Varsovie. En fait, M^{me} Olaszewska, qui était toujours détenue ce jeudi matin, a été arrêtée et son chef de poste est interdit d'accès à son tour dans son bureau. Son ambassadeur ne pourra pas prendre contact avec elle. L'assistance d'un avocat lui sera refusée. Elle ne pourra pas non plus voir les documents photographiques qu'elle a pris en possession de la police. Interrogée devant les caméras, cette dernière déclare avoir été approchée en gare de Gdansk (près de Gdansk) par un inconnu qui lui a demandé de remettre des « photos de famille » à la personne qui se présenterait à elle en gare de Varsovie. Un plan général sur les photos permet ensuite de constater qu'il s'agit, notamment, de clichés du port de Gdansk et d'un bâtiment qui pourrait être une caserne.

Dans son commentaire, la télévision ajoute que ce n'est « pas la première fois » que M^{me} Gruber se serait intéressée à des questions militaires et que, en août déjà, sa rédaction lui avait demandé par télex de rendre compte des « opinions des experts militaires » sur les Missiles et la guerre du Liban « notamment en matière d'armement ».

C'est tout, et dans une contradiction troublante, l'agence PAP a expliqué qu'il a été décidé de ne pas poursuivre M^{me} Gruber pour espionnage, car « elle n'avait pas d'intentions criminelles ». La véritable raison de cette « mansuétude » paraît être, en réalité, que le dossier est vide et qu'on se trouve là devant une simple affaire d'intimidation des correspondants occidentaux.

A la fin de l'année déjà, les autorités avaient refusé de prolonger le visa du correspondant de la B.B.C. qui a dû depuis quitter la Pologne. La semaine dernière ensuite, onze collaborateurs polonais de la presse étrangère s'étaient vus réduire le renouvellement de leur autorisation de travail. A la suite de démarches auprès du ministère des affaires étrangères, cette mesure a été finalement levée contre deux d'entre eux, mais le porte-parole du gouvernement vient de faire diffuser, à vingt mille exemplaires, une brochure dénonçant, de manière au demeurant bien peu convaincante, les « mensonges » de la presse occidentale sur la Pologne.

A Moscou, la *Pravda* estimait mercredi que la situation économique en Pologne et que « l'atmosphère socio-politique était meilleure dans les collectifs de travail et dans toute la société ». B. G.

Le pape exprime un doute sur l'opportunité de son voyage

Le pape Jean-Paul II a exprimé pour la première fois publiquement, mercredi 12 janvier, au cours de son audience générale hebdomadaire, une incertitude sur l'opportunité de son projet de voyage en Pologne. Adressant en polonais une prière à la Vierge de Jasna-Gora, le Saint-Fère, qui est en principe attendu à Varsovie le 18 juin, a déclaré : « En ce début d'année, je ne peux pas ne pas penser à ma visite en Pologne. (...) Je sais que les préparatifs sont en cours et j'en suis reconnaissant à ceux qui s'en occupent. Toutefois, tout en préparant moi-même cette visite dans mon cœur, je désire surtout qu'elle soit guidée par Toi, Mère de Jasna-Gora, et que toi seule décides si elle doit avoir lieu et comment elle doit avoir lieu. Je m'en remets à Toi ».

En dehors même de l'interrogation qui persiste sur la volonté des autorités polonaises de laisser venir le pape, cette visite suscite de nombreux doutes dans certains milieux catholiques polonais, qui craignent que le pape ne puisse exploiter à son profit. Le primat, et, jusqu'à cette dernière déclaration, le pape aussi, en avaient au contraire fait leur objectif principal.

LE PAPE EXPRIME UN DOUTE SUR L'OPPORTUNITÉ DE SON VOYAGE

Le pape Jean-Paul II a exprimé pour la première fois publiquement, mercredi 12 janvier, au cours de son audience générale hebdomadaire, une incertitude sur l'opportunité de son projet de voyage en Pologne. Adressant en polonais une prière à la Vierge de Jasna-Gora, le Saint-Fère, qui est en principe attendu à Varsovie le 18 juin, a déclaré : « En ce début d'année, je ne peux pas ne pas penser à ma visite en Pologne. (...) Je sais que les préparatifs sont en cours et j'en suis reconnaissant à ceux qui s'en occupent. Toutefois, tout en préparant moi-même cette visite dans mon cœur, je désire surtout qu'elle soit guidée par Toi, Mère de Jasna-Gora, et que toi seule décides si elle doit avoir lieu et comment elle doit avoir lieu. Je m'en remets à Toi ».

En dehors même de l'interrogation qui persiste sur la volonté des autorités polonaises de laisser venir le pape, cette visite suscite de nombreux doutes dans certains milieux catholiques polonais, qui craignent que le pape ne puisse exploiter à son profit. Le primat, et, jusqu'à cette dernière déclaration, le pape aussi, en avaient au contraire fait leur objectif principal.

R.D.A.

Après ses révélations sur l'attentat manqué contre M. Honecker

LE CORRESPONDANT DE « STERN » PERD SON ACCRÉDITATION

Berlin-Est (A.F.P.-Reuters). Les autorités est-allemandes ont vivement réagi à la diffusion d'informations sur un attentat manqué contre le chef de l'Etat et du P.C. de la R.D.A., Erich Honecker, en décembre, mercredi 12 janvier, l'expulsion du correspondant permanent de Berlin-Est, du magazine ouest-allemand, *Stern*, M. Dieter Buh, qui avait publié ces révélations. Les autorités est-allemandes ont réagi dès le 12 et 13 janvier, un ouvrier chauffagiste avait, le 31 décembre dernier, tiré sur l'escorte de M. Honecker avant de se donner la mort, parce qu'il était économié par le luxe dans lequel vit la classe dirigeante est-allemande, en particulier durant la période des révolutions.

L'agence officielle A.D.N. a annoncé mercredi que le correspondant de *Stern* s'était vu retirer son accréditation, et devait quitter la R.D.A. dans les quarante-huit heures. A.D.N. fait allusion à l'un des passages du décret du 21 février 1973, qui indique que les correspondants accrédités en R.D.A. sont tenus « de rendre compte d'une manière véridique, objective et correcte et de s'abstenir d'une déformation malveillante des faits ».

M. Buh est le quatrième correspondant étranger - tous Allemands de l'Ouest - à être expulsé de R.D.A. depuis 1975 pour « usage abusif de ses possibilités de travail ». Le gouvernement de Bonn a officiellement protesté contre cette mesure, dont il a souligné qu'elle était contraire aux dispositions de l'acte final d'Helsinki et aux accords inter-allemands. L'expulsion, de son côté, maintient sa version des faits, que les autorités ramènent à un incident provoqué par un automobiliste pris de boisson.

Grande-Bretagne

La leçon des Malouines incite M^{me} Thatcher à adopter un style « présidentieliste »

M^{me} Thatcher a quitté, le mercredi 12 janvier, les îles Malouines dans le plus grand secret, après une visite « triomphale » de cinq jours au cours de laquelle elle a parcouru des champs de bataille et rencontré la moitié des mille huit cents habitants de l'archipel, qui l'ont surnommée « notre Churchill », d'après les émissaires spéciaux britanniques. Ignorant la résolution adoptée en Grande-Bretagne et l'Argentine à négocier le futur statut des îles, M^{me} Thatcher a affirmé que les îles Falkland étaient britanniques et « le deviendraient encore plus ». Un dirigeant syndical péroniste argentin, M. Juan José Taccone, a déclaré à Madrid qu'une telle visite incitait « à un nouveau coup d'Etat militaire en Argentine pour empêcher le retour à la démocratie ».

De notre correspondant

Londres. — Alors que M^{me} Thatcher revient de sa visite triomphale aux îles Malouines, les observateurs se demandent à Londres si le conflit avec l'Argentine n'a pas provoqué ou tout au moins précipité une restructuration du travail gouvernemental, qui pourrait à terme modifier sensiblement le fonctionnement du système politique britannique.

M^{me} Thatcher aurait, en effet, l'intention de créer autour d'elle un véritable département ministériel, qui, dans un premier temps, ne serait qu'un cabinet de style français, mais qui pourrait se développer en une véritable administration. Jusqu'à maintenant, le chef du gouvernement de Londres n'était, par rapport à ses collègues, qu'un *primus inter pares*. M^{me} Thatcher n'est entourée que d'une douzaine de conseillers et d'assistants qui l'aident à préparer le travail gouvernemental, coordonné par le Cabinet Office, une sorte de secrétariat général du gouvernement, qui a été créé par Lloyd George en 1916.

Estimant qu'elle n'a pas été bien informée par le Foreign Office à la veille de l'invasion des Malouines par les forces argentines, le M^{me} Thatcher a décidé d'étouffer son équipe. Elle a nommé deux nouveaux conseillers : Sir Anthony Parsons, ancien représentant de la Grande-Bretagne aux Nations unies, et M. Roger Jackson, qui vient du ministère de la défense. Le premier s'occupera de la politique extérieure, le second des questions militaires. Le premier ministre avait déjà un conseiller politique et un conseiller économique.

L'objectif de ces deux nouvelles nominations est de renforcer le contrôle sur le Foreign Office, alors que les relations entre le chef du gouvernement et M. Pym, son ministre des affaires étrangères, qui n'ont jamais été très bonnes, se détériorent chaque jour un peu plus.

Lord Carrington n'était pas toujours d'accord avec M^{me} Thatcher, mais il avait su faire écouter et il imposait parfois une politique a priori opposée aux convictions de la « dame de fer » : le meilleur exemple en est le règlement du problème ir-

désien. Ce n'est plus le cas avec son successeur au Foreign Office. Outre les erreurs d'appréciation dans l'affaire des Malouines, M^{me} Thatcher reproche notamment à l'administration des affaires étrangères d'avoir accepté en 1982 un mauvais compromis sur le budget de la Communauté européenne.

La situation de M. Pym devient inconfortable. Une décision du premier ministre a fait échouer la visite d'une délégation arabe parce qu'elle comptait un représentant de F.O.L.P. En conséquence, M. Pym a été contraint d'annuler deux tournées au Proche-Orient. Pour des raisons obscures, le secrétaire au Foreign Office a été émis en vue à faire des déclarations parfaitement contradictoires, à deux jours d'intervalle, au sujet des propositions de M. Andropov : après avoir rejeté comme un nouveau « gadget » l'idée d'un traité de non-prolifération entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, il a estimé qu'il s'agissait là d'une offre « importante ».

Selon le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* (conservateur), M. Pym entendrait dorénavant se tenir à l'écart des questions dans lesquelles M^{me} Thatcher a décidé d'intervenir personnellement. Ainsi assiste-t-on à la naissance d'une sorte de « domaine réservé » du premier ministre.

Sir Anthony Parsons ne sera certes pas le Küssinger de M^{me} Thatcher, le conseiller spécial chargé des missions délicates. Son rôle est plus de préparer les documents que d'être impliqué dans la politique réelle. Sa longue carrière au Foreign Office semble, d'ailleurs, garantir ses anciens collègues contre des interventions inopportunes. Il n'en reste pas moins que certains observateurs croient déceler, dans le régime politique britannique, une dérive « présidentieliste » qui, selon eux, ne pourrait être qu'aggravée si, comme tout le monde le laisse actuellement à penser, M^{me} Thatcher était réélue pour un deuxième mandat.

DANIEL VERNET.

Turquie

Plus de 750 militants révolutionnaires comparaissent devant un tribunal militaire

La commission des affaires politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie mercredi 12 janvier à Paris, a adopté un projet de résolution sur la situation politique en Turquie, qui conduirait à suspendre la participation turque aux travaux de l'Organisation européenne.

Le texte, qui sera soumis au vote de l'Assemblée lors de la session du 24 janvier, lance un nouvel « appel pressant au gouvernement turc » pour un retour à la démocratie pleine et entière. Le projet de résolution prend acte de l'évolution positive que représentent, notamment, le référendum sur la Constitution, largement approuvé par le peuple turc en novembre dernier, mais dénonce un gouvernement du général Evren qu'il « s'abstienne de faire usage de son droit de vote au comité des ministres » de cette organisation.

De notre correspondant

Ankara. — Le procès de sept cent cinquante-neuf militants de Dev-Yol (« voie révolutionnaire »), une fraction du Parti de libération populaire de Turquie (T.H.K.P.-C.) de la région de Fatsa, sur le littoral de la mer Noire, s'est ouvert le mercredi 12 janvier devant le tribunal militaire d'Amasya.

Ils sont accusés d'avoir tenté de renverser l'ordre politique, économique et social existant, en vue d'établir un régime marxiste-léniniste. Trois cent trois d'entre eux comparaissent en prévenus libres. La première audience a été marquée par un incident : le premier accusé appelé à s'identifier a déclaré qu'il ne le ferait qu'après avoir fait état des « problèmes » rencontrés pendant sa détention. Cette demande a été rejetée par le tribunal. L'accusé, ayant insisté, a été expulsé. Par solidarité, de nombreux accusés ont demandé à quitter la salle, ce qui a été autorisé par le tribunal.

Le tribunal militaire requiert la peine capitale contre deux cent cinquante-neuf accusés, dont leur chef de file, le tailleur Ertan Sommez, ancien maire indépendant de Fatsa, auquel on reproche d'avoir dirigé dans sa ville une « commune » animée par des « comités populaires » composés de militants de Dev-Yol. Une opération militaire, le 23 juillet 1980, avait mis fin à cette « expérience ».

On reproche aux accusés d'avoir assassiné quatre-vingt-dix personnes entre 1977 et 1981, d'en avoir blessé vingt autres et d'avoir tenté d'en assassiner quatre-vingt, enfin, d'avoir extorqué des sommes d'argent à des habitants.

Outre les accusés qui risquent la peine de mort, quatre cent cinquante-neuf autres encouront des peines allant de six mois à quinze ans de prison.

ARTUN UNSAL.

Séminaire LA BUREAUTIQUE

2 JOURS
17 et 18 FÉVRIER
21 et 22 MARS 1983
Le bureau du futur : ce qu'il faut savoir
Renseignements et inscriptions : F.D.S. 10, rue Henri Pape - 75013 Paris
588.76.53

PROCHE-ORIENT

ASIE

Iran

Le quotidien « République islamique » tourne en dérision la politique de la France dans le Golfe

Téhéran (A.F.P.). — L'éditorial du quotidien du parti au pouvoir en Iran, *« République islamique »*, tourne, en dérision, le mercredi 12 janvier, les dernières initiatives françaises au Proche-Orient, estimant qu'il ne s'agit que d'« apparences sans réalité ».

Commentant l'accueil réservé au vice-premier ministre iranien, M. Tarek Aziz, à Paris et les voyages des ministres français des relations extérieures et de la défense dans certains États du Golfe, le journal affirme que « la France, dont le centre de la politique étrangère est l'Afrique, n'a pas les moyens d'engager les États dans un mouvement suicidaire contre la République islamique d'Iran ».

Relativisant l'accueil réservé à M. Tarek Aziz, le journal dit que l'« écart de ces initiatives, le journal déclare : « C'est sans doute que ce mouvement est illusoire, si illusoire que les États-Unis ne veulent pas perdre leur dignité et savent que cela ne marchera pas. Cependant, ils poussent la France, qui a la passion de se mêler des affaires du Moyen-Orient. Ainsi, si elle échoue, les États-Unis et leurs alliés européens ne perdent pas la face, et si, par hasard, Paris réussit, il y aura beaucoup de candidats pour en récolter les fruits. »

Tandis qu'était annoncé, le 12 janvier, la démission du chef de la police, le colonel Ebrahim Hejazi, on apprenait que les forces de l'ordre avaient, au cours d'une période indéterminée, découvert vingt-trois caches d'armes. Au cours de ces opérations menées à Téhéran et dans d'autres villes, trente-sept personnes ont été tuées et cent vingt arrêtées. L'une des personnes tuées, selon un communiqué, était « responsable de l'assassinat de dix membres des forces de l'ordre et avait torturé trois membres des comités de la révolution islamique (milice de quartier) ».

« Une personnalité iranienne impliquée de trafic de drogue », l'ancien vice-premier ministre iranien dans le gouvernement de M. Bazargan (1979), M. Sadegh Tabatabaï, est sous le coup d'un mandat d'arrêt du parquet de Düsseldorf pour trafic de drogue, a-t-on appris de source judiciaire ouest-allemande, mercredi. Les douaniers de l'aéroport de Düsseldorf avaient découvert, samedi dernier, 1,6 kilogramme d'opium dans les bagages de M. Tabatabaï, trente-neuf ans, qui est resté en liberté contre le paiement d'une caution de 200 000 marks (87 000 dollars). Il est possible de deux à quinze ans de prison. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

États-Unis

A SON ARRIVÉE A WASHINGTON M. Chirac déclare que la France « reste un allié sûr »

M. Jacques Chirac, qui poursuit son voyage aux États-Unis, devait être reçu ce jeudi 13 janvier à la Maison Blanche par le président Reagan après avoir passé quarante-huit heures à New-York. En arrivant à Washington, le maire de Paris a indiqué qu'il avait déclaré à M. Kissinger, avec lequel il avait pris à New-York son petit déjeuner, que « chaque fois que l'essentiel est en cause, la France reste un allié sûr, probablement le plus sûr en Europe parce que le plus conscient des questions de défense. On compte sur les responsabilités des États-Unis dans la défense de l'Europe, a ajouté M. Chirac, alors que l'Union soviétique avec ses missiles à tête unique une partie du continent... Bien sûr cela ne nous empêche pas d'être vigilants sur notre indépendance. Nous ne pouvons faire aucune concession à cet égard ».

Une leçon de show-business à New-York

De notre correspondante

New-York. — M. Jacques Chirac a commencé sa seconde journée new-yorkaise en prenant son petit déjeuner, mercredi 12 janvier, avec M. Henry Kissinger à Gracie Mansion, la résidence de M. Koch, le maire de New-York. Le Proche-Orient, les euro-méditerranéens, l'Union soviétique et la situation politique en République fédérale d'Allemagne étaient au menu.

Le maire de Paris a ensuite rendu visite au secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, avec lequel il a évoqué les problèmes de Namibie, d'Afghanistan, du Cambodge, de Pologne et de la guerre irako-iranienne. M. Chirac a répété à son interlocuteur ce qu'il avait dit, la veille, aux représentants des organisations juives, sur les dan-

gers des ventes d'armes à l'Iran et de l'expansion du « Khomeinisme ».

Il a ensuite rejoint M. Koch au City Hall, où les deux maires ont tenu une conférence de presse conjointe. Les journalistes américains se sont fait expliquer les raisons pour lesquelles le maire de Paris était « sûr et propre », et par quel miracle le gouvernement français participait massivement aux dépenses sociales de la Ville. Une brève escarmouche a eu lieu sur le point de savoir si, oui ou non, l'antisémitisme existait en France, ce que M. Chirac a vivement démenti. M. Koch a ajouté que si on assistait à la renaissance d'un certain antisémitisme en Europe occidentale, c'était parce que trop de dirigeants politiques recevaient M. Arafat, M. Chirac étant « l'un des rares à s'y refuser ».

La prochaine rencontre du maire de Paris avec M. Reagan laisse-t-elle présager des « ambitions présidentielles » ? M. Chirac fait observer que les prochaines élections françaises ont lieu dans cinq ans et que sa visite aux États-Unis est « strictement en réponse à l'invitation de M. Koch ». « Mais s'il y a des retombées fructueuses, il n'y aura pas de mal à cela, n'est-ce pas ? », a romancé le maire de New-York.

M. Koch a donné ensuite à M. Chirac une leçon de show-business dans un style dont il a le secret : promenade à pied jusqu'à Chinatown à travers les rues peuplées à cette heure du déjeuner. M. Koch salue la foule à grands gestes. Son écharpe rouge et bleue aux couleurs de Paris mais ornée du fameux « I love New-York » — il a offert la même à M. Chirac — vole au vent. Embouteillages, coupe de klaxon amoureux. Arrêt devant un jardin d'enfants peuplé de petits Chinois. Rires, embrassades, photos, les caméras de télévision reflètent.

M. Chirac suit, légèrement désemparé. Déjeuner au Peking Duck, un restaurant chinois célèbre de New-York. Les photographes se bousculent autour des deux maires. Cliché au dessert avec le propriétaire et le chef cuisinier.

NICOLE BERNHEIM.

REÇU A MOSCOU PAR M. ANDROPOV

M. Arafat déclare que la seule issue est « autour de la table de négociations »

Arrivé mardi 11 janvier à Moscou pour « une courte visite de travail », M. Yasser Arafat a été reçu le lendemain au Kremlin par M. Iouri Andropov. Le numéro un soviétique était entouré, pour ses entretiens avec le chef de l'O.L.P., de MM. André Gromyko et Boris Ponomarev, respectivement ministre des affaires étrangères et secrétaire d'État central du parti communiste. Tandis que M. Arafat a estimé que « la crise du Proche-Orient ne peut être résolue qu'autour de la table de négociations », M. Andropov a réitéré la proposition de son prédécesseur, Brejnev, d'organiser une conférence internationale sur le Proche-Orient « avec la participation, comme membre de plein droit, de l'O.L.P., représentant unique du peuple palestinien ». M. Arafat est maintenant attendu à Damas, où le comité exécutif de l'O.L.P. doit se réunir dimanche 16 janvier pour préparer la prochaine session du Conseil national palestinien (Parlement), prévue à Alger le 14 février.

Au chapitre des autres déplacements en liaison avec la question proche-orientale, on note que M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste libanais, a été reçu mercredi 12 janvier par le roi Fahd à Ryad, qui a mis l'accent sur la nécessité d'éviter la signature d'un accord libano-israélien « similaire à celui de Camp David » (accord égypto-israélien). Jusqu'à ces derniers temps, les rapports avaient été très limités entre le chef druze et l'Arabie Saoudite.

Cependant, la rencontre la plus attendue dans la région reste celle, prévue le jeudi 13 janvier, entre le premier ministre israélien M. Menahem Begin, et l'ambassadeur américain au Proche-Orient, M. Philip Habib, en vue de faire avancer les

négociations avec le Liban, dont la sixième séance doit s'ouvrir, également jeudi, à Kyrat-Shmonah, au nord d'Israël. Jérusalem n'a pas encore fait connaître sa position au sujet du projet d'ordre du jour proposé par Washington et déjà accepté, avec quelques réserves, par Beyrouth.

Aux États-Unis, où des rumeurs avaient circulé quant à un report, par le président Reagan, de la visite que devait y effectuer M. Begin au début de l'année, rumeurs qui avaient suscité une vive irritation du gouvernement israélien, un porte-parole de la Maison Blanche a précisé que Washington « espérait » bien recevoir le premier ministre d'Israël en février. La capitale fédérale « espère » aussi que le roi Hussein de Jordanie lui fera savoir début mars si Amman accepte de participer à des discussions de paix avec Israël (le Monde du 13 janvier).

A Beyrouth, enfin, l'émotion reste grande parmi la population, à la suite des tirs d'obus sur les banlieues de Haddeth et de Babda (siège de la présidence de la République) qui ont fait, mardi 11 janvier, deux morts et neuf blessés. C'est la première fois depuis la prise en charge de la sécurité de la capitale, en septembre, par les forces franco-libanaises que le canon tonne sur Beyrouth. Les Forces libanaises (à dominante chrétienne) ont accusé les miliciens druzes de M. Joumblatt d'être les auteurs des tirs meurtriers. Ceux-ci ont répliqué que, dans la nuit de lundi à mardi, les Forces libanaises avaient bombardé dans leur secteur proche de la capitale les localités d'An-Nounoub et de Maaroufieh. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Israël

Regain d'agitation en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — La Cisjordanie a connu un regain d'agitation au cours des derniers jours, notamment à Naplouse, où les étudiants de l'université El-Najah ont voulu célébrer le dix-huitième anniversaire de la fondation du Fatah, principal mouvement au sein de l'O.L.P. L'armée israélienne a bouclé le 11 janvier tout le secteur autour de cette université, dont les cours avaient déjà été perturbés depuis la rentrée à cause de l'expulsion d'une partie des enseignants, qui avaient refusé de signer un nouveau document leur imposant de ne pas avoir d'activités politiques et de se dissocier de l'O.L.P. (le Monde du 23 novembre).

Une dizaine d'étudiants ont été interpellés mardi. Dans le centre de la ville, où le couvre-feu avait été imposé à deux reprises les jours précédents, les soldats ont dispersé à coups de grenades lacrymogènes des groupes de lycéens qui leur jetaient des pierres. En raison de ces manifestations, le principal lycée de la ville a été fermé par l'administration israélienne pour une durée d'un mois.

D'autres incidents de ce genre se sont produits également dans la région de Ramallah et de Bethléem.

Une vive tension règne, d'autre part, à Hébron où des colons israéliens de l'implantation voisine de Kyrat-Arba, malgré les protestations de la municipalité, ont récemment, à deux reprises, arraché des pylônes électriques sur un terrain dont ils revendiquent la propriété. En outre, un habitant de la ville a déposé plainte, accusant un groupe de résidents de Kyrat-Arba d'avoir

détruit la maison qu'il venait de faire édifier sur un terrain dont la propriété est, elle aussi, contestée.

Depuis plusieurs semaines, les habitants de la ville s'inquiètent de l'extension du « quartier juif » qui est en cours de rénovation en plein cœur de la cité. Là encore, plusieurs maisons ont été détruites dernièrement. Selon la radio, l'armée a bouclé la ville d'Hébron, empêchant ainsi des manifestants du mouvement La paix maintenant qui entendaient apporter leur soutien aux Palestiniens de la faire.

A Jérusalem, au cours de la journée du 11 janvier, un engin de faible puissance a explosé près de la vieille ville, blessant un employé municipal. Cinquante et une personnes, toutes arabes, ont été interpellées dans la soirée. Les mesures de sécurité ont été renforcées dans la plupart des villes d'Israël après ce nouvel attentat et celui qui avait eu lieu le 8 janvier à Tel-Aviv, où un autobus avait été attaqué à coups de grenade.

FRANCIS CORNU.

APRÈS LA VISITE DE M. NAKASONE EN CORÉE DU SUD

Tokyo et Séoul interprètent différemment les engagements pris par le Japon en matière de sécurité

De notre correspondant

Tokyo. — Au cours de la visite « historique » qu'il vient d'effectuer en Corée du Sud, le premier ministre du Japon s'est-il engagé à développer la coopération bilatérale en matière de sécurité et, partant, à faire jouer à son pays un rôle dans une alliance triangulaire de facto entre Séoul, Washington et Tokyo ? Ce serait-il un développement de nature et de portée considérables, le Japon ayant jusqu'à présent refusé de participer à tout système de défense multilatéral.

Les Coréens du Sud, qui, comme les Américains, cherchent à entraîner le Japon sur le terrain d'une coopération et de responsabilités militaires mieux partagées, laissent entendre que la visite a abouti à un « accord de principe pour une coopération étroite en matière de sécurité ».

C'est du moins ce que prétend la presse sud-coréenne, étroitement contrôlée par le pouvoir. Les Japonais s'inscrivent en faux contre de telles interprétations. M. Nakasone a lui-même déclaré ne pas se souvenir avoir pris de tels engagements, fût-ce en aparté, avec le président Chun Doo Hwan. « Notre Constitution nous autorise à nous défendre, elle ne nous donne pas le droit de participer à une défense collective », a-t-il précisé.

Le communiqué conjoint ne justifie pas non plus les interprétations sud-coréennes. Mais, d'une part, il n'est pas interdit de lire entre les lignes : d'autre part, l'argument constitutionnel peut prêter à sourire : la Constitution pacifique n'a guère empêché le réarmement, et M. Nakasone est en outre partisan de sa révision pour faciliter ce processus.

Cela dit, affirmer la volonté japonaise de développer une coopération

étroite avec Séoul dans tous les domaines, mettre en relief les idéaux de liberté et de démocratie, souligner que les efforts sud-coréens en matière de défense contribuent à la paix, et à la stabilité régionale, y compris à celles du Japon, c'est déjà faire un grand pas en avant par rapport aux réticences et aux atermoiements des gouvernements précédents.

L'aide de 6 milliards de dollars réclamée depuis deux ans par Séoul, notamment pour le renforcement de son potentiel défensif, en arguant du fait que la Corée du Sud est le premier rempart du Japon contre les menaces communistes perçues au Nord, a été réduite à 4 milliards et dépourvue du caractère militaire qui la rendait inacceptable pour Tokyo. Mais elle est accordée. La gauche nipponne et l'U.R.S.S. n'ont pas manqué d'établir une relation directe entre son octroi et un renforcement direct des capacités militaires du régime sud-coréen. Pékin a choisi de présenter l'affaire du point de vue de l'opposition japonaise. Washington, naturellement, se félicite.

Il paraît prématuré de parler d'« alliance », ce qui est néanmoins évident, c'est que, pour la première fois depuis longtemps, Tokyo, Séoul et Washington semblent être sur la même longueur d'onde.

R.-P. PARINGAUX.

[A Pyongyang, dès avant la fin de la visite de M. Nakasone à Séoul, la presse nord-coréenne avait vigoureusement dénoncé ce qu'elle appelle « le complot d'établissement d'une alliance militaire tripartite américano-japonno-sud-coréenne ». Une telle opération, écrivait le *Rondong Simonsu*, « aggrave encore la situation dans la péninsule coréenne et ses alentours, et tel point qu'une guerre pourrait éclater n'importe quand ».]

LES FRANÇAIS VEULENT DES ENFANTS, MAIS ...

Pas assez nombreux les Français ? C'est vrai. Et c'est grave. Mais peut-être pas pour les raisons que vous croyez. Car les arguments des natalistes ne sont pas tous innocents. Pour la première fois, une grande enquête du *Nouvel Observateur* révèle les attentes des Français face au problème des naissances. Savez-vous que malgré la crise, la natalité a pratiquement cessé de baisser en France depuis 1975 ? Qu'elle se situe aujourd'hui parmi les plus élevées du monde industrialisé ? Que le problème du paiement des retraites a été volontairement mal posé ? Que pour près d'un tiers des Français, la famille idéale est de trois enfants ? Cette semaine, un dossier capital du *Nouvel Observateur*.

LE NOUVEL **observateur** DEMAIN

مكتبة

AFRIQUE

AVANT L'ARRIVÉE DE M. MITTERRAND AU TOGO

L'opposition togolaise en France accuse le président Eyadéma d'avoir « monté de toutes pièces » un complot

Le Mouvement togolais pour la démocratie (M.T.D.), qui regroupe des opposants en exil, a affirmé mercredi 12 janvier à Paris que le complot dénoncé la veille par les dirigeants de Lomé a été « monté de toutes pièces ». Dans un communiqué, le M.T.D. estime que ce complot ressemble « curieusement au célèbre complot des mercenaires d'octobre-novembre 1977 », qui, selon lui, était de la « pure et simple fiction imaginée par Eyadéma pour distraire l'opinion togolaise et internationale de la véritable situation que traversait le pays ». Il se trouve, ajoute le communiqué, que le Togo fait face actuellement à une autre crise économique insurmontable, et c'est donc pour cette raison qu'Eyadéma décide de recourir à sa vieille pratique : créer des complots de mercenaires imaginaires.

Mozambique

■ PROCHAINE LIBÉRATION DES DEUX INGÉNIEURS FRANÇAIS. — Les deux ingénieurs français, enlevés le 22 décembre au Mozambique par la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), opposée au gouvernement de Maputo, « seront libérés prochainement », a déclaré mardi 11 janvier à Lisbonne M. E. Fernandes, porte-parole de la R.N.M. Le porte-parole a confirmé également qu'un des deux Français a été blessé à un bras au moment de son enlèvement, mais sans gravité, et que l'état de santé des deux hommes « est bon ». — (A.F.P.)

Mis en cause par les autorités togolaises, qui affirment que les deux fils de l'ancien président Sylvanus Olympio, assassiné le 13 janvier 1963, sont impliqués dans le complot qui vient d'être dénoncé, M. Benito Olympio a déclaré mercredi à l'agence Reuters : « C'est de l'intoxication pour nous discréditer ».

Le fils du président assassiné a donné sa propre version des faits. Il a affirmé que, selon les renseignements en sa possession, « c'est le général Eyadéma qui, il y a quelques semaines, sur la foi des révélations de John Tomkins (le nom de ce mercenaire avait été déjà avancé lors de la tentative de complot de 1977, et il aurait lui-même révélé au chef de l'Etat togolais ce qui se tramait contre lui) a averti le gouvernement d'Accra que des exilés ghanais étaient en train de recruter des mercenaires britanniques pour le renverser ». Qui a des contacts avec Tomkins ? s'est interrogé M. Benito Olympio. C'est bien Eyadéma, pas nous.

Angola

■ DÉMENTI GABONAIS. — M. Georges Rawiri, premier vice-premier ministre du Gabon, porte-parole d'un message du président Omar Bongo, chef de l'Etat gabonais, a démenti, mercredi 12 janvier à Luanda, que son pays ait accueilli des opposants au gouvernement angolais. — (Reuters)

DANS SON NUMÉRO DE JANVIER

Le Monde DE L'EDUCATION

EMPLOI:
40 B.T.S.
40 D.U.T.
LES PLUS SÛRS

Apprendre les langues à l'école primaire
Cinéma: les acteurs de moins de 20 ans

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'EDUCATION

La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIÉREZ QUE 100 F, 1 AN
FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde DE L'EDUCATION

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Education et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F.)

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

01/03/83

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

Le pré carré de la francophonie

(Suite de la première page.)

Voyage qui ne se distingue guère apparemment de ceux qui ont eu lieu en mai (Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal et Mauritanie) et en octobre derniers (Burundi, Rwanda et Congo).

Au Togo, le président de la République française rencontrera un homme qui, le jour de son arrivée à Lomé, fêtera le seizième anniversaire de son accession au pouvoir. C'est en effet le 13 janvier 1967, quatre années jour pour jour après l'assassinat de Sylvanus Olympio, premier président de la République togolaise (1), que l'armée dont il était le chef confisqua le pouvoir au débonnaire Nicolas Grumitzky. Après un intermède qui ne permit pas de revenir au système traditionnel des partis, les militaires confièrent à Gnassingbe Eyadéma la magistrature suprême.

La stabilité du régime togolais ne semble sérieusement menacée ni de l'intérieur ni de l'extérieur. Cependant, les contestataires s'impacientent et exigent, à partir de Paris, la mise à l'écart d'un homme qu'ils accusent de violations répétées des droits de l'homme. Certains de ces contestataires ont placé de grands espoirs dans le changement de majorité intervenu en France en mai 1981 et espèrent mettre à profit cette mutation pour que la France les aide à écarter du pouvoir un chef d'Etat qui n'était pas conforme à leurs vœux. Or, à l'égard du Togo comme de tous les Etats, M. Mitterrand affiche une attitude de non-ingérence dont il a constamment souligné qu'il n'entendait point se départir. Ni à Lomé ni ailleurs à travers le monde — contrairement à ce qui se passa autrefois dans certaines capitales africaines — la France, assure-t-on à Paris, ne jouera la carte de la déstabilisation et de l'intervention dans les affaires internes de ses partenaires.

Le général Gnassingbe Eyadéma, qui a longtemps caressé le projet d'obtenir le transfert, d'Addis-Abebe à Lomé, du secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine, manifeste un intérêt soutenu pour l'évolution de l'ensemble de l'Ouest africain. A plusieurs reprises, il a eu l'occasion de jouer un rôle de médiation au cours d'affrontements opposant deux Etats, comme la Haute-Volta et le Mali par exemple, ou lors de conflits internes comme la guerre civile du Tchad. Aujourd'hui encore, en dépit de la crise financière à laquelle les Togolais sont contraints de faire face du fait de la dépréciation des cours des phosphates, le président Eyadéma souhaite continuer de mener une action de conciliation qui soit de nature à lui donner une stature internationale. L'austérité financière qu'il a choisie d'imposer à ses compatriotes pour les contraindre à vivre de nouveau selon leurs moyens, comme se fut le cas durant une décennie, ne saurait, estime-t-il, hypothéquer l'action de la diplomatie togolaise.

Au Bénin, pays qui fut pendant douze ans secoué par des convulsions politiques permanentes et qui continue de connaître de graves difficultés économiques, M. Mitterrand rencontrera en la personne du colonel Mathieu Kérékou, un homme qui sera bientôt resté plus longtemps au pouvoir que la douzaine de chefs d'Etat qui l'y ont précédé. Il s'entretiendra surtout avec

un militant qui ne cesse, verbalement au moins, de se réclamer du marxisme-léninisme et des vertus qu'il prête à cette idéologie. S'il est moins critique vis-à-vis de la situation du parti socialiste, que le régime togolais, le système politique béninois n'en recouvre pas moins une forme d'autocratie prononcée. Mais les déclarations arbitraires imputables aux dirigeants béninois n'ont émué aux yeux des organisations humanitaires comme Amnesty International. Et toutes les interventions faites auprès du président Kérékou, qu'il s'agisse de celles du Saint-Siège ou de celles de tel ou tel gouvernement ami, se sont, en dépit de leur caractère discret, heurtées jusqu'à présent à un mur d'incompréhension totale.

Au Gabon, le président de la République française aura des entretiens d'autant plus importants que, à Libreville et à Franceville — sans doute plus encore qu'à Lomé et à Cotonou — seront évoquées des questions dépassant le seul cadre des relations bilatérales. La présence dans la banlieue de la capitale gabonaise de quelques centaines de soldats français et d'installations qui sont de nature à permettre une intervention militaire rapide souligne l'importance de cet émirat équatorial, riche en pétrole et en minerais stratégiques (manganèse et uranium) dans le dispositif français en Afrique centrale.

De Libreville, on peut aisément contrôler la situation au Centrafrique et au Tchad, pays sur lesquels la Libye fait peser en permanence une menace directe de déstabilisation. Du Gabon, on accède au Cameroun sur lequel se profile la redoutable ombre portée de l'immense Nigéria, et où M. Paul Biya vient de recueillir la succession qu'il volontairement abandonnée entre ses mains M. Ahmadou Ahidjo, retiré dans son fief familial de Garoua. On se trouve également à proximité immédiate du Congo, soucieux de renouer plus profondément avec l'Occident, comme l'a indiqué le président Sessou-Nguesso à M. Mitterrand, lors de la visite de celui-ci à Brazzaville en octobre dernier.

Le guépier du Tchad

Ne sont pas très éloignés du Gabon les riches champs pétrolifères du Cabinda angolais, et sont relativement proches le vaste Zaïre et la Namibie, que l'ensemble des nationalistes noirs veulent porter aussi rapidement que possible à l'indépendance. En décembre, M. Penna s'est rendu à Washington et a longuement évoqué avec les hauts fonctionnaires du département d'Etat, dont M. Frank Wisner, adjoint de M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, et Mme Jesse Kirkpatrick, ambassadrice américaine à l'ONU, l'affaire namibienne. On sait que la France joue un rôle actif au sein du Groupe de contact sur la Namibie et s'efforce de trouver une formule de compromis avec les Américains, pour que ceux-ci mettent un terme à leur exigence de départ préalable des troupes cubaines du territoire congolais.

La question du Tchad préoccupe non seulement la France, qui, en tant qu'ancienne puissance tutrice, entend poursuivre son aide économique, financière et technique aux dirigeants de N'Djamena, mais égale-

ment tous les responsables politiques d'Afrique francophone. En effet, ceux-ci sont très soucieux de voir la France contribuer dans toute la mesure du possible au maintien de la stabilité dans les Etats successeurs des anciennes colonies françaises — en accord évidemment avec les dirigeants de ces Etats. Raisonnablement par analogie, les partenaires de la France redoutent que, si celle-ci venait à se désintéresser du « guépier tchadien », elle n'en vienne à considérer avec la même indifférence les difficultés auxquelles eux-mêmes pourraient un jour être, à leur tour, confrontés.

L'existence d'un gouvernement tchadien en exil dirigé par l'ancien président Goukouni Oueddei, installé, selon les uns, à Bardai, dans le nord du Tchad, selon d'autres, à Sebba, dans le sud de la Libye — gouvernement au sein duquel, affirment ses adversaires, siègent deux Libyens — ne simplifie pas la solution de la crise. Au demeurant, si le colonel Kadafi accuse Paris de soutenir ouvertement M. Hissène Habré, ce dernier considère, en revanche, que les positions françaises restent trop « neutres ». Il a expliqué à M. Penna, venu le rencontrer le 9 janvier à N'Djamena, qu'il souhaitait un accroissement substantiel des moyens mis à sa disposition par l'ancienne métropole. Il n'est d'autre part pas certain qu'il ait admis le point de vue, maintes fois réaffirmé par M. Mitterrand, selon lequel « pas un soldat français ne sera engagé au Tchad ». La dégradation de la situation à Bangui, l'altération des rapports avec le Nigéria, qui soulève la question de sa souveraineté sur quelques îlots du lac Tchad, accentuent les inquiétudes de M. Habré. Enfin, les controverses autour de sa légitimité divisent aussi dramatiquement les dirigeants des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine que l'inséparable drame du Sahara occidental.

En ce qui concerne l'O.U.A., le président de la République française entendra sans doute exposer cette idée, qui fait lentement son chemin dans certaines capitales africaines, de créer une organisation désormais limitée aux seuls Etats subsahariens. Les zéloteurs de cette croisade, jusqu'à présent très informelle, soulignent que « puisque les guerres internes à l'O.U.A. », le fait des Arabes » et tiennent essentiellement aux positions adoptées par certains dirigeants du Maghreb et du Machrek sur la Sahara occidentale et sur le Tchad, la solution logique est de renvoyer ces partenaires à la Ligue arabe (au sein de laquelle, indiquent-ils, la République sahraouie n'a pas été admise) et de mettre donc en place une « O.U.A. noire ». L'importance considérable des intérêts français dans l'ensemble du monde arabe, y compris en Libye, incitent les responsables politiques de la France à considérer avec beaucoup de circonspection ce point de vue pour le moins abrupt. De même, Paris s'intéresse de très près à l'avenir de l'O.U.A. en crise depuis désormais près d'un an, et dont le poste de secrétaire général, actuellement occupé par le Togolais Edem Kodjo, sera très prochainement vacant. Soutenu par la moitié des chefs d'Etat membres de l'organisation panafricaine, voté aux deux tiers par l'autre moitié, ce dernier compte de nombreux candidats à sa succession, mais aucun d'entre eux

ne semble actuellement réunir un consensus important sur son nom.

L'héritage de M. Cot

Enfin, parmi les questions que ne saurait passer sous silence les interlocuteurs de M. Mitterrand figure en bonne place l'avenir de la coopération franco-africaine. Le départ de M. Jean-Pierre Cot de la rue Monsieur et son remplacement par M. Christian Nucci ont été bien accueillis à Lomé et à Cotonou, comme dans plusieurs autres capitales francophones. La réputation faite à M. Cot et à certains de ses collaborateurs de « flirter » avec les opposants aux régimes en place, celle qu'on lui prêtait d'être un adepte inconditionnel du « tiers-mondisme », les confins qui l'opposaient au ministère des relations extérieures et surtout à l'Elysée, contribuaient à le rendre suspect à des hommes comme le président Omar Bongo.

M. Nucci bénéficie, en revanche, d'un préjugé favorable. Certes, il prend, à tout propos, la précaution d'indiquer qu'il « n'a eu changement d'homme rue Monsieur, mais non changement de politique ». Mais, au-delà de cette volonté de courtoisie à l'égard de son prédécesseur, le nouveau ministre de la coopération ne dissimule point son souci de privilégier l'Afrique. Mieux, M. Nucci songe à la mise au point d'« opérations triangulaires », susceptibles d'associer des pays comme l'Algérie à certains projets intéressant la coopération avec les Etats subsahariens.

Résolu à « reconsidérer dit-il, la politique de développement en rompu avec certaines habitudes anciennes » et à se consacrer moins à la politique qu'à la coopération proprement dite, M. Nucci attend, il est vrai, que les décrets fixant ses attributions passent à la signature présidentielle. D'autre part, sans prétendre s'intéresser directement à la culture, il souhaite avoir autorité sur ce qui touche à ce domaine, dont il entend ne pas être entièrement désemparé au profit du ministère des relations extérieures. Pourtant, le fait qu'à Paris M. Nucci soit considéré comme « un homme du président », l'harmonie de ses relations personnelles avec M. Penna, auquel il avait en son temps succédé à la commission des conflits du parti socialiste, incitent les dirigeants africains francophones à l'optimisme. Aujourd'hui, convaincus que, contrairement à M. Cot qu'ils accusaient de vouloir ignorer les relais de transmission traditionnels — et officieux — entre la présidence de la République française et eux-mêmes, M. Nucci tiendra compte de ce caractère spécifique des rapports franco-africains, les capitales du « pré carré africain francophone » s'inscrivent dans une même satisfaction. Adoptées de la concentration du pouvoir sous la seule autorité du chef de l'Etat, les dirigeants subsahariens se félicitent pour la plupart de ce qu'ils considèrent comme une reprise en mains de la politique africaine de la France par M. Mitterrand lui-même.

PHILIPPE DECRABEN.

(1) C'est au cours de la nuit du 13 janvier que, dans l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis, Sylvanus Olympio fut tué par un groupe de soldats et de sous-officiers militaires, parmi lesquels se trouvait le sergent-chef Eyadéma.

A TRAVERS LE MONDE

Libye

■ UN PORTE-PAROLE OFFICIEL SAOUDIEN a annoncé, le 12 janvier, que l'ambassadeur d'Arabie Saoudite auprès de la Jamahiriya libyenne « rejoindra son poste dans les délais les plus brefs ». L'Arabie Saoudite avait annoncé, le 31 décembre 1981, le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, qui avaient été rompues, à l'initiative de Ryad, en octobre 1980. — (A.F.P.)

Maroc

■ M. MOHAMED BEN MADANI, directeur de la *Mashreb Review*, publication universitaire consacrée aux problèmes de l'Afrique du Nord, qui paraît à Londres, se voit refuser, depuis plusieurs mois, le renouvellement de son passeport par les autorités marocaines. Citoyen marocain, vivant en Grande-Bretagne depuis plus de douze ans, il a indiqué que l'ambassade du Maroc, à Londres, lui avait d'abord remis un passeport expirant le 31 décembre 1982, mais non valable au Maroc, son pays d'origine. Les services consulaires ayant refusé de lui remettre un nouveau document, M. Ben Madani se trouve

privé, pour des raisons obscures et malgré l'intervention de nombreuses personnalités britanniques en sa faveur, de tout titre de voyage. — (Corresp.)

■ L'AMBASSADEUR DE FRANCE A RABAT, M. Jacques Morizet, a fait, mercredi 12 janvier, devant la Chambre de commerce internationale de Casablanca, le point des relations franco-marocaines et confirmé que la visite de M. Mitterrand, reportée en octobre dernier, aura bien lieu à la date prévue, c'est-à-dire les 27, 28 et 29 janvier. Toutefois, le voyage, qui devait se dérouler en trois étapes (Rabat, Casablanca et Marrakech) a été réduit à Rabat et Marrakech, « pour des raisons de sécurité et de commodité ». M. Morizet a, d'autre part, annoncé que la convention financière annuelle franco-marocaine sera signée vendredi 14 janvier à Paris par M. Joushri, ministre des finances marocain, et son collègue français, M. Delors. — (Corresp.)

Sénégal

■ PREMIÈRE RÉUNION DU GOUVERNEMENT CONFÉDÉRAL. — Le conseil des ministres de la République s'est réuni pour la première fois mercredi

12 janvier, à Dakar, sous la présidence de M. Abdou Diouf, président de la Confédération, et en présence de M. Dawda Jawara, président de la Gambie et vice-président confédéral. Cette première réunion du gouvernement confédéral consacre le début du fonctionnement de la Confédération de Séségnambie, créée le 17 décembre 1981 par un pacte signé à Dakar et entré officiellement en vigueur il y a presque un an, le 1^{er} février 1982. — (A.F.P.)

Suède

■ CREATION D'UN MINISTÈRE DU COMMERCE EXTERIEUR. — M. Olof Palme a complété, mardi 11 janvier, son gouvernement homogène social-démocrate en créant un ministère du commerce extérieur. Il a confié ce poste à M. Mats Hellström, jusqu'à présent président de la commission des finances du Parlement. — (Reuters)

Suriname

■ LE CHEF DE L'ARMÉE DE L'AIR DU SURINAME, le commandant Pazinda, s'est réfugié, le lundi 10 janvier, en Guyane française, après que le chef de la junte, le lieutenant-colonel Bouterse, eut relevé de

leurs fonctions douze des vingt officiers de l'armée de l'air, annonce l'agence de presse néerlandaise A.N.P., citant des sources bien informées à Cayenne. — (A.F.P.)

Tunisie

■ LA COUR CRIMINELLE DE TUNIS a condamné, lundi 10 janvier, un étudiant, M. Béchir Daghoug, à dix ans de travaux forcés pour tentative de meurtre à la suite d'incidents qui avaient opposé, en juin dernier, à l'université, étudiants intégristes et gauchistes. Dans cette même affaire, la cour a prononcé huit peines de deux ans de prison, dont six par défaut, trois d'un an ainsi qu'un acquittement. — (Corresp.)

Yougoslavie

■ CINQ YOUGOSLAVES D'ORIGINE ALBANAISE ont été condamnés, mercredi 12 janvier, par un tribunal de Skopje (Macédoine) à des peines allant de 10 à 15 ans de prison. Ces deux étudiants et trois lycéens auraient constitué une organisation nationaliste albanaise contre l'action au sein de la province du Kosovo et de la rattachée ensuite à l'Albanie. — (Reuters)

مكتبة القرآن

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les contentieux entre le P.S. et le P.C. sont en voie de règlement

La délégation chargée d'assurer l'application de l'accord P.C.-P.S. du 22 décembre sur les élections municipales s'est réunie mercredi 12 janvier. Les représentants du parti communiste et du parti socialiste ont constaté que les contentieux entre les deux formations sont en voie de règlement.

Il en est ainsi au Mans, où la fédération socialiste de la Sarthe s'est prononcée contre la décision de la section, qui souhaitait organiser une primaire entre les deux grands partis de gauche.

A Athies-Mons (Eure), la commission exécutive fédérale, bien que la section locale ne soit pas d'accord, propose de céder la tête de liste au P.C.F.

Les travaux de la délégation ont été essentiellement consacrés au Pas-de-Calais, département dans lequel les désaccords entre le P.C. et le P.S. sont traditionnellement exacerbés.

D'autre part, un sommet entre M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et M. Roger-Gérard Schwartzberg, président du M.R.G., a eu lieu mer-

credi. Les deux délégations affirment, dans une déclaration commune, que les élections de mars « doivent permettre à la gauche de consolider ses positions municipales actuelles, d'en gagner d'autres et, par la nouvelle loi électorale plus démocratique, de faire entendre sa voix dans tous les conseils municipaux ». Les points de désaccord entre les deux formations restent nombreux, notamment dans le Sud-Ouest, région dans laquelle le M.R.G. est traditionnellement bien implanté.

A Castelnau-d'Aud (Aude), municipalité détenue

par l'opposition, le M.R.G. revendique la tête de liste. A Lourdes (Hautes-Pyrénées), socialistes et communistes ont décidé de constituer une liste commune qui affrontera celle conduite par le maire sortant, M. François Abadie (M.R.G.), secrétaire d'Etat au tourisme, lequel refuse l'alliance locale avec le P.C. La liste d'union sera conduite par M. Joseph Cires, conseiller socialiste sortant.

D'autre part, le P.S. juge exorbitantes les prétentions des radicaux de gauche pour leur représentation sur les listes d'union à Paris et à Lyon.

Sarthe : au Mans, l'accord national P.C.-P.S. sera-t-il respecté ?

De notre correspondant

Le Mans. — C'est en insistant sur la nécessaire cohésion du P.S. et en brandissant le spectre d'une S.F.I.O. morte d'avoir subi les exceptions au point d'entrée dans la région, que M. Jean Popereau, secrétaire national du P.S., a réussi à convaincre, mardi 11 janvier, la majorité des membres de la commission exécutive départementale de la Sarthe de ne pas laisser les socialistes manœuvrer s'engager dans une primaire, derrière M. Jean-Claude Boulard. Le bureau fédéral doit sanctionner une négociation avec les communistes pour préparer la liste commune qui conduira M. Robert Jarry, le maire communiste sortant.

Mardi soir, au Mans, il n'était donc plus question de revenir sur l'évolution des rapports de force entre P.C. et P.S. au cours des scrutins de 1981 et 1983 qui ouvrirait certains droits aux socialistes manœuvriers. Plus question non plus de réexaminer sur les « codes » nécessaires à faire du P.C.-P.S. un duo de gauche loyal, allié. Ce débat-là, en somme, avait été tranché dès le 22 décembre lorsque l'accord national P.C.-P.S. avait été conclu. C'est sur les risques que l'intransigeance des socialistes manœuvriers pouvait faire peser sur la cohésion du parti que l'on s'est attardé. C'est avec cet argument que M. Popereau a réussi à renverser la tendance au sein de la commission exécutive qui s'était prononcée, presque unanime, pour une primaire, le 17 décembre. Vingt-cinq de ses membres ont accepté de rentrer dans le rang, dix-neuf restant décidés à aller jusqu'au bout.

L'argument aura-t-il le même poids mardi 18 janvier, devant les militants socialistes de la section du Mans, lorsque M. Boulard et les siens rendront compte de la décision de la commission ? Les militants accepteraient-ils d'en prendre acte ou choisiraient-ils de passer outre, au risque de se retrouver de plus en plus isolés ? Comment interpréteront-ils l'avertissement de M. Popereau selon lequel, si les socialistes manœuvriers s'opposent malgré tout dans une primaire, la direction du parti « ne réagira pas avec brutalité mais sans laxisme » ? — A. M.

Hautes-Pyrénées : la fédération du P.S. réclame l'exclusion de trois conseillers sortants de Lourdes

De notre correspondant

Tarbes. — Après la rupture des négociations entre M. Abadie, maire sortant radical de gauche, secrétaire d'Etat au tourisme, et les socialistes de Lourdes (le Monde du 11 janvier), le bureau fédéral du P.S. des Hautes-Pyrénées a approuvé la constitution d'une liste comprenant des socialistes, des communistes et des personnalités de gauche, qui s'opposera à celle qui conduira M. Abadie. Le bureau fédéral du P.S. s'est, d'autre part, prononcé en faveur de l'exclusion de trois conseillers socialistes sortants qui ont décidé de se représenter avec le maire sortant : MM. Etienne Blancard, Michel Corini et Jean-Claude Fourment.

Pour leur part, les sections de Lourdes du P.S. et du P.C. ont fait connaître « qu'elles ont décidé, dans la ligne des accords nationaux et départementaux, de constituer pour le premier tour de scrutin une liste

d'union de la gauche à Lourdes » et ont précisé : « Cette liste n'est pas une liste de division. (...) Ce n'est pas non plus une liste destinée à faire le jeu du R.P.R. et le P.U.D.F. qui ne voient dans ce scrutin que l'occasion d'une revanche contre les acquis du 10 mai 1981. (...) En portant des exclusives contre les communistes, en refusant les légitimes prétentions des socialistes, M. Abadie a bien montré son souci de rassembler une majorité de colistiers dont les orientations politiques étaient plus marquées à droite qu'à gauche. (...) Enfin, notre accord veut manifester le souci de ne pas isoler les problèmes de gestion municipale des choix politiques. Il ne s'agit pas de faire de la mairie le siège des partis politiques, mais il ne s'agit pas non plus de dire que les élections municipales doivent désigner simplement des gestionnaires. » — G. D.

M. Quilès met l'accent sur la sécurité des Parisiens

M. Paul Quilès, candidat du parti socialiste à la mairie de Paris, a présenté mercredi 12 janvier, au cours d'une réunion dans le vingtième arrondissement, « quatorze propositions pour mieux assurer la sécurité des Parisiens ».

Il suggère notamment la création d'une commission de prévention entre la Ville et l'Etat, le développement du logement social avec des espaces d'accueil pour les jeunes, des

aménagements pour l'implantation des « gens du voyage », le renforcement de l'office municipal des sports. M. Quilès demande également que le système de l'octroi soit étendu et que les rondes soient multipliées afin que « la police soit en permanence au service des Parisiens ». Il veut que « les postes d'éducateurs de rue dans les quartiers les plus touchés par la drogue » soient accrus.

M. Sarre : le bluff de M. Chirac

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, candidat dans le onzième arrondissement, a déclaré mercredi 12 janvier :

« C'est la réalité elle-même qui démontre formellement le bilan en forme de propagande que vient de présenter Jacques Chirac. Dans le onzième, où je suis élu, la réalité quotidienne c'est la rareté du logement social, la pénurie d'équipements, ce sont les listes d'attente pour les crèches, les écoles maternelles, les résidences de personnes âgées, c'est l'absence de démocratie locale.

« Comment peut-on prétendre dans ces conditions que Jacques Chirac est un bon maire ? A la vérité, les Parisiens n'en ont jamais connu d'autre ! C'est cela avant tout qui fournit à M. Chirac son meilleur argument électoral. Mais en six ans aucun grand dessin n'a été forgé pour l'avenir de la capitale (...). Le maire de Paris s'est contenté de gérer un stief électoral.

Aujourd'hui, M. Chirac poursuit son mandat comme il l'a commencé, dans le bluff. »

Lyon : un adjoint au maire est mis en cause par le personnel administratif d'une société de construction de la ville

Dans une lettre adressée le 1^{er} décembre à M. François Collob, sénateur (non inscrit), maire de Lyon, vingt-neuf employés administratifs de la Société anonyme de construction de la ville de Lyon (S.A.C.V.L.) signaient en cause M. Jean Miriot, président de cette société. Ces accusations, qui sont étayées par des documents — dont de nombreuses

photocopies circulant dans la ville — touchent un homme politique important. M. Miriot, ancien député du Rhône, est à la fois adjoint au maire de Lyon, chargé notamment de la circulation, et vice-président de la communauté urbaine. Il fait partie de l'équipe des amis « apolitiques » de M. François Collob.

De notre correspondant régional

Lyon. — La S.A.C.V.L. est une société d'économie mixte contrôlée à 55 % par la ville de Lyon. Parmi ses onze administrateurs, sept sont des élus municipaux. Leur nombre s'est réduit depuis la démission, le 17 décembre dernier, de M. Michel Noir, député et candidat R.P.R. au poste de maire.

M. Jean Miriot est président de cet organisme qui gère huit mille logements dans la ville depuis 1977. La S.A.C.V.L. est aussi un constructeur « donneur d'ouvrage » très actif sur le marché immobilier lyonnais. Outre des griefs sur la réduction des « gratifications annuelles », alors que le président « procédait pour lui-même à des dépenses somptuaires », les salariés, et notamment Mme Gayda, directrice générale, et M. Pierre Brun, directeur financier, ont centré leurs critiques sur les conditions de passation des marchés.

Dans les documents remis à la presse, on reproche essentiellement à M. Miriot d'avoir accordé le marché de la construction de seize logements sociaux (château Fontup) à la société G.F.C. Selon les accusateurs, la consultation préalable « aurait dû être déclarée infructueuse » puisque seules deux entreprises ont présenté des devis. Un proche du maire a cependant fait remarquer que la procédure suivie était régulière puisque, en tant que société d'économie mixte, la S.A.C.V.L. n'est pas tenue par le respect du code des marchés publics, qui s'impose aux seules collectivités locales. Argument juridique infirmable, mais la pratique d'un large appel d'offres est, semble-t-il, la règle de base des constructeurs ou promoteurs, qu'ils soient semi-publics ou privés. Les salariés de la société soulignent également une importante hausse des coûts : 45 % en huit mois. En outre, la société bénéficiaire du marché a

comme conseiller technique M. Christian Miriot, fils de l'adjoint au maire. Et le propre frère de M. Miriot, Stéphane, a lui aussi suivi ce dossier en qualité de chef des services techniques de la S.A.C.V.L., où il a été embauché en juillet 1980. Là encore, la loi n'interdit pas aux membres d'une même famille de travailler dans une même société. Mais le malaise des salariés, confirmé par leur présence massive devant les caméras de la Télévision régionale, mardi 11 janvier au soir, paraît se nourrir de tels « détails ».

Autre point litigieux : le marché, passé à la demande, semble-t-il, de M. Miriot, avec une entreprise de peinture, la société Sovit. Selon un rapport joint au dossier, la qualité des matériaux fournis serait très contestable. Et, toujours selon le personnel, la peinture achetée l'était à un prix « très supérieur » à d'autres propositions. Or, le marché est très important : 4 millions de francs. Une entreprise, la Société dauphinoise de peinture, s'était étonnée, le 24 mars 1982, dans une lettre adressée à M. Collob, de ce que la S.A.C.V.L. « procède depuis quelques mois à des consultations pour des travaux de ravalement de façade en imposant la marque de peinture ». La réponse de M. Miriot à toutes ces critiques est simple : il a chargé son avocat, le bâtonnier Jean Perrot, de « prendre en charge la défense de ses intérêts ».

Une « heureuse » coïncidence

Du côté de l'hôtel de ville, la riposte s'effectue à deux niveaux. Sur le fond de l'affaire, l'arbitrage d'un « sage », M. Jean Guinet, président honoraire du tribunal administratif, a été sollicité. Il vient de

terminer un rapport dont les conclusions devraient être rendues publiques avant la fin de la semaine.

Sur le plan politique, l'approche des élections municipales complique la situation. Les proches du maire affirment que « M. Gayda, directeur général de la S.A.C.V.L., est au R.P.R. ». « Faux, archi-faux », répond celle-ci. Son adjoint, M. Brun, ne cache pas ses sympathies ; mais s'il est abonné au mensuel « Opinion » édité par M. Michel Noir, il affirme que « tout cela n'est pas politique ».

On doit cependant remarquer que la première « confidence » à une journaliste locale coïncide, jour pour jour, avec la présentation à la presse des listes de liste du R.P.R. Le dossier était prêt le 1^{er} décembre. Ce jour-là, les salariés de la S.A.C.V.L. sollicitaient simplement la désignation d'un nouveau président « à l'issue, écrivait-ils à M. Collob, des prochaines élections, dont tout indique que vous sortirez vainqueur ».

Le maire a publié, mardi 11 janvier, un communiqué très ferme contre les responsables administratifs de la S.A.C.V.L. : « Je suis à la fois surpris et choqué, écrit notamment M. Collob, par le fait que des collaborateurs de la S.A.C.V.L. se sont permis d'organiser une conférence de presse et de diffuser des documents extraits des dossiers de la société. Il appartient sans nul doute au conseil d'administration de prendre, à cet égard, les mesures requises ».

Pour tenter de désamorcer des retombées politiques fâcheuses, M. Collob conclut qu'il « n'est pas de la dignité du maire de Lyon de participer à une polémique dont les arrières-pensées sont évidentes ». Il ne serait pas surprenant de voir le nom de M. Miriot disparaître en tant que tête de liste dans le deuxième arrondissement, voire en tant que simple candidat. Son retrait lui permettrait, selon la formule consacrée, de pouvoir « se défendre sereinement des accusations injustement portées contre lui ». Le chef de file des socialistes, M. Gérard Collob, député, a pour sa part demandé que l'affaire Miriot « soit portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal, lundi 17 janvier. Réunion qui pourrait accueillir sur les bancs du public les salariés de la S.A.C.V.L. ».

CLAUDE RÉGENT.

Le portefeuille du Nouvel Economiste a rapporté à ses lecteurs 1.147.000 francs* en 6 ans.

Chaque semaine, dans Le Nouvel Economiste, depuis 6 ans les meilleurs analystes gèrent pour vous un portefeuille de valeurs mobilières.

Aujourd'hui, Le Nouvel Economiste ouvre un nouveau portefeuille. Comment en profiter ? Quelle est sa composition ? Quelles sont les valeurs qui montent ? Quels sont les pièges de la bourse et comment les éviter ? Comment utiliser au mieux l'échelle des risques mise au point par nos spécialistes ? Découvrez les réponses dans le numéro de cette semaine. Un numéro à ne pas manquer.

Au même sommaire :

- Au bonheur des lobbies : qui sont-ils ? A quoi servent-ils ? Quel est leur pouvoir ?
- Afrique : la France se défend bien.
- Les syndicats au banc d'essai.

Vendredi chez votre marchand de journaux.

LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DECIDER. MAITRISER POUR AGIR.

*investissement en octobre 1976 : 250.000 F. Produit de la vente le 11.01.83 : 1.397.000 F.

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter
hommes grands, hommes forts

SOLDES

40 Av. de la République
75011 Paris.
Tél. : 355.66.00.

Parking gratuit. M^{re} Parmentier.

مكتبة الطفل

A L'HEURE DU CHOIX

« Ici la loi ne remplace pas la coutume... »

NOUMÉA. — La Nouvelle-Calédonie est calme mais inquiète. L'embuscade de Sarraméa, qui a coûté la vie à deux gendarmes, a jeté la consternation dans la communauté européenne. L'effet de stupeur passé, les questions sur le devenir du « Calilou » — du nom de cet appendice de la France situé aux antipodes de la mère patrie — sont de nouveau sur toutes les bouches, d'autant que nous sommes à deux mois des élections municipales.

Mais, d'abord, comment cela a-t-il été possible ? Comment les Canaques ont-ils été amenés à faire le coup de feu contre les gendarmes mobiles ? L'enquête ne fait que débiter des données du problème sans le résoudre. Au centre, l'exploitation forestière de M. Louis Barbon, qui bénéficie sur les réserves de Koiné et d'Oupouin d'un permis temporaire d'exploitation. Or les travaux d'abattage et de débroussaillage entraînent une pollution importante de la rivière, source d'eau potable pour les tribus, mais aussi ressource importante en raison de la pêche des crevettes d'eau douce. « C'est notre seul gagne-pain », explique M. Berger Kawa, grand chef de la région de La Foa, petit chef-lieu situé à 120 kilomètres de la capitale. On en ramasse 300 à 400 kilos par semaine pendant la période de récolte. Le dernier trimestre de l'année. Maintenant, il n'y en a presque plus. Après nous avoir chassés des plaines, maintenant, on vient polluer nos montagnes. Tout le bassin de la rivière est détruit et le gibier disparaît. « L'homme est aimé, accablant », les Canaques qui disposent de centaines d'hectares », alors que les tribus accablées aux montagnes ne peuvent pratiquer de cultures : le bétail vit mieux que nous dans la plaine ».

Le problème est devenu plus aigu quand la pollution a touché sévèrement la tribu, où vivent quatre cents Canaques. « Pendant six ans, explique M. Bernard Eurié, on nous a fait des promesses, mais nous n'avons jamais rien obtenu et, aujourd'hui, on est obligé d'apporter l'eau potable de La Foa. » Quand

M. PONS (R.P.R.) : une brèche dans le respect de la démocratie.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a notamment déclaré, mercredi 12 janvier : « Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans la dégradation de la situation. La mise en cause, par voie d'ordonnances gouvernementales du principe de la propriété, la récession économique, la dégradation des réalités sociales et culturelles du territoire, ont tenu le plus grand doute en l'esprit de tous. Européens et Mélanésiens, sur les objectifs du pouvoir (...). La promotion d'une société multiculturelle unit, de même que l'attribution de véritables responsabilités à l'Assemblée territoriale et au conseil de gouvernement ne peuvent être assurées que sur le suffrage universel. En soulignant le rôle de ces principes, le gouvernement ouvre lui-même une brèche dans le respect de la démocratie qui risque de mettre en cause l'unité nationale. »

Le Conseil constitutionnel, saisi le 19 décembre par soixante députés R.P.R. d'un recours sur la conformité à la Constitution de la loi modifiant certaines dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, a rendu sa décision mercredi 12 janvier, et déclaré la loi conforme à la Constitution. Les députés signataires avaient estimé « qu'en étendant à l'ensemble des communes de la Nouvelle-Calédonie la représentation proportionnelle, la loi généralisait pour un territoire d'outre-mer une disposition exceptionnelle dérogatoire au droit commun », et qu'en fixant « des mesures qui vont au-delà de l'organisation particulière des territoires d'outre-mer, elle portait atteinte au principe d'égalité ».

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres du 12 janvier a été consacré au programme de travail du gouvernement, à l'enseignement de la danse, à la formation continue (lire page 25), à la prévention des risques naturels (lire page 17), à la rencontre ministérielle franco-espagnole de La Celle-Saint-Cloud et aux visites de M. Cheysson dans les pays du Golfe.

(De notre envoyé spécial)

Les Canaques ont appris que M. Barbon allait quitter le secteur et démanteler son matériel, ils ont dressé des barrières pour essayer d'obtenir quelque chose en dédommagement. C'était le 17 novembre. Alors d'interminables palabres ont commencé. M. Barbon a fait d'importantes concessions, notamment celle de verser 5 millions de francs C.F.P. (soit 270 000 F) et un protocole a été signé le 23 décembre par les chefs de tribu qui devaient en rendre compte à leurs clans et donner leur réponse au plus tard le 29 décembre. Mais les choses ont traîné et le 10 janvier les gendarmes intervenaient en exécution d'une ordonnance de référé pour que M. Barbon puisse récupérer son matériel.

A qui incombent donc les responsabilités ? Pour M. Félix Baquin, maire de La Foa, on a eu tort de trop laisser pourrir la situation. Il aurait fallu, dit-il, intervenir tout de suite, réorganiser le passage que les autorités administratives l'ont trop souvent tenu pour quantité négligeable. Le départ des « Calédoches » (les « pieds-noirs » locaux) estiment également qu'il était temps de percer l'abcès et qu'il n'y avait pas d'autre solution possible.

En revanche, dans les tribus de Koiné et d'Oupouin, on n'est pas du même avis et on accuse les autorités d'avoir manqué à leur parole. Les Canaques affirment que le délai imparti expirait le 21 janvier pour la signature des procès-verbaux des palabres et que ce délai n'a pas été respecté. « C'était une fausse palabre », affirme M. Bernard Eurié. Les autorités n'ont pas respecté la coutume. Les gendarmes mobiles ont pénétré dans la réserve sans autorisation et sans avoir prévenu les chefs. Si des gendarmes sont morts, c'est la faute des autorités. Ici, la loi ne remplace pas la coutume. Nous sommes dans notre droit. Ceux qui ont été tués ont été tués de la main des gendarmes. M. Eurié déplore les victimes, d'autant que les gendarmes mobiles n'ont fait qu'écouter les ordres, mais comme beaucoup d'autres, dans les tribus, il dénonce leur attitude. « Ils ont aggravié la situation et tiré les premiers avec des grenades lacrymogènes ».

« C'était effreux... »

Telle n'est pas l'opinion de M. Jacques Mariotti qui, au volant de son camion, a assisté à ce qui s'est passé : « Ils nous ont attaqués avec des tamiacs (sorte de hachettes), des cocktails Molotov et des morceaux de bois, cassant les pare-brises et tapant sur les engins. Les coups de feu sont partis presque aussitôt et les gendarmes ont riposté avec les grenades. J'aurais pu être tué. On ne s'attendait pas à ça. C'était effreux, de voir les mobiles pleurer devant les corps de leurs collègues ».

Le père de ce jeune garçon, M. Henri Mariotti, maire de Farino, un petit village proche, ulcéré par ce qui s'est passé, a immédiatement annoncé la formation d'une milice

« pour le maintien de l'ordre ». A partir de ce jour, nous circulerons armés pour la sécurité de nos personnes et de nos biens ». Un arrêté a été publié par le chef de la subdivision administrative sud interdisant la vente d'alcool pendant vingt-quatre heures. L'arrestation d'une vingtaine de Canaques, dont les principaux protagonistes de la fusillade lors d'une vaste opération de police, le 11 janvier, a contribué à calmer les esprits. Et M. Mariotti est revenu à de meilleurs sentiments, le haut commissaire, M. Jacques Royette, étant intervenu fermement. « Maintenant qu'ils sont arrêtés, il n'y a plus aucune raison de bouger », précise M. Mariotti. Nous laissons faire la justice !

Que peut-il se passer désormais ? Le R.P.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), proche du R.P.R., organise un rassemblement devant le monument aux morts de Nouméa vendredi matin 14 janvier et une messe sera célébrée à la cathédrale samedi matin à la mémoire des victimes. Ces deux manifestations permettent de mesurer l'intensité des passions soulevées par cet événement. Pour l'instant, la situation est parfaitement calme. La quarantaine de gendarmes mobiles arrivés en renfort de Tahiti se font discrets à La Foa. Deux autres escadrons sont attendus à Nouméa venant de la métropole. Mais aucune force de l'ordre n'est présente à proximité des tribus d'Oupouin et de Koiné. La fusillade a toutefois jeté un trouble profond tant au sein de la communauté canaque que parmi les habitants de souche européenne. Fait-elle partie du processus de désintégration annoncé l'automne dernier par le Front indépendantiste lors de son congrès à Sarraméa, ce même Front qui prône l'indépendance pour 1984 ? A vrai dire, même si certains voient derrière le double meurtre de Koiné la main des indépendantistes, il semble bien que cet événement ne soit que l'aboutissement tragique d'un conflit local. Et cela bien qu'il soit tout à fait significatif et révélateur des difficultés de la population canaque face à la communauté européenne, qui se demande si un processus incontrôlable n'est pas en train de se mettre en marche.

MICHEL BOLE-RICHARD.

PÂQUES AUX USA
★ 14/20 ANS ★

Dans le New Jersey, 15 jours en famille hôte américaine.
Cours, visites, excursions.
Tout compris : F 6 130 du 26 mars au 09 avril 83 du 02 avril au 16 avril 83

FOL (1) 544.62.20
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS

Le Monde en miniformat

Réédition intégrale du journal Le Monde de 1944/45 à nos jours
20 années déjà disponibles

Une source d'archives inestimables.
Une année du monde sur 9 cm de rayonnage.
Toute la saveur de l'original.
Une banque d'informations.
Un outil de bibliothèque.

PRIX D'UNE ANNÉE : 2140 F
En vente chez l'Éditeur, à Saint-Julien-du-Sault-Yonne

Sur votre demande et sans engagement de votre part, nous vous adresserons une documentation complète.

F.PLOBIES.

Éditeur, 8-10, Place de la Mairie, 89330 St-Julien-du-Sault.

M. BARRE INVITÉ D'ANTENNE 2

Un « oiseau de malheur » ?

Depuis son départ de l'hôtel Matignon, M. Raymond Barre n'avait jamais participé à une émission télévisée, si ce n'est brièvement, le 18 juin, comme invité du journal de TF 1. Il n'a pas pour autant été absent de la scène politique, jouant, à sa manière, son rôle d'« opposant solitaire », qui est de sillonner la France en participant à des réunions-débats auxquelles assiste un large public.

Judi soir 13 janvier, l'ancien premier ministre devait se livrer à un autre genre d'exercice en se soumettant, pendant une « heure de vérité » sur Antenne 2, aux questions de trois journalistes et des télespectateurs.

Trois jours plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui l'avait précédé à cette émission le 16 septembre, sera l'invité du « Club de la presse d'Europe 1. L'ancien chef de l'État développera sans doute les thèmes de l'interview qu'il a accordée à

L'Express (daté 14-20 janvier). Il imagine notamment quatre « scénarios » pour l'avenir, qui vont d'une « turbulence morale » à l'« explosion » en passant par une évolution de l'opposition qui se montrerait plus attractive ou une évolution de la majorité qui se débarrasserait de ses « archaïsmes ».

Ces perspectives pour l'avenir, M. Barre ne devrait pas manquer non plus de les évoquer. Il s'y attache au cours de ses « tournées » en province. S'il brosse un tableau plutôt sombre de la situation économique et se montre préoccupé par l'évolution de certaines « institutions de la société », il affirme toujours son « optimisme » quant à l'avenir de la France s'il rime avec effort et travail. M. Barre ne veut pas apparaître comme un « oiseau de malheur » mais comme celui qui aide à la prise de conscience des réalités de demain.

fondateurs de la République : la laïcité [qui] consiste aussi à empêcher l'encroûtement politique des jeunes. Or, selon lui, nous assistons à la formation de jeunes qui l'on veut transformer explicitement ou implicitement en marxistes de première ou deuxième catégorie. »

Enfin, M. Barre craint que « les malheurs financiers de la France » ne conduisent à une remise en cause de « la priorité que le gouvernement donnera à la défense ».

Pourtant, en dépit de cette peinture sombre des réalités, M. Barre se veut « optimiste ». Optimiste parce que « lucide ». La France n'a-t-elle pas toujours eu la capacité de « s'en sortir » tôt ou tard ? Et depuis l'expérience socialiste n'aura-t-elle pas cette « vertu » de faire peu à peu comprendre aux Français qu'« ils ne peuvent continuer à considérer la moindre petite entorse à leurs habitudes comme insupportable » ?

M. Barre le croit. C'est là sa conviction et la raison de son optimisme. Il s'efforce de le communiquer à ses auditeurs de province. Il semble y parvenir. Au cours de l'« Heure de vérité », l'exercice est un peu différent.

M. Barre, à l'inverse de M. Giscard d'Estaing, n'a pas voulu s'entourer d'experts ou de communication ou autres spécialistes pour le préparer. Il croit à l'« authenticité » et semble estimer que, quoi qu'il en soit, l'enjeu n'est pas tel qu'il puisse amener le patient travail sur le terrain qu'il accompli depuis des mois. L'approche des échéances municipales le conduit à participer dorénavant à des réunions dont le caractère est plus électoral.

Vendredi soir 14 janvier, il est à Lille et à Tourenne, puis il se rendra à Châlons-sur-Marne, à Saint-Brieuc, à Laval, à Epinal, à Reims, à Grenoble... là où l'union de l'opposition a été réalisée et où la mairie est tenue par la majorité.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Discours de M. Barre à Toulouse, le 16 décembre, et à Troyes, le 21 décembre.

AU COURS DE SON CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU 23 JANVIER LE R.P.R. PROPOSERA UN « plan de redressement »

Le R.P.R. attache à plusieurs titres une particulière importance au congrès extraordinaire et au rassemblement populaire qu'il organise le dimanche 23 janvier au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Cette manifestation aura tout d'abord un objectif politique qui va au-delà des élections municipales des 6 et 13 mars. Certes, il s'agit de lancer de façon spectaculaire la campagne électorale, bien que celle-ci soit, en fait, déjà bien commencée. Mais il s'agit surtout de répondre à la question que se pose une partie de l'opinion, surtout celle qui n'est pas totalement engagée dans l'opposition et qui peut être ainsi formulée : « Le R.P.R. critique, mais que propose-t-il ? »

Les responsables du mouvement de M. Chirac et le maire de Paris lui-même sont généralement reconnus comme d'actifs contestataires de la politique gouvernementale. Or, malgré cette dénonciation d'urgence, les progrès de l'opposition à travers les sondages ne sont pas très spectaculaires. Les « déçus du socialisme » n'ont pas tous rejoint les formations hostiles au gouvernement. L'opposition peut se prévaloir de succès appréciables dans les consultations partielles et lors des élections cantonales de mars 1982, et M. Chirac peut constater qu'il devance, en « opinions favorables », les autres chefs des partis de droite. Mais les solutions de remplacement, la politique proposée, comme solution de changement à celle de la majorité font défaut. C'est cette image négative que le R.P.R. a décidé d'essayer de changer. Le congrès extraordinaire du 23 janvier devra approuver deux textes : un « projet politique » et un « plan de redressement » qui constitueront une sorte de charte d'action pour l'avenir et devraient rendre plus crédible la revendication de l'alternance au bénéfice de l'opposition.

Le « projet politique » sera le rappel d'un certain nombre de ces grands principes auxquels toutes les formations politiques aiment à

se référer. Celui qui dominera tous les autres sera, cette fois-ci, celui de la « responsabilité ».

Dans tous les domaines de la vie publique la responsabilité individuelle sera exaltée avec, en corollaire, la revendication d'un « allègement de l'emprise de l'État ».

Mais si les gaullistes demandent que soit mis en terme à l'« invasion de l'étatisme », ils recommandent aussi que soit précisée la notion de « solidarité » de façon à la distinguer de l'« assurance tous risques », qui, précisément selon eux, entrave toute initiative et supprime toute responsabilité. Ce « projet politique » a été élaboré après les débats qui se sont déroulés dans les fédérations R.P.R. depuis les assemblées de Toulouse de janvier 1982. Quatre commissions ont siégé, dont les rapporteurs s'exprimeront au congrès du 23 janvier : M. Manol, pour les libertés, M. Delalande pour « nation et défense », M. Chouraqui pour « travail » et M. Juppé pour « économie ».

Les congressistes adopteront également un « plan de redressement ». Ce document énumère quelques mesures concrètes et précises dans les domaines économiques et sociaux. Ce sont, en quelque sorte, les contre-propositions à opposer aux réalisations de la gauche.

Ce sont des mesures immédiates qui figureront parmi les premières à être mises en œuvre en cas de changement de majorité. Ce sera l'esquisse d'un programme d'urgence pour un nouveau gouvernement. Toutefois il ne s'agira pas d'un programme complet. Le R.P.R. a toujours refusé de présenter un catalogue comparable, par exemple, aux « 110 propositions » du candidat Mitterrand. Il dénonce, en effet, l'irréalisme de propositions préparées trop longtemps à l'avance.

Ces deux textes, qui seront soumis aux quelques trois mille membres du Congrès extraordinaire, doivent concrétiser les deux

slogans qui encadreront la tribune de la porte de Versailles et qui diffèrent des précédentes formules : « Rassembler pour reconstruire » et « Donner à chacun sa chance ». Ces deux objectifs s'adresseront — comme dira M. Chirac — à l'ensemble des électeurs et pas seulement à ses propres troupes.

Le rassemblement du 23 janvier doit être également, dans l'esprit de ses promoteurs, une vaste manifestation populaire, une de ces « masses » politiques dont les gaullistes ont toujours aimé jalouer les étapes de leur histoire depuis la libération.

Après les premières heures de la matinée réservée aux membres du congrès, le public aura entrée libre dans un hall sensiblement plus vaste que celui qui avait abrité quelque cinquante mille personnes le 5 décembre 1976 pour la fondation du R.P.R.

La partie politique de cette séance publique sera réservée à des discours prononcés par les parlementaires les plus jeunes du R.P.R., mais aussi par des élus locaux et par de jeunes candidats aux municipales. Le mouvement de M. Chirac veut souligner à la fois son caractère populaire et son image renouvelée.

Ont été conviés à assister à cette manifestation les représentants diplomatiques en poste à Paris, les délégués des partis étrangers « amis », toutes les têtes de listes municipales de Paris et de province, et également les responsables de l'U.D.F., MM. Jean Lecanuet et Michel Pinton, et du CNIP, M. Philippe Malaud.

Vers 16 heures, M. Jacques Chirac prononcera, pendant plus d'une heure, un discours auquel le président du R.P.R. attache une grande importance politique, non seulement dans la perspective des élections municipales, mais aussi pour façonner une nouvelle image du R.P.R. et pour donner un souffle différent à l'opposition.

ANDRÉ PASSERON.

الطريق إلى...

Le Monde

société

UN DÉBAT AU PARLEMENT EUROPÉEN UN PROJET DE LOI EN FRANCE

Les objecteurs de conscience entre deux statuts

Le débat sur l'objection de conscience, toujours reporté en France, sera à l'ordre du jour du Parlement européen le 13 janvier. Un rapport fort audacieux de M^{me} Maria Antonietta Macciocchi (Italie, appartenant au groupe socialiste), adopté d'ores et déjà par la commission juridique présidée par M^{me} Simone Veil, servira de base à ces discussions.

Ce texte n'affirme pas seulement le droit de refuser d'effectuer le service militaire armé ; il pose également les conditions très libérales à l'obtention du statut d'objecteur qui peut, dans l'immense majorité des cas, être obtenu par une simple déclaration individuelle, sans intervention d'une commission comme c'est le cas dans la plupart des pays. La durée du service de remplacement, toujours d'après ce rapport, « ne devrait pas excéder celle du service militaire normal ».

M^{me} Simone Veil, qui a engagé son autorité dans ce débat, voit dans l'objection de conscience davantage un problème de droits de l'homme que de défense à proprement parler. « Dans des pays confrontés à des problèmes d'armement importants, n'est-ce pas une telle réforme qui permet à certains de trouver leur propre chemin devant réduire la portée des tensions pacifistes ».

Les législations en Europe sont nettement moins avancées que les propositions du rapport. C'est le cas en particulier de la Grèce socialiste où seuls des motifs religieux peuvent modifier le refus du service militaire, où le service de remplacement dans une unité non combattante est le double du service normal (soit

quatre ans), et qui est un pays où il n'y a pratiquement aucun objecteur. De nombreuses plaintes d'appelés grecs auprès de parlementaires européens ont été à l'origine de l'intérêt de la commission juridique pour ce problème.

Rien en France n'a vraiment changé sur cette question depuis le 10 mai 1981, si ce n'est la large concertation qui s'est engagée au printemps dernier avec les mouvements d'objecteurs. Un projet de loi devrait être déposé, sinon discuté, à la prochaine session : la commission actuelle qui attribue le statut d'objecteur sera en tout état de cause supprimée même si le gouvernement n'a pas encore tranché sur le maintien éventuel d'un filtrage des candidats ; la durée du service civil restera selon toute vraisemblance plus longue que celle du service normal. L'information sur cette question ne serait plus interdite.

Depuis le 31 décembre dernier, le contrôle du service civil des objecteurs de conscience, confiée jusqu'alors au ministère de l'Agriculture, dépend du ministère de la Solidarité : le caractère social du service civil est ainsi plus marqué et les possibilités d'affectation élargies. Malgré tout, les objecteurs insoumis au service civil tel qu'il existait avant le 31 décembre sont toujours condamnés par les tribunaux ; ainsi au Mans, nous indique notre correspondant, un éducateur, Jean-Albert Lebourg (vingt-six ans) vient d'être condamné le 7 janvier à un an de prison avec sursis pour avoir remis en cause le régime ancien du service civil et « ses affectations arbitraires ».

NICOLAS BEAU.

LES ENFANTS DU DIVORCE

Le combat d'un père pour la « garde conjointe »

Depuis le 15 décembre, un père de famille, M. Stephan Ditcher, secrétaire du Mouvement de la condition parentale (M.C.P.), observe une grève de la faim pour qu'on lui accorde la garde conjointe de ses deux filles, Chloé, douze ans et demi, et Guénèvre, huit ans.

Voir ses enfants tous les quinze jours, du samedi midi au dimanche 18 heures, et la moitié des vacances, beaucoup de parents divorcés s'en satisfont ou s'en font une raison. Pas M. Stephan Ditcher, architecte, animateur du Mouvement de la condition parentale (1).

Cela fait six ans que Stephan et son ex-épouse sont séparés. Six ans qu'il se bat pour obtenir la garde conjointe de Chloé et de Guénèvre. Le 15 décembre 1982, la cour d'appel de Paris a refusé sa demande pour confirmer les traditionnels droits de visite déjà accordés : première, troisième et, éventuellement, cinquième fin de semaine et la moitié des vacances.

« Ma demande de garde conjointe », explique M. Ditcher, « est fondée sur une double question : vivre un peu du quotidien avec mes enfants et être responsable. J'ai proposé que mes filles soient avec moi selon un calendrier clair, par exemple tous les mercredis, depuis le mardi après la classe, c'est-à-dire : suivi scolaire et éducatif, contacts réguliers avec les enseignants, activités continues à jour fixe dans la semaine. Je demande à être responsable de mes filles ».

L'ex-femme de M. Ditcher donne en effet les enfants à garder à une tierce personne, le mercredi. Or les anciens conjoints habitent à proximité l'un de l'autre et le responsable du M.C.P. dit qu'il peut être disponible ce jour-là. Mais la cour d'appel de Paris a estimé que « les attestations produites n'établissent pas que le régime de garde, de visite et d'hébergement (...) ne suffit pas à satisfaire le légitime besoin d'affection parentale de Chloé et de Guénèvre ou qu'il interdirait aux enfants tout soutien de leur père dans leurs études ».

Lorsque, le 13 décembre, raconte M. Ditcher, j'ai lu cet arrêt qui parle de mes filles sans les connaître, j'ai senti mon cœur battre fort, comme à chaque audience. Allais-je continuer à vivre cette absence de paternité comme j'ai vécu les six années passées ? Allais-je donc continuer à lutter pour porter la « bonne parole » des pères divorcés partout où il faut la dire ? Allais-je prolonger ce combat pour une cause qui est maintenant établie, sans vivre moi-même pour mes filles ? Non. Que reste-t-il à faire ? Vivre la tête baissée, brimé, battu, les enfants au loin ? La grève de la faim, c'est le refus de cette vie-là.

« Je sais que je m'isole », explique M. Ditcher, « mais je ne peux accepter cette pire injustice de ne pas vivre mes filles au quotidien... ».

Ch. CH.

(1) M.C.P. : 144, avenue Daumesnil, 75012, Paris. Tél. : 341-45-18.

TÉMOIGNAGE

OUVRIR LES PORTES AUX HANDICAPÉS

M^{me} Annie Abrard, étudiante à Paris, nous a adressé le témoignage suivant :

L'année 1981 fut proclamée Année des handicapés, mais ceux-ci, dont je suis (depuis plusieurs années je ne peux me déplacer qu'en fauteuil roulant), n'en ont guère vu les conséquences. Certes, on ne peut construire tous les bâtiments publics pour leur permettre l'accès aisé ; du moins pourrait-on le leur faciliter lorsque c'est possible, surtout s'il ne faut pour cela qu'un peu de compréhension et de bonne volonté.

Étudiante inscrite en maîtrise d'administration économique et sociale à Paris-I, je dois suivre des cours au Panthéon, immeuble dont les constructeurs n'avaient évidemment rien prévu pour des cas comme le mien. Néanmoins, j'ai fini par découvrir une entrée sans marches et située non loin d'un ascenseur. Ouf ! me suis-je dit, pour une fois, tout s'arrange. Hélas ! la porte, ouverte dans la journée, est fermée en fin d'après-midi, et c'est précisément alors qu'il faut aller aux cours. Le gardien se tient dans une salle précédée de plusieurs marches, et il me faut le faire prévenir par un étudiant du passage. Ensuite, il faut qu'il se dérange et qu'il admette la nécessité où je suis de passer par cette porte, ce qui ne va pas sans longs conciliabules et hésitations : il estime que sa responsabilité est gravement engagée et que je devrais lui présenter une autorisation administrative. Il finit cependant par l'ouvrir, mais la réforme derrière moi, et tout recommence quand il s'agit de ressortir. Et il en est ainsi chaque semaine, car, bien sûr, ce n'est jamais le même gardien. Peut-être que les choses seraient plus simples quand je les aurais tous rencontrés !

Serait-il donc si compliqué de laisser la porte ouverte jusqu'à la fin des cours ? On parle beaucoup d'intégrer les handicapés dans la vie sociale et professionnelle, et si je pourrais mes études c'est précisément dans cette intention. Or, intégrer, n'est-ce pas ouvrir les portes, au figuré, sans doute, mais aussi au sens propre ?

Je ne crois pas que mon cas soit unique et c'est dans l'intérêt de tous les handicapés que je vous demande de bien vouloir publier ma lettre.

JUSTICE

La déconfiture de l'empire Schlumpf

Mulhouse. — Abus de biens sociaux, banquerotes simples et frauduleuses, présentation de bilans inexacts, comptabilités irrégulières, c'est la kyrielle classique sur le plan pénal d'une déconfiture qui sera au centre du procès qui s'ouvrira jeudi 13 janvier devant le tribunal correctionnel de Mulhouse. C'est plus encore l'analyse et la recherche des raisons de la

chute d'un empire, celui des frères Fritz et Hans Schlumpf, constitué avec patience, élan et orgueil par deux capitaines d'industrie et qui, en cinq années — 1971-1976 — devait passer de son Austerlitz à son Waterloo.

Car voilà bien aujourd'hui six ans qu'elle défile la chronique, l'histoire vertigineuse de ses deux Suisses aujourd'hui réfugiés dans leur

pays, à Bâle, sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé contre eux depuis 1977 et qui, de leur retraite, vont suivre avec grande attention ce procès pénal, comme il est d'usage suivi les préjugés commencent. Aussi bien les juges de Mulhouse n'auront-ils devant eux que cinq de leurs collaborateurs retenus pour des complicités diverses.

La passion des textiles et des voitures anciennes

De notre envoyé spécial

sentée par M. Jean Kasper, qui fut l'un des fers de lance de l'action, et à l'origine des premières plaintes.

C'est que la prospérité a fait son temps. Peu à peu, le syndicalisme a forcé les portes de l'entreprise SAIL. La toute-puissance de Fritz et Hans Schlumpf va y succomber. Après les journées de mai 1968, même dans la sage Alsace, on commence à revendiquer plus haut et plus fort. Des comités d'entreprise des usines du groupe entendent dire leur mot. Des grèves éclatent, sans envergure, certes, mais suffisantes pour annoncer la fin d'une époque. Malgré tout, les établissements commandés par les frères Schlumpf représentent une telle donne économique que les autorités tentent les syndicats à temporiser. Il n'empêche que la crise du textile continue de sévir. Elle a frappé les Vosges et le Nord. Elle frappe l'Alsace. L'empire Schlumpf serait-il le seul à résister, où l'on continue de travailler quarante heures par semaine ? Il n'y aura pas de miracle.

A la fin de juin 1976, les banques locales refusent d'accorder de nouvelles facilités de crédit aux sociétés du groupe. Les frères Schlumpf, qui, cinq ans plus tôt, après l'acquisition de leur dernier fleuron, la Filature Gluck et Cie, avaient sauté sans réserve qu'ainsi ils venaient d'atteindre « leur but, à force de volonté, d'opiniâtreté, d'endurance, de persévérance, de courage, de peine, de souci et de travail », doivent abdiquer.

Il abandonnent sans gloire, gratulés, les intérêts qu'ils détenaient dans la Filature de Malmerspach et dans la Filature Gluck, se déclarant prêts à y renoncer en faveur de tout groupe ou société de textile susceptible de poursuivre la gestion. Ce sont alors des dépôts de bilan en cascade. Il restait à en connaître les raisons.

La réaction ouvrière fut brutale. Les frères Schlumpf, séquestrés à la fin du mois de septembre, brisés en effigie, seront libérés le 2 octobre, à Malmerspach, par les forces de l'ordre et partiront dans la voiture du préfet jusqu'à Mulhouse. C'est de là que, prudemment, ils gagneront Bâle, retraite sûre.

Sans eux, donc, va commencer une double et longue procédure, pénale d'une part, commerciale de l'autre, avec la désignation des syndicats et des administrateurs provisoires contre lesquels ils allaient mener une guerre difficile mais acharnée en attendant la spoliation.

Les débats permettront-ils de s'y retrouver dans la complexité d'un dossier qui retient une série de charges au premier rang desquelles figurent les abus de biens sociaux ? Parmi ceux-ci, le plus important apparaît dans l'utilisation qui aurait été faite de l'argent des sociétés pour la constitution du fameux Musée de l'automobile. Selon les experts, sur les 26 360 000 F qu'il aurait coûté — voitures et locaux pour les abriter —, les frères Schlumpf auraient apporté personnellement que 845 000 F, 723 000 autres francs restant de sources inconnues. Du coup, cela signifierait que la « folie » aurait été réalisée avec 24 millions de francs au détriment des sociétés du groupe et sans contrepartie. Reste bien sûr la discussion sur la valeur que peut avoir aujourd'hui ce musée, vendu finalement à forfait à un groupe de collectionneurs locaux avec participation de l'État pour un total de 44 millions de francs. Et comme, de surcroît, il a été classé musée historique en 1978, cela interdit toute vente à l'étranger, c'est-à-dire, selon les frères Schlumpf, toute possibilité d'une réalisation à la véritable valeur.

C'est sur ce chapitre qu'ils crient le plus fort à la spoliation. De la même façon, selon le réquisitoire établi, la société anonyme Hôtel du Parc, du nom d'un établissement de Mulhouse, aurait été créée pour servir de véhicule à la spoliation de la société Schlumpf. Les frères Schlumpf, dit le réquisitoire, ont créé cette société pour servir de véhicule à la spoliation de la société Schlumpf. Les frères Schlumpf, dit le réquisitoire, ont créé cette société pour servir de véhicule à la spoliation de la société Schlumpf.

« Un psychologue inculpé de viol sur des enfants d'un I.M.P. » — M. Jean-Paul Codacci, âgé de trente-neuf ans, psychologue à l'Institut médico-pédagogique Les Cordons à Marseille, est un sociologue des infirmes atteints de troubles mentaux légers, a été inculpé par M. Dominique Panzani, juge d'instruction, de « viol sur mineurs par personne ayant autorité, et attentat à la pudeur ». Le psychologue a reconnu s'être livré à des attouchements, mais nie l'accusation de viol. (Corresp.)

que les deux frères avaient édifié pour accueillir les visiteurs les plus huppés de leur collection, aurait coûté au groupe encore 6 millions de francs.

A cela s'ajoutent d'autres opérations jugées tout aussi défectueuses : comme ce prêt fictif qui aurait rendu créditeur de 2 500 000 F le compte de Fritz Schlumpf, alors débiteur de 2 300 000 F. Ce sont aussi des opérations sur titres en grand nombre, réalisées entre 1964 et 1973 par des circuits d'actions d'une société à une autre, vendus et revendus avec des différences de prix toujours profitables aux frères Schlumpf. Tout cela grâce à des écritures évidemment fausses. Grâce aussi à la complaisance de subordonnés à la fois confiants et dociles.

De ce maquis de chiffres, le ressort qu'on total un peu plus de

40 millions de francs auraient été ainsi prélevés dans les caisses des diverses sociétés pour servir à d'autres fins que celles de leur objet social et plus précisément encore pour usage personnel de leurs dirigeants, comme, entre autres, l'acquisition de cette villa de Vintzenheim, occupée encore aujourd'hui par l'amie de Fritz.

Si les frères Schlumpf ont décidé de déclarer forfait à l'audience, cela ne signifie pas qu'ils ont renoncé à toute espérance et qu'ils ne feront pas opposition, en des temps qu'ils jugeront plus favorables, au jugement par défaut auquel ils sont promus sans coup de théâtre. Leur âge n'a point atteint, dit-on, leur maturité, mais ces représentations d'un « patronat inflexible », selon une expression de M. André Bord au plus fort de la crise, savent bien que, quoi qu'il advienne, ce n'est plus eux qui commanderont les orages.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LA RENTRÉE DU TRIBUNAL DE PARIS

Pluie d'éloges et autocritique

Les idées de M. Badinter feraient-elles leur chemin ? Le garde des sceaux pouvait le croire en assistant, mercredi 12 janvier, à la rentrée annuelle du tribunal de Paris. Au cours de cette audience solennelle, M. Claude Hanoteau, qui fut longtemps juge d'instruction et préside aujourd'hui une chambre correctionnelle, a prononcé un discours qui ressemble à un équilibre de la pensée ministérielle. Même constat dénoté sur le surpeuplement des prisons. Même regret impuissant face à l'augmentation des détenus, alors que le recours à l'incarcération fait trop souvent d'un petit délinquant un récidiviste, etc.

A en croire M. Pierre Dral, le nouveau président du tribunal, « la bienveillance naturelle et souriante » des deux plus hautes magistrats de la Cour de cassation ne le céderait en rien à l'autorité « souriante et talement humaine » des chefs de la

cour d'appel. Ces hommages mérités rendus, M. Dral a glissé un mot éblouissant sur son prédécesseur, M. Marcel Caraghi, dont le procureur de la République, M. Robert Bouchery, avait quelques instants auparavant fait lui aussi l'éloge.

C'est M. Jean-Georges Diemer, vice-président, qui le premier, avec délicatesse, cette pluie d'éloges et de sourires tout azimutés en insistant sur l'autorité, elle aussi « souriante » de son ancien patron, M. Caraghi, et en souhaitant à son successeur, M. Dral, une « bienvenue souriante ». Tout souriant, M. Dral n'en fut que plus à l'aise pour saluer la « riche personnalité » de M. Diemer, après avoir évoqué, pour montrer sans doute qu'il n'était pas tout à fait dupe de la situation, « l'ordonnance immuable, ostentatoire et démodée, d'anciens certains » de telles cérémonies. — B. L. G.

Admissions à l'École nationale de la magistrature

PREMIER CONCOURS

Mons et MM. Bruno Albouy, Anne-Claude Almonet, Pascale André, Fabienne Azzou, Bernard Augoumet, Catherine Ayache, Nathalie Azema, Sylvie Balazac, Dominique Barlet, Sylvie Barocco, Laurence Beaumont, Anne Beaujean, Brigitte Bech, Jean-Luc Beck, Corinne Becker (épouse Chassagne), Pierre Bequet, Luc Bellan, Thierry Bellanour, Laurence Bellon, Nicole Bergognan, Jean-Marie Besse, François Beson, Robert Bidart, François Bilton, Hubert Blaisot, Isabelle Bonafant (épouse Orsini), Dominique Boudier, Marie-Joséphine Bondet, Nicolas Bonnet, Dominique Borron, Sylvie Bourgeois, Philippe Bousquet, Eric Bousquet, Lydie Boudelle, Joël Boyer, Albin Cabot, Pierre Calot, Catherine Canal (épouse Paffenhoff), Stéphane Chassard, Stéphane Choppin, Haudry de Jarry, Catherine Chruscielwsky, Patrick Chapuis, Marc Chammont, Joëlle Cléry, Brigitte Cosson, Martine Cosson, Catherine Cosson, Marie-Hélène Coumou, Bruno Courat, Pierre Courton, Patricia Debaux, Colette Dechaux, Anne Deguery, Jérôme Delarue, Alain Dujardin, Alize Dolien, Pascale Desoutreaux, Martine Dizer (épouse Schillio), Françoise Domages, Christian Drex, Brigitte Ernault, Olivier Etienne, Christian-Rémy Fabre, Caroline Fagilde, Pascale Fontaine, Françoise Fourrier, Patrick Gachon, Yves Gambert, Cécile Garnier, Claude Gaud, Suzanne Gaudy, Martine Giacometti.

M^{me} et MM. François Giacometti, Nicole Girom, Sylvie Goussier, Denis Goussier, Christine Grillat, Marie-Laure Guillemin, Sylvie Hanneaux, Sylvie Heras de Pours, Sophie Hérizot, Marie-Catherine Hervier, Benoît Holleaux, Jean-Marc Houé, Marie-Pierre Hourcade, Philippe Hoyet, Odile Hubert, Frédéric Jacques, Marie Karmina, Agnès Kervégan, Evelyne Kianoff, Magali de Lac, Véronique Lauche, Dominique Laurent, Bruno Lavieille, Jean Leandri, Catherine Leclapin, Emmanuelle Leclerc, Patricia Ledru, Anne Le Mennier, Marie-Suzanne Le Quean, Patricia Rose, Michel Liégon, Christine Loubet, Dominique Luciani, Sonia Lumbruso, Marie-Laure Mascara, Colette Malick, Eric Maréchal, Maurice Marlière, Pascale Martin, Denise Martino, Anne du Mesnil-Adélat, Françoise Michaux, Catherine Michéol, Sylvie Moisson, Agnès Moulet, Isabelle

Moussier, Claude Nédélec, Dominique Negro (épouse Jaubert), Vincent Nicolas, Véronique Nothlin, Michel Ortiz, Richard Pallain, Catherine Paoli, Chantal Parisot, Béatrice Pastou, Dominique Pagan, Catherine Pavet, Alex Perria, Jean-Louis Parisot, Françoise Patel, Brigitte Pich, Michel Petit, Thérèse Pivard, François Pivard, Marie-Françoise Serle (épouse Desprez), Charles Prost, Thérèse Pruvot (épouse Andrien), Nathalie Rambour, Marie-Gabrielle Ratel, Véronique Regnaud, Anita Ribet, Michel Ribon, Christine Robert, Isabelle Robin, Sophie Roillet, Catherine Rouand, Danièle Rouiller, Carole Rousay, Jean Rovinski, Christine-Joëlle Roy, Fabienne Rozé, Hubert Ruff, Elisabeth Schellin, Catherine Schimber, Marie-Françoise Sciarina, Marie-Françoise Serle, Christophe Sey, Christophe Soudard, Chantal Thiaudière, Anne-Françoise Tisier, Patrick Tisier, Nicole Troussardine, Christophe Trillon, Didier Triscon, Dominique Trouillet, Anne Vella, Françoise Vidor, Françoise Vigier.

SECOND CONCOURS

M^{me} et MM. Claude Andrieux, Patrick Ardi, Jean Bayard, Michel Beaulier, Michel Bellin, Marie-Josée Béranger (épouse Simonin), Jean-François Blanchet, Dominique Boerone (épouse Labonne), Annie Bouillon, Jean-Pierre Bouchier, Jean-Louis Charvet, Jean Colles, Michel Damm, Philibert Demory, Francis Genty, Françoise Gennep (épouse Le Bruy), Jean-Louis Herall, François Jallin, Yolande Labonne, Pierre Lageze, Roger Le Loire, Yves Lemout, Hubert Liffra, Alain Omnot, Jean-Patrick Peja, Bernard Perrier, Yvanca Pessens, Alois Rolland, Madeleine Simonello, Isabelle Teissière.

Ont en outre été admis, sous réserve des résultats des examens médicaux prévus par le règlement du concours :

M^{me} et MM. Jean-Luc Beck, Laurence Bellon, Dominique Borron, Pierre Calloch, Christian-Rémy Fabre, Pascale Fontaine, Patrick Gachon, Nicole Girom, Christine Grillat, Sylvie Heras de Pours, Sophie Hérizot, Marie-Pierre Holleaux, Véronique Lauche, Michel Liégon, Françoise Michéol, Nicole Troussardine, Didier Triscon, Anne Vella.

سكان العرب

Le Monde

LIVRES

Le fascisme et la France

Ni droite ni gauche, de Zeev Sternhell, est une analyse du phénomène fasciste dans la France de l'entre-deux-guerres, qui bouleverse bon nombre de lieux communs idéologiques. On n'y trouvera pas la vision classique d'un fascisme sécrété par la droite ou le grand capital pour faire face à la montée d'une gauche révolutionnaire. On n'y trouvera pas non plus l'image d'une gauche angélique, sage-

ment déviée en socialistes réformistes et réactionnaires, pour laquelle le fascisme ne constitue qu'un rival extérieur.

Dans la représentation de Sternhell, la gauche contribue largement par ses hommes et ses idées à l'élaboration du fascisme. Même les humanistes les plus respectables - psychanalyste, sociologue -

1890 et 1940, plus ou moins consciemment, l'apparition d'une idéologie antidémocratique et antisocialiste.

Follement, parfois déçu, ni droite ni gauche est un livre important et discuté qui pose en fait autant de questions qu'il en résout. Zeev Sternhell expose, dans l'histoire ci-dessous, sa vision du fascisme.



Zeev Sternhell par CAGNAT.

« Le fascisme est-il un homme de droite ?
Il n'est ni un conservateur ni un réactionnaire. Thierry Maunier dit très justement : « Conservateur, voilà un mot qui commence bien mal ». Le fascisme est un révolutionnaire en ce sens qu'il veut briser l'ordre établi, qui est celui de la démocratie libérale. C'est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles les vrais fascistes, dans la France de l'entre-deux-guerres, se coupent de l'action française. Le fascisme est obsédé par un idéal de modernité et de jeunesse : il veut façonner un homme nouveau, amateur de sport et d'auto-stop, dans une ville nouvelle, régénérée par une architecture futuriste. Il admire Le Corbusier, Marinetti, Gropius. Il aime les moteurs, la mécanique, la vitesse.

« Quel a été le rôle de la gauche dans la formation du fascisme ?

Commençons par l'Italie. Dans le périmètre, le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle fut véritablement la colonne vertébrale du fascisme. La grande majorité des syndicalistes révolutionnaires suivent Mussolini. Ils lui restent fi-

« Vous soulignez l'importance idéologique du fascisme comme facteur d'impulsion et de moralisation de la vie politique française, mais vous insistez sur son insignifiance politique proprement dite. Qu'est-ce qui a empêché en France le développement du fascisme en tant que force politique ?

« La France n'est pas très favorable. C'est pour cela que j'ai étudié en détail le cas de Georges Valois, qui fut l'un des premiers vrais fascistes en France, et même le conservateur de

plus aujourd'hui qu'une seule signification, celle qui en avait, en pratique, deux entre 1890 et 1940. Il y a le révisionnisme qu'on connaît, celui de Jaurès, Turati, Bernstein, qui

Belge cosmopolite, éduqué en Allemagne et parlant quatre langues. La France brille alors surtout par ses milieux « journalistico-politiques » comme disait très bien Juvénat. En attendant la remonte des années 40 avec Sarrre et une nouvelle marxologie. Mais dans l'entre-deux-guerres le déclin de la pensée politique est à l'image du déclin intellectuel en gé-

« Vous affirmez que les nouvelles sciences sociales font le lit du fascisme. C'est un peu bizarre quand même.

« Pour tout dire, même si Durkheim et Freud sont personnellement des bourgeois libéraux, leurs théories sapent la confiance en soi-même de la démocratie. La psychologie sociale de l'époque insiste sur l'irrationalité dans l'homme, sur le rôle des émotions inconscientes et des instincts. Elle déconstruit le modèle de l'homme conscient et rationnel construit par la philosophie du dix-huitième siècle, et sur lequel reposait explicitement l'idéal libéral et démocratique. La sociologie politique et la psychologie, qui sont alors à leurs débuts, découvrent les mécanismes de la vie politique qui à l'époque ne peut de l'être avec l'idéal du « peuple souverain ».

« Vous parlez très peu de l'Allemagne, qui fut pourtant l'un des lieux d'accomplissement de l'idéal fasciste.

« J'ai eu des difficultés très strictes entre fascisme et nazisme. Le fascisme ne s'intéresse pas, comme le nazisme, à la question du déterminisme biologique, au concept de prédestination raciale. Le fascisme italien n'est pas raciste. Il n'y a aucune trace d'antisémitisme chez Valois, ni chez les fascistes qui viennent de la droite. Des gens comme Déat ou Doriot ne découvrent l'antisémitisme que lorsqu'ils empruntent au nazisme. L'antisémitisme n'est pas une composante nécessaire du système fasciste.

« Pourquoi avez-vous choisi de travailler sur la France ?

« J'ai travaillé sans doute pour des raisons sentimentales. Entre la France et Israël, j'ai passé quatre ans en France. À Avignon, au lycée Mistral. Mais surtout, l'histoire de France est la plus intéressante de toutes, plus que celle de l'Allemagne. C'est une histoire baroque, contradictoire. Il y a de multiples traditions politiques et idéologiques françaises. La France est le seul pays qui ait une grande révolution libérale. Elle est le grand laboratoire idéologique de l'Europe du vingtième siècle. Y compris pour le fascisme. Mais la conception aurait été impossible sans la combinaison de deux traditions qui sont le socialisme et le nationalisme français. C'est parce que la France a été au siècle dernier la seule grande démocratie à l'égalité que put s'y développer la contestation idéologique des idéaux de liberté et d'égalité.

« Sur les plans, la culture française des années 20 et 30 est moins riche que celle du siècle. Paris n'est que d'être le centre du monde pour ce qui concerne les lettres, les arts, les sciences sociales... et la vie politique est idéologique.

« Durkheim et Péguy ont disparu. Bergson n'a pas fait école. La vie culturelle prend un caractère provincial. On connaît très peu et très mal Weber ou Freud. Les héritiers ne sont pas de la taille des ancêtres. Mounier ne remplace pas Péguy. Maunier et Mauriac ne remplacent pas Barrès. Durkheim n'a pas de successeur. Peut-être il y a-t-il un peu de Sorel, mais c'est un

Un historien travailliste

Né en 1935 à Pologne, Zeev Sternhell est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem, où il vient de fonder un centre d'histoire et de civilisation française. Il est également l'auteur de *Maîtres Barres et le nationalisme français* (Armand Colin, 1972), et de *La Droite révolutionnaire 1885-1914* (Le Seuil, 1978).

Sternhell est entré dans la vie politique travailliste au lendemain même de la victoire. *Messieurs Barres et la droite du parti travailliste*, en 1977, il a fondé le Club 77, groupe d'intellectuels qui se situe à la gauche du parti travailliste et milite pour une politique de modération dans les rapports avec le monde arabe, pour l'évacuation de la Cisjordanie, et, sur le plan intérieur, pour le socialisme, c'est-à-dire pour le maximum d'égalité. *Ministère du parti*, Zeev Sternhell est cependant membre du comité exécutif.

« Jusqu'à la fin. Mais, dans tous les cas, le plan idéologique, l'apport de la gauche au fascisme prend la forme d'une révision du marxisme, d'une mise en question du matérialisme. La gauche part de la constatation que le prolétariat n'est plus la classe révolutionnaire et que, si l'on tient à la révolution, on doit élaborer une conception du socialisme en tant qu'idée dernière, indépendante de la structure sociale ou économique et du moment historique.

« Il faut être ici le nom de Sternhell - le lien idéologique fondamental entre syndicalisme révolutionnaire et fascisme - mais aussi ceux de Michèle Barès, Labricola. À la veille de 1914, le cercle Proudhon, où se mêlent socialisme et nationalisme, fut le lieu d'élaboration du concept même du fascisme. Celui-ci naît de la rencontre de sorcelleries et de mantras, mais par une même volonté de briser la démocratie bourgeoise et libérale. Sur le plan théorique, le fascisme français est très en avance sur celui de l'Italie.

« Si l'on veut parler d'idéologies, quelle a été la contribution spécifique de la gauche française au fascisme de l'entre-deux-guerres ?

« Elle a fourni au moins la moitié des idées essentielles. Déat et Marion viennent de la S.F.I.O., Doriot du parti communiste, Juvénat du parti radical. De Man était l'un des grands leaders du parti ouvrier belge. Parmi les gens qui, à droite, ne se pensent guère qu'à Braillet, ou Maunier, et, dans une certaine mesure, à Drieu la Rochelle.

Faisceau fut consciemment et systématiquement torpillé par la droite conservatrice dans les années 1925-1927. Celle-ci lance contre Valois toutes ses ligues - Ligue Millerand, Ligue des patriotes, Jeunesses patriotes - en une campagne d'intimidation vraiment spectaculaire.

« La droite refuse à Valois son argent, ses troupes. Elle l'accuse d'être un agent de la police. L'Action française fait à ce fascisme, en pire, ce qu'elle fera à Léon Blum. En Europe, le fascisme ne réussit que là où la droite est faible. La droite française, installée dans une société dont la violence de modernisation est lente, jouit d'une force et d'une stabilité qui lui permettent à tout moment de se passer de son appui politique.

« N'exagérez-vous pas la logique des conceptions individualistes ? Vous dites souvent : la révision du marxisme implique telle ou telle évolution, le passage au fascisme de tel ou tel individu en particulier. Cela peut paraître un peu curieux dans la France d'aujourd'hui, où la dernière révision en date du marxisme a été celle de la nouvelle philosophie, c'est-à-dire à une redécouverte des valeurs libérales.

« Il faut se remettre dans le contexte de l'époque et partir du fait de révisionnisme, qui n'a

Hannah Arendt et les démons du totalitarisme

« Le secret de l'horreur.

Trente-deux ans, il aura fallu attendre trente-deux ans que le public français puisse lire dans son intégralité l'ouvrage classique et monumental de Hannah Arendt : *Les Origines du totalitarisme*. En ordre dispersé, parvenues à la première et la troisième partie du livre (1). Le second volume, consacré à l'imperialisme, paraît seulement aujourd'hui chez Fayard. Ce purgatoire, faut-il le préciser, est bien dans notre tradition. La culture française est trop accaparée par elle-même - ses productions aussi bien que ses intrigues - pour accorder autre chose qu'une curiosité distraite ou tardive aux pensées d'un autre soi. Nul impérialisme culturel n'est aussi pernicieux que cette passion de soi : plus un peuple se prend pour le monde, plus il se provincialise.

Durant les années 50, c'était dans un esprit de guerre froide qu'on abordait la question du totalita-

risme : les refusants de l'indomptable, le savoir le nazisme, le stalinisme, le communisme, qui, lui, était en contradiction avec ses propres valeurs, et qui avait fait son utopie. Ceux-là voulaient garder le bon sens en jetant l'eau sale, et dans l'espoir d'un avenir postcapitaliste à l'abri des démons engendrés par la révolution d'Octobre. Les autres, c'est-à-dire les adeptes du global de totalitarisme, opposaient les valeurs de l'indomptable au bon sens et à la sagesse de la tradition libérale à la tyrannie des valeurs. L'œuvre de Hannah Arendt, qui peut enfin rendre compte, d'une manière ample, de la métaphysique. Il est du fait de la guerre froide qu'on a converti la stupéur en savoir.

Comment comprendre l'autodestruction de l'Europe, sa disparition en tant que phénomène qui est commun, et qui est le prin-

cipes fondamentaux de la civilisation occidentale ? Le nazisme a répudié le concept d'égalité pour créer un monde où l'idée même d'humanité n'avait plus cours. Quelles sont les origines d'une pensée totale ? A ces questions, s'efforce de répondre le livre qui, après avoir été successivement intitulé *Les Éléments de la honte* et *Les Trois Piliers de l'enfer*, deviendra finalement : *Les Origines du totalitarisme*. C'est dans un deuxième temps seulement, et sous l'effet des révélations sur les camps de travail soviétiques, que s'inscrira le plan initial, et que l'idée s'imposera à Hannah Arendt d'étudier systématiquement les analogies entre les deux grands systèmes de terreur du vingtième siècle.

ALAIN FINKELKRAUT.

(Lire la suite page 16.)

(1) Sur l'antisémitisme, Lévy, coll. « Diogenes », 1973 ; le Système totalitaire, Le Seuil, coll. « Points », 1972.

le feuilleton

« LE BON PLAISIR », de Françoise Giroud
« LA MALADIE DE LA MORT », de Marguerite Duras

Scénariste ou écrivain

On ne peut imaginer deux livres plus étrangers l'un à l'autre que les deux romans de Françoise Giroud et de Marguerite Duras. Si les deux romans dans un même feuilleton, ce n'est pas parce qu'ils sont signés de deux femmes, mais parce qu'ils sont comparables, même pour leur dissemblance même, preuve que les romans de l'écriture et de l'écriture sont des activités, des risques, des modifications intimes, des prestiges, sans cesse en mouvement.

Alors que Marguerite Duras poursuit, à l'écart de la foire aux variétés, une œuvre de pure écriture et que le *Malade de la mort* suggère, en quelques pages de descriptions intérieures et de musiques intérieures, un effroi effroyable, Françoise Giroud, un des premiers romans de la nouvelle politique-journalistique, aborde le roman sans aucune apparence de la littérature et sans aucune surprise, sur l'humanité elle-même, sur la vie.

par Bertrand Poirot-Delpech

Un certain *Malade de la mort* septennet à l'Elysée. *Malade de la mort* du genre, il s'agit d'un roman à succès. Le roman d'un genre, une vieille histoire d'ordre intime décidément, négativement, pour lui ?

Il y a plus tôt, alors qu'il n'était qu'un député plein d'avenir et amateur de la vie fraîche, Castor a été embarqué, d'une réunion législative en province, une petite démission. Il veut rompre. Claire, c'est son nom, a rompu avec un mari énarque et un mariage énarque. Castor, par ailleurs, n'est pas un enfant, ne pouvait envisager ni rompre ni reconnaissance, vu ses ambitions électorales. Il a été le maître de son destin, en nom et la France. Il a une imprudence incroyable, de la part d'un bête politique. Claire a en effet gardé l'enfant, elle qui a une amie aux États-Unis... et la lettre compromettante, un porte-voix qui ne se quitte pas.

Or voilà qu'un petit traducteur paumé, Pierre, pour l'amour d'une Elisabeth qui le quittera bientôt, mais le sac à main de Pierre, sans le vouloir, la lettre du président. Le ministre de l'intérieur, Pollux, craint des chantages crapuleux (ou) politiques. Il prend contact avec Claire, devenue styliste haut de gamme, et il lui propose un rôle de fillet policier autour du vol. Celui-ci n'a rien d'un maître chanteur. Mais son ami Herbert, patron d'un atelier allemand d'une « lettre compromettante », l'est pour deux. Sa passion homosexuelle, il va peiner Pierre, lui-même, le naturel, il se passe de ses séductions envers le président.

Au milieu de péripéties nombreuses, Castor rompt Claire, lui la surprenant de leur Mike, et les séquestre paternellement dans une résidence présidentielle. Elle que son ministre de l'intérieur ait fait disparaître le petit Pierre, le petit Herbert, et les autres, c'est le volé, le président, selon une vraie histoire, un représentant pas. Déjà il rêve de son fison, parti se reposer en France avec maman, héritier de son ambition et d'un jour président des États-Unis.

Il faut espérer que Françoise Giroud s'est réservé les droits d'adaptation de ce véritable découpage. Le *Malade de la mort* est prêt à tourner. On voit, en lisant, le film bien français qui cela démontre sur l'épave torse de nos élus, avec Michel Piccoli, Michel Lonsdale, Gérard Depardieu et Nicole Garcia, les principaux rôles. « La fonction », comme on dit dans le cinéma, où l'auteur a gagné et où on gagne aujourd'hui des galons pleins de scénariste.

Le déclin de l'écrivain, semble-t-il. A-t-elle été intimidée par le genre, comme il arrive souvent aux romanciers ? Inexplicablement, le journaliste, dont on connaît le brio acéré, écrit ici une prose débutante, gauche, banale et inutilement fleurie. Autre déception : d'une femme aussi avisée, la condition féminine, puisqu'elle a milité et gouverné sous son enseignement, regrette qu'elle s'en tienne, sur les personnages de son roman, à des épreuves d'une mère célibataire, à des sentiments stéréotypés et à des signes extérieurs de réussite.

D'un ancien ministre, à qui la fascination pour le pouvoir a tenu lieu de conviction et qui a fréquenté les lieux les plus opposés, on s'étonne qu'elle ne sache pas les lieux les plus opposés et le complot permanent où jette l'ambition de commander.

L'auteur prend un plaisir voyant à imaginer les pièges sordides que tendent les protagonistes. Mais les fautes de la fautes du *Malade de la mort* la Comédie du pouvoir, n'apportent aucune révélation sur la monomanie des hommes d'État ; mais que les *Malades de la mort* et à-t-il un Français qui ne se soucie pas de la vie et de la mort ?

(Lire la suite page 13.)

LA FRANCE FOUT LE CAMP!

PREFACE DE CAVANNA



« Finis le demi-teinte et l'agré-doux, voici la vérité-cr... »
Bertrand POIROT-DELPECH.
Le Monde

كتاب الاله

autobiographies

« Échanger les mots comme des secrets d'enfants »

● Les aveux tourmentés d'Ingrid Nahour révèlent un véritable écrivain.

Il est rare que les aveux d'un auteur inconnu s'imposent d'emblée, comme ceux d'Ingrid Nahour, par leur apreté douloureuse et par cette nudité pudique, à quoi se reconnaît la vraie littérature. Alors que tant de confessions versent dans les mesquineries de la complaisance, cette jeune femme, née en 1953, s'expose, à la corne du taureau, comme le recommandait Michel Leiris. Elle n'a pas craint de courir tous les périls que comporte l'autobiographie. Aussi chacun de ses mots ravive cruellement les blessures qu'elle a reçues. Ingrid Nahour le dit elle-même : « J'écris avec un scalpel... Je fais ma nue il coupe de partout... Je suis une exhibitionniste, poursuit-elle, mais, au bout du compte, personne ne me déchiffre ». Non, personne, car elle

met sur ses aveux le masque du défi et ne s'autorise aucune plainte.

Cette jeune femme nous a donné rendez-vous dans les aubes du désespoir, et devant le « tribunal des insomnies ». Elle nous entraîne à penser, comme Montaigne, qu'« il faut pleurer les gens à leur naissance, et non pas à leur mort ». « Ma naissance, écrit-elle, fut un interminable coma. Ce coma dura dix-neuf ans. Dix-neuf années d'écrit de moi-même. Et si l'état civil daigne m'accorder vingt-neuf ans, je ne m'en reconnais que dix. Mon enfance m'est inconnue. Quelquefois, elle m'apparaît comme une terre étrangère livrée à tous les pillages. Pendant toutes ces années, « ils » me suicidaient et ma seule résistance fut l'autodestruction... » « Ils », c'est-à-dire les parents de la narratrice : la mère, qui avait la terreur pour « résidences secondaires » car elle ne cessait de faire des enfants ; le père, qui se vengeait du malheur de vivre, en tyrannisant le reste de la famille. « Les coups fu-

rent mon premier maquillage », se souvient Ingrid Nahour.

L'existence de cette famille, dans l'univers des terribles, était soumise au règne de la « misère » et de la « banalité ». « Je n'ai jamais fait de projets, confie la narratrice, car à la maison, l'avenir c'était l'usine ». En attendant d'avoir l'âge de s'y rendre, Ingrid Nahour servait de domestique : « Toutes les fins de semaine, j'étais à la maison, qu'il me voyait inactive, il vidait, de rage, un placard à chaussures et me les donnait à cirer ». Elle devait apprendre, plus tard, que cet homme n'était pas son vrai père, et qu'on l'avait surnommée dérisoirement « Bouchon » pour la punir d'être une bâtarde, sans doute engendrée par un étranger. Elle écrit maintenant, sur le mode de Flaubert le plus sobre : « Mes parents n'étaient pas monstres, ils étaient français ».

comme une autre dévotion. « Jamais, écrit Ingrid, je ne me suis pardonnée de survivre à l'offense d'être une humaine ». Livre apparaît, précède, comme la tentative d'une jeune femme pour obtenir le pardon des humiliations qu'elle a subies. « Seules, dit-elle, des phrases absoutes se souviennent... » Ingrid Nahour aime et pratique la littérature de cette manière désespérée, qui révèle un véritable écrivain.

« Les mots, dit-elle encore, sont faits pour être échangés comme des secrets d'enfants ».

FRANÇOIS BOTT.

★ LES LÈVRES MORTES, d'Ingrid Nahour. Préface de Pierre Deschamps. Ed. Payot, 116 p., 48 F.

EXTRAITS

« J'ai perdu mes yeux au fil des ans. Atteindre la nudité parfaite et n'être plus qu'une tache de silence. »

« Les morts ne sont que des vivants amnésiés. »

« J'ai aimé les morts de ma famille. Je pouvais partager avec eux certains secrets. La mort fait de l'indivisible le plus vuide et le plus bavard un être retenu et pudique. »

« Les aveugles jouent ce qu'ils voient, eux dès avec leurs fantômes. »

« Il y a mille sortes de rires. Mille manières d'assassiner... Les enfants tuent sans permis de tuer. »

« La révolte n'est pas un sentiment. C'est une douleur du regard. »

Desserrer l'étreinte des souvenirs

On voit la nature de ce livre, à la fois réquisitoire sauvage, invocation tourmentée, prière éperdue, mélange de violence et de pathétique. Avec ses « livres morts », Ingrid Nahour s'efforce de trouver les mots de la vie. Elle écrit pour respirer, desserrer l'étreinte de ses souvenirs. « Je suis passée directement, dit-elle, du silence au cri ». Évoquant la petite fille de neuf ans, qui désirait mourir pour entrer « dans un autre corps, un corps intouchable », et qui volait le monde de ses rêves ou de ses rêves, l'auteur a ces mots terribles : « Personne ne remarqua que je n'étais qu'une caricature d'enfant ».

Ingrid Nahour s'est mise au monde elle-même, à dix-neuf ans, en accouchant de sa fille Carole, dont les traits ont offert un refuge au pauvre Ingrid de l'infant qu'elle n'avait pas été. Ses aveux, dans les *Lèvres mortes*, allaient venir ensuite.

« Le Testament de la fille morte »

■ Il faut redécouvrir cette femme mystérieuse qui signe « René », et qui fut l'amie d'Artaud.

Le *Testament de la fille morte* a été publié en 1954, sous le pseudonyme de « René ». Personne n'en dit mot alors, sauf, paraît-il, André Breton, qui l'aurait signalé autour de lui. Pourtant, avec les *Écrits de Laure et d'Édouard-Jeanine d'Unica Zürn*, deux suicides, ce livre bref célèbre l'époque. Depuis la parution du *Journal* de Jacques Prévert (1) et grâce à Bernard Noël et à Michel Camus (2), il commence à circuler. On a même dû se résoudre à le réimprimer.

Il y avait qui René. C'est Colette Gilbert, la première d'Henri Thomas. Jeune comédienne, elle alla visiter Antonin Artaud, à Rodez, en 1946. Leurs relations, « l'amour courtis, un vampirisme sans amour », selon Michel Camus, revivent, épurées, dans les maximes et les liturgies du *Testament*. Colette Thomas disparut ensuite pour toujours, et, si elle vit encore, elle n'a jamais consenti à donner de ses nouvelles à quiconque. Artaud parla d'elle « étonnante incertitude ». Celle-ci, qui l'a connue vive, attri-

bue à ses formules un cruel pouvoir d'envoûtement.

« Aimer, c'est haïr », dit René. « L'Amour, c'est les trahir. » « L'être de la femme est la mort, et son devenir conduit la vie. » Les aphorismes, parmi tant d'autres, abondent dans les cinq parties du *Testament*, aidées à évaluer la portée d'une littérature qui condense la « littérature ». Il s'agit d'aller sur l'autre versant du langage, vers le silence, en retour, une fois, pour nous faire signe. On trouve des injonctions aussi pressantes chez René et Jos Bosquet, mais ce « testament de la voyance » se veut « total et absolu, sans rémission ».

Ingrid Nahour, « passagère clandestine » dans le monde de la marchandise, née juste avant la publication du *Testament*, crée à son tour son horizon de la vie et de la mort. Ses mots parlent d'une mutilation qui est le sort des femmes. L'existence des hommes ne vaut pas mieux, mais qui, en leur nom, essaie encore de se sauver ?

RAPHAËL SORIN.

(1) *Le testament d'Antonin Artaud*, Flammarion.

(2) « Colette Thomas : la fin du monde », de Michel Camus, in *La Femme surréaliste*, Oblique, n° 14-15.

★ LE TESTAMENT DE LA FILLE MORTÉE, par René Gallimard, 218 pages, 39 F.

le feuilleton

Scénariste ou écrivain

(Suite de la page 11.)

« Pourquoi ne raconte-t-on jamais ce que le pouvoir fait des hommes ? » s'étonne Françoise Giroud. Mais elle ne répond pas... et elle oublie Shakespeare, Balzac, San Antonio. Si ces devanciers parlent mieux qu'elle du besoin morbide de disposer d'autrui, c'est qu'ils regardent vraiment cette folie du dehors, qu'ils en sont indignés. Comme les truands, dont ils partagent décidément les mœurs, les gens à mouilles dans la politique restent tenus, à vie, par la loi méfieuse du silence ; ils ne balancent pas, ils baladent leur monde.

Seule information inédite du *Bon Plaisir* : un des marionnettes du cours Albert-1^{er} à Paris, bourgeoisier avant les autres, et ce serait grâce à une conduite d'eau chaude enfouie à ses pieds. Comme quoi on ne perd jamais son temps, un livre à la main...

La Maladie de la mort n'a qu'une soixantaine de pages écrites. On n'y raconte rien de respectable, sinon l'instinct d'un couple ; elle, réduite à une flaque blanche dans des draps que la mer, dehors, monte ; lui, debout, penché dans la chambre, du moins on le présume — il cherche à lire d'imaginer le visage de l'auteur, comme en voit off, le désigne par le prénom, à vous... Et malgré ce leçonisme évasif, tout un destin se scelle sous nos yeux, en nous.

La femme, prostituée ou non, a accepté que l'homme la prenne, parce qu'elle le sentait menacé de mort. Et l'évidence a surgi que cette maladie fatale, l'homme n'en était pas la victime poignante, comme dans la fleur à la bouche, de Pierdello, mais la cause. Si on sent déjà sur lui une odeur de cadavre, c'est qu'il n'a jamais su aimer, désirer, regarder une femme. L'amour lui semblait déplacé, encombrant, aliénant. On ne l'a jamais aimé, à cause de cette froideur fide. La dernière chance que lui offrait la femme maintenant assoupie, il n'aura su que la gâcher avant qu'elle soit advenue.

Cette abominable fragilité, cette insulte à la logique de l'univers, l'origine s'en trouve sans doute l'absence de l'homme. Mais la femme ne veut pas le savoir. L'amour n'a pas à entrer dans ces raisons-là, qui appartiennent à une époque révolue, insaisissable.

Tout la tragédie stérile de l'impuissance à aimer est là, dans sa nudité et son immobilité antiques, grâce à un art sans pitié de réinventer les mots les plus familiers, de peser leurs sons. Notre ouïe, notre vue, et notre sensibilité, sacquées par le langage moderne, retrouvent subitement leur acuité douce. Là où la scénariste Giroud n'a fait qu'effleurer du rebattu, l'écrivain Duras sculpte du mémorable et nous incite, au plus secret de nous, à nous appartenir, à nous donner davantage.

Marguerite Duras fait semblant de croire que la critique la néglige, comme pour consoler des auteurs moins considérables. Elle sait très bien qu'il y a des silences et des embarras, si son sujet, qui sont autant d'éloges. On reconnaît les plus grands textes à ce qu'ils défient le commentaire. Le compte rendu qu'on vient de lire, comment ne pas voir, dans son flou même, l'impossibilité d'égaliser l'œuvre décrite, le souci de la suggérer et une invite, frémissement, à s'y reporter ?

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LE BON PLAISIR, de Françoise Giroud, Éditions Mazarine, 360 pages, 65 F.
★ LA MALADIE DE LA MORT, de Marguerite Duras, Éditions de Minuit, 44 pages, 24 F.

Daniel BOULANGER

Table d'hôte

nouvelles

« Les personnages de Daniel Boulanger sont tous originaux, mais si humains, si vrais... Et quel humour ! Quelle écriture ! »

Françoise Xenakis/Le Matin

GALLIMARD *nrf*

ORDURES ET DECOMBRES déballés

à la sortie du film

« in girum imus nocte et consumimur igni »

PAR DIFFÉRENTES SOURCES AUTORISÉES

ÉDITIONS CHAMPLURE

LES BONNES VILLES DE FRANCE

BERNARD CHEVALIER

« Une... aire promenade à... l'univers urbain. Ligne après ligne, l'auteur répond à nos curiosités, donne, si l'on peut dire, ses murs... ses toits à l'histoire. »

FIGARO

DU XIV^e AU XVI^e SIECLE

130 F

AUBIER

à Apostrophes, le 14 Janvier

Séverine Auffret

présente son livre :

DES COUTEAUX CONTRE DES FEMMES de l'excision

préface de Benoîte Groult

des femmes

Editions Des femmes 6 rue Meslée 75006 Paris

Jacques PRÉVERT Collages

Préface de Philippe Soupault
Textes d'André Fuzer

« On y trouve tout le mystère du quotidien, l'humour terrible, la double insolence du poète... les illustrations sont un régal pour les yeux et l'esprit »

André Brincourt / Le Figaro

« Le résultat est magnifique, le dépaysement total ! »

Jean-Louis Ferrier / Le Point

GALLIMARD *nrf*

Marie-Madeleine FOURCADE

L'Arche de Noé

A la tête du réseau « Alliance » de 1940 à 1945, seul témoin vivant de cette fabuleuse aventure, Madeleine Fourcade nous livre ici tous les secrets de cette « Arche de Noé » qui fut, selon le général de Gaulle, « l'un des premiers et des plus importants services de renseignement sous l'Occupation »

PLON

Nietzsche et la psychanalyse

Zarathoustra sur les mêmes chemins que Freud

(1) **MAINTAIN P.U.F.**

PSYCHOLOGICAL

450 p. 18 X 24 cm Env. 150 F

(1) Pierre Fongeyrollas : *Un destin planétaire*. Ed. Papyrus, 226 p., 76 F.

* NIEFZSCHE, de Jean Gra-
mier. PUF, 125 p., 18.50 F.

d'apocalypse.

GALLIMARD *perf.*

Le Monde
Dernière édition
Mardi 10 Janvier 1973

• Il ne
d'un poète
avant tout
de lire dans
tantôt par
emprunt
tout cela d
déguiser,
que "réali

Jacques Attali

Histoires du temps



Fayard

« Il ne se sent pas tenu à l'expression exacte d'un érudit, originale d'un écrivain, ou sublimée d'un poète. Il n'a nullement la présomption des philosophes professionnels, d'avoir eu ces pensées avant tout autre. Aussi n'est-il pas le moindre scrupule à citer ici et là une phrase qu'il vient de lire dans Cicéron ou dans Sénèque : "Car je fais dire aux autres ce que je ne puis si bien dire, tant par faiblesse de mon langage, tantôt par faiblesse de mon sens. Je ne compte pas mes emprunts, et les plus volontiers, il omet de donner les noms des auteurs. Mais il avoue tout cela de bon cœur : il se réjouit de pouvoir dérober quelque chose, de le changer et de le déguiser, pourvu qu'il parvienne ainsi à quelque chose de nouveau, de pertinent. Il ne se sent que "réfléchisseur", non pas écrivain. »

FAYARD

* Stefan ZWEIG, *Mémoires*, collection "Perspectives critiques", P. F.

مكتبة المثلث

ÉDUCATION

DÉFENSE

L'ouverture des négociations avec l'enseignement catholique est reportée après les municipales

Voici le texte intégral du communiqué de M. Savary

Le Comité national de l'enseignement catholique a fait connaître, le 10 janvier 1983, sa réponse officielle aux propositions pour l'ouverture de négociations que j'ai rendues publiques le 20 décembre 1982. Cette réponse, longue et argumentée, vient compléter et éclaircir la déclaration de la Commission permanente de l'enseignement catholique du 21 décembre.

Après avoir rappelé ses positions et l'interprétation qu'il donne aux propositions que j'ai faites, le Comité national énonce « les conditions d'un dialogue possible ». Pour ce faire, il indique quels seraient, à son avis, les grands objectifs à atteindre dans la réforme du système éducatif français, puis définit les points sur lesquels il souhaite obtenir des « garanties explicites » avant d'engager de « formuler des propositions ». Enfin, et dans cette hypothèse, il précise sur quel point il porterait les propositions qu'il pourrait faire.

Ce texte appelle bien des commentaires, tant dans l'interprétation erronée qu'il fait du texte ministériel que dans certaines convergences qui

apparaissent « plan des grands objectifs et des perspectives du système éducatif français ».

Cependant, l'examen des conditions qu'il pose pour l'ouverture du dialogue diminue considérablement l'intérêt de la correction des erreurs et du constat des convergences. En effet, les six points sur lesquels sont demandées des garanties explicites sont l'objet même de la négociation proposée. Il tombe sous le sens qu'on ne peut pas demander les conclusions d'une négociation qui n'est même pas ouverte.

La méthode retenue par le gouvernement « force de donner un contenu concret et concerté » du dialogue, l'absence de la Commission nationale de l'enseignement catholique sur ses principes, le fait que j'ai proposé de proposer des modalités d'évolution qui tiennent compte de toutes les sensibilités, de tous les héritages et de tous les héritiers.

Qu'on s'accorde ou qu'on s'oppose, chacun ne peut se limiter à énoncer des libertés. L'énoncé d'une liberté n'a de sens que si on décrit son contenu et la manière dont elle doit être vécue. C'est en

engageant le dialogue sur les propositions qui permettent de la mettre en œuvre qu'on peut progressivement définir comment une liberté se construit « porter atteinte à d'autres libertés ».

Tel est l'esprit de la démarche que le gouvernement a proposé aux différents partenaires du système éducatif.

Exploitation politique

Le Comité national de l'enseignement catholique a fait connaître, le 10 janvier 1983, sa réponse officielle aux propositions pour l'ouverture de négociations que j'ai rendues publiques le 20 décembre 1982.

Après avoir rappelé ses positions et l'interprétation qu'il donne aux propositions que j'ai faites, le Comité national énonce « les conditions d'un dialogue possible ». Pour ce faire, il indique quels seraient, à son avis, les grands objectifs à atteindre dans la réforme du système éducatif français, puis définit les points sur lesquels il souhaite obtenir des « garanties explicites » avant d'engager de « formuler des propositions ». Enfin, et dans cette hypothèse, il précise sur quel point il porterait les propositions qu'il pourrait faire.

Ce texte appelle bien des commentaires, tant dans l'interprétation erronée qu'il fait du texte ministériel que dans certaines convergences qui

questions qui seront posées et les réponses qui y seront apportées ne procéderont pas d'échanges de communications ou de déclarations publiques mais feront l'objet de contacts directs entre les partenaires et le ministre.

Quant au travail d'approfondissement des propositions, il sera effectué par un groupe de travail interne à l'administration placé sous ma responsabilité et conduit avec une perspective de mise en œuvre partielle prenant ses premiers effets à la rentrée 1983.

Ce délai devrait donner à tous les partenaires la possibilité de réunir les conditions d'un dialogue ouvert, éclairé et dégagé de contingences immédiates.

(Les interviewés sont de la rédaction du Monde.)

LES RESPONSABLES DE L'ÉCOLE JUIVE EN FRANCE REJETTENT LES PROPOSITIONS DE M. SAVARY.

Les responsables de l'école juive en France ont décidé de « ne pas revenir » sur les propositions de M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, sur l'avenir de l'enseignement public et de l'enseignement privé.

Dans un communiqué, le Groupe de l'école juive, qui réunit le Fonds social juif unifié, les parents d'élèves, les directeurs d'école et les conseils d'administration des écoles juives, ont « jugé que les propositions de M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, sur l'avenir de l'enseignement public et de l'enseignement privé, ne permettent pas de commencer les négociations dans le climat de confiance nécessaire à leur réalisation ».

La rénovation de l'appareil éducatif est une œuvre de longue haleine ; elle est engagée et sera poursuivie. Les écoles juives, qui ont une longue tradition d'ouverture et de dialogue avec la République et par le ministre de l'Éducation nationale de ne rien imposer par la contrainte. Ils se déclarent « convaincus de l'importance de voir préservées l'unité de la société française et la richesse que constitue la diversité de ses familles spirituelles ».

Cependant, ils estiment que, dans leur forme actuelle, ces propositions ne permettent pas de commencer les négociations dans le climat de confiance nécessaire à leur réalisation. Ils ont donc décidé de ne pas revenir sur les propositions de M. Savary.

Le grand conseil de l'école juive, qui se réunira le 26 janvier, sera « entièrement consacré à l'étude du dossier de l'éducation, qui constitue pour la communauté juive la priorité des priorités ».

SCIENCES

LES ACTIVITÉS DU COMMISSARIAT À L'ÉTUDE ET À LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS

Des plans « super-ORSEC » à l'étude

Commentant les orientations et mesures décidées après examen, le 12 janvier, par le conseil des ministres, M. Haroun Tazieff, commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, a déposé les principaux axes de son plan de travail.

Une autre action importante est le débroussaillage des forêts pour réduire les risques d'incendie. Actuellement, le ministère de l'Agriculture traite 2 500 hectares par an. Les actions pilotes qui ont été décidées ajouteront 4 000 hectares en 1983. L'objectif est de débroussailler et d'entretenir 200 000 hectares en dix ans (40 000 hectares brûlent en moyenne chaque année).

La combustion des broussailles ou leur utilisation pour fabriquer du bois de chauffage est une alternative intéressante. D'autre part, il faut une coordination des diverses actions préventives, qui a d'ailleurs conduit le commissariat à s'intéresser à des risques qui ne sont ni majeurs ni toujours naturels. La plus importante est sans doute l'établissement de « plans d'exposition aux risques naturels ». Il existe actuellement des cartes de zones d'aléas couvrant un peu près 600 000 hectares et aussi quelques cartes de risques sismiques.

Des groupes de cartographes et de spécialistes des différents risques ont eu cours des derniers mois pratiquement défini les modalités techniques de ces plans. Leur coût de réalisation est estimé à environ 600 millions de francs sur dix ans qu'il faut comparer au milliard que coûtent chaque année les catastrophes majeures.

M. Tazieff a expliqué que ces plans seront efficaces s'ils donnent des renseignements précis et appliqués. Il a précisé qu'il y veillerait. « Je n'ai pas vocation à être un gadget », a-t-il affirmé.

Une autre action importante est le débroussaillage des forêts pour réduire les risques d'incendie. Actuellement, le ministère de l'Agriculture traite 2 500 hectares par an. Les actions pilotes qui ont été décidées ajouteront 4 000 hectares en 1983. L'objectif est de débroussailler et d'entretenir 200 000 hectares en dix ans (40 000 hectares brûlent en moyenne chaque année).

La combustion des broussailles ou leur utilisation pour fabriquer du bois de chauffage est une alternative intéressante. D'autre part, il faut une coordination des diverses actions préventives, qui a d'ailleurs conduit le commissariat à s'intéresser à des risques qui ne sont ni majeurs ni toujours naturels. La plus importante est sans doute l'établissement de « plans d'exposition aux risques naturels ».

Il existe actuellement des cartes de zones d'aléas couvrant un peu près 600 000 hectares et aussi quelques cartes de risques sismiques.

Des groupes de cartographes et de spécialistes des différents risques ont eu cours des derniers mois pratiquement défini les modalités techniques de ces plans. Leur coût de réalisation est estimé à environ 600 millions de francs sur dix ans qu'il faut comparer au milliard que coûtent chaque année les catastrophes majeures.

ANCIEN CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Le général Méry critique la « doctrine Rogers » et le projet de réorganisation de l'armée de terre française

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui l'a invité à s'exprimer dans le cadre des réflexions des députés sur la programmation militaire 1984-1988, le général Guy Méry, ancien chef d'état-major des armées, s'est pris aux conceptions stratégiques du général Bernard Rogers, commandant suprême des forces alliées en Europe, et au projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu.

Le général Guy Méry a critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

AÉRONAUTIQUE

EN 1983 ET 1984

Les industries aéronautiques et spatiales pourraient traverser une « passe difficile »

« Le chemin que nous avons de nous est étroit. Il ne faut pas le catastrophisme », s'exprime, mercredi 12 janvier, le général Jacques Mitterrand, président de la commission nationale industrielle aéronautique (SNIAS), s'est voulu d'abord optimiste.

Dans le portrait qu'il a présenté de l'activité d'ensemble des quelques sociétés de ce secteur, il n'a pas relevé de « préoccupations majeures ». Il a fait remarquer que le chiffre d'affaires de la profession s'élevait à environ 50 milliards de francs (1) pour l'année écoulée, contre 44 milliards de francs en 1981. Sur ce total, la part des livraisons à l'exportation est de l'ordre de 30 % et le chiffre d'affaires de la profession s'élevait à environ 50 milliards de francs (1) pour l'année écoulée, contre 44 milliards de francs en 1981.

La situation de la profession s'élevait à environ 50 milliards de francs (1) pour l'année écoulée, contre 44 milliards de francs en 1981. Sur ce total, la part des livraisons à l'exportation est de l'ordre de 30 % et le chiffre d'affaires de la profession s'élevait à environ 50 milliards de francs (1) pour l'année écoulée, contre 44 milliards de francs en 1981.

Il a également critiqué la « doctrine Rogers », selon laquelle les États-Unis imposent le développement de nouvelles catégories d'armes classiques. Il a estimé que cette doctrine pouvait recréer un piège en favorisant la « dissipation des plans de défense ».

Le général Méry a également critiqué le projet de réorganisation de l'armée de terre française, exposé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu. Il a estimé que ce projet était « une erreur de jugement ».

(1) Ces chiffres ne sont que des évaluations, les chiffres précis des activités de la profession ne devant être achevés que les prochaines semaines.

laire

manancier réédité

PETERSBURG

IMPRIMERIE

REDA

S MURS

RD nrf

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

EDITIONS DISQUES BGM

8, rue de Saint - 75006 Paris

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

EDITIONS DISQUES BGM

8, rue de Saint - 75006 Paris

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

EDITIONS DISQUES BGM

8, rue de Saint - 75006 Paris

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

EDITIONS DISQUES BGM

8, rue de Saint - 75006 Paris

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

EDITIONS DISQUES BGM

8, rue de Saint - 75006 Paris

23, rue de l'Estim, 91200. 75813 Paris. et l'œuvre.

CINÉMA

FILMS ET MUSIQUES DU MONDE

Un festival des genres

« Un **consuel** **arrivé** et **mis** **dans** la **vile**. **Tout** **phrases** **énigmatiques** **celles-ci**, **baigné** d'une lumière douce **quelle** **lumière** ! **irradiation** lumineuse **plutôt**, qui **sortir** **de** **terre**, **de** **l'ai**, **des** **plantes**, **de** **l'esprit** **des** **Fous** **Dieu**, **Bauls**, **chanteurs** **merchants** qui **parcourent** **les** **villages** **de** **Barcelone** **et** **de** **la** **musée**, **le** **film** **de** **Georges** **Lumaeu**, **Chant** **des** **fous**, **ne** **donne** **pas** **la** **signification** **secrète** **de** **la** **mystique** : **la** **Libération** **la** **jouissance** **une** **quête** **rituelle** **jaillonnée** **d'épreuves**. **Mais** **il** **fait** **voir** **un** **exemple**, **le** **monde** **du** **train**, **sur** **chargé** **avec** **la** **poussière**, **le** **mouvement**, **ce** **qui** **disparaît** **justement** **quand** **on** **le** **voit** **il** **est** **musiques** **traditionnelles** **et** **musiques** **modernes**.

À Radio France, il y a un peu plus d'un an (en juin 1981 précisément) que j'ai vu ces films de Dieu, *documentaire inoubliable, un des plus beaux* auxquels on ait pu accéder en ce domaine. La suite aurait dû être la même, par la grâce de Dieu, mais étranges événements ont fait que le film de Lounès ne parvint pas à passer sans ce qui se perd dans l'oubli d'une œuvre vide, sans ces images formidables que les images ont perdu. Il s'agit de films de temples, mais les temples (en ruine). Le cinéma — sur un écran — a été chargé de leur donner une forme, une image normale. Ce qui est fondamental pour les musiques traditionnelles.

Le département de la Seine-Saint-Denis présente, du 17 au 19 janvier, sous le titre "Premier jour d'été", une cinquantaine de projets artistiques et culturels simultanément : le Théâtre de l'Alliance et le Musée de l'Homme, le Théâtre de la Ville et le Département d'ethnobiologie de la Sorbonne se livrent, par exemple, à des ateliers de médiation.

UN ARTICLE DU « NEW YORK TIMES »

à partir du 18 janvier

STELES de Victor Segalen
mise en scène Edwinne Moatti
théâtre de la tempête cartouchère 328.35.36

L'ORCHESTRE PROVENCE-CÔTE-D'AZUR

Théâtre des Champs-Élysées • 17 janvier • 20 h 30
TACCHINO
 POULENC • MOZART • LISZT • CHOPIN

VIVE LES FEMMES!

DE **KEISER**
CLAUDE CONFORTES
AVEC
FICHÈRE BROUSSE
ROLAND GIRARD
PAULINE LAFONT
CÉCILE MAGNET
MICHEL MULLER
ET PAULINE RISCH

Realité

(COOPERATION COMITÉ CLAUDE CONFORTES, DÉPARTEMENT DE LA SAISON)

THEATRE FONTAINE RENÉ DUPUY
100, rue Fontaine 75003 PARIS - Tél. 874 74 40/874 82 34 At. véncies

■■■■ subventionné par le minist-
 re ■■■■ la culture), M. Mitterrand
 ■■■■ traité avec infiniment plus de
 respect que son ministre. Le prési-
 dent ■■■■ présenté comme un fin let-
 tré, qui relit Thomas Mann ■■■■
 l'avion qui l'amène à Athènes pour
 un voyage officiel. Cet éloge appa-
 rent n'est cependant pas dénué de
 malice. Les goûts esthétiques raf-
 finés de M. Mitterrand ■■■■ de pair
 avec ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■
 répond fort bien à ■■■■ tradition-
 nelle qu'ont ■■■■ Américains de la
 vieille Europe. ■■■■ un certain ■■■■
 ritanisme. C'est - par décret - que
 M. Mitterrand aurait jadis - imposé
 ■■■■ beauté - ■■■■ habitants - récalci-

ACTUELLEMENT

LE FILM
AUX 7 "CÉSARS"

PROVIDENCE

de ALAIN RESNAIS

COMMUNICATION

AVOIR

Taulards et matons

L'entretien est noir, silencieux : une serviette blanche plonge dans les nappes antaïques ; l'atmosphère est baryton, comme une voix, tendu comme un doigt sur une détente. On respire l'ennui, l'angoisse, à l'Institut pénitentiaire de Laval (Québec). Les vies sont en cage à l'écart du monde.

Une équipe de Radio-Québec a enquêté sur une prison d'une autre époque, que les autorités canadiennes envisagent de fermer dans les années à venir, et le « Nouveau Vendredi » de FR 3 nous offre ce reportage brut, saisissant, sans commentaires « off », en français québécois, heureusement sous-titré.

Parole donnée aux détenus, écho à eux, nécessaire, qui ne recrée rien de leur crime et qui le recompose sur le champ, c'est ce que nous propose « Faut pas nous prendre pour des oignons », réalisé par Bernard Tréheux. Ces hommes, pour la plupart jeunes et tatoués à

souhait, se racontent inlassablement, près d'une heure, intense, et la caméra fait le va-et-vient d'une tête à l'autre. Méthode simple du gros plan à l'antécédent : toujours efficace.

Passons sur la violence du langage, « si tu me regardes, je t'arrache la tête... ». Le traducteur semble buter sur des expressions locales, qu'on imagine particulièrement choies. Passons aussi sur le regard double de réprobation des détenus : avoir purgé une année de détention et en avoir encore trente devant soi... Examinons plutôt la description de l'univers carcéral, qui fait la valeur de ce reportage. Ce qui trappe, outre la vétusté du lieu, qui n'est pas sans rappeler la prison de Mettray, de Jean Genet, c'est le caractère hautement hiérarchisé de cette petite société en conflit latent, toujours prête à exploser.

D'un côté, les matons, qu'on ne voit pas, mais dont on

continue la présence ; de l'autre, les condamnés, classés selon la hiérarchie du crime. Ces deux catégories, qui entretiennent des rapports passionnés, ambiguës, sont reliées par le mouchard, cet agent invisible qu'on retrouve souvent la gorge tranchée. L'utilisation du mouchard, sans quoi la discipline pénitentiaire ne saurait être assurée, crée un climat de suspicion qu'alimentent aussi des rumeurs de transfert de détenus ou des fouilles aussi inattendues que brutales.

Ces reportages d'outre-Atlantique souffrent parfois d'une mise en scène trop subtile tendant à privilégier le sensationnel au détriment des faits. Ici, excepté une séquence sur un suicide qui a tout l'air d'une simulation, tout semble avoir la force du document, vrai, inamplifiable.

MARC GIANESINI.
« Le Nouveau Vendredi », 14 janvier, FR 3, 20 h 35.

A FRANCE-INTER

Le nouveau directeur de l'information veut redonner à la station « une image de liberté et d'indépendance »

Le nouveau directeur de l'information de Radio-France, M. André Chambraud, et son adjoint, M. Claude Sales, sont, depuis près de trois mois, à la tête de la rédaction de France-Inter. Après une période de prise de contact, pendant laquelle il a fallu aux deux transfuges de l'hebdomadaire *Le Point* se faire accepter par des équipes récentes, des changements sont apparus dans la manière de traiter l'information. Ces innovations sont-elles bien accueillies dans une rédaction que la baisse des auditeurs avait fait douter d'elle-même ? Il y a une remobilisation, nous a déclaré M. André Chambraud. Les journalistes retrouvent un peu d'optimisme.

Deux idées servent de toile de fond à cet effort de rénovation. D'une part, tenir compte de la spécificité de l'instrument radiophonique, de sa capacité de répondre avec rapidité à l'actualité. D'autre part, « redonner notre image et notre crédibilité politique », selon l'expression de M. Chambraud. Pour le directeur de l'information, France-Inter a été abandonnée par un certain nombre d'auditeurs qui n'ont pas apprécié l'accent très politique donné à l'information. « On ne nous a pas trouvés, ça était trop « gouvernemental ». Il estime en particulier que « la mission du service public est d'informer le plus honnêtement possible. Il faut donc nous faire image de liberté et d'indépendance ».

Première application de ces principes : les journaux du matin, dans la tranche horaire 6 heures-8 h 45, celle où la radio recueille la maximum d'audience. La nouvelle formule réintroduit la musique, orchestrée par Philippe Chiloni (*Le Monde* du 3 décembre 1982). « C'est un pari, l'auditeur se retrouve seul avec lui-même, sans le bla-bla habituel ». Un seul éditeur (Pierre Béranger, de *Libération*) commente les faits économiques à 7 h 25.

Une demi-heure plus tard, trois ou quatre échos « confidentiels » : une nouveauté à la radio, qui a toujours été de type d'information, à la presse écrite, est notamment aux hebdomadaires (*Le Point*). La semaine, les correspondants en province et à l'étranger, alimentent cette rubrique. A travers elle, le nouveau directeur de l'information veut aussi renverser une tendance du journalisme radio : aller

« Classé X », l'émission « ode », que Jean-Luc Hennig et Guy Hocquenghem animaient l'été 1982 sur Europe 1, les vendredis et samedis de 1 heure à 2 heures, maintenant d'être supprimée. Selon Philippe Gildas, directeur de l'antenne, « Classé X », d'abord une « émission-laboratoire », qui était « loin de faire l'unanimité ». La responsable d'Europe 1 a cependant indiqué que la station allait certainement reprendre une émission de ce type.

TOURNOI DES 5 NATIONS
RUGBY
Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983
2 890 F
Comprendre : Vcl aller-retour : idéal pour le week-end : assurance
APRÈS (S.E.T.)
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268.15.70

avantager l'information, ne pas se contenter d'être un relais des dépêches d'agences et des déclarations des personnalités publiques.

En outre, la station a lancé pendant le week-end un Inter-Hebdo qui se définit comme « un hebdomadaire radio réalisé sur quarante-huit heures ». Avec des informations, un magazine, etc.

Les municipales
L'indépendance de la rédaction de France-Inter, la nouvelle direction veut la prouver à travers des « opérations ». La première est commencée depuis le 10 janvier, sur le thème « enjeux et politiques ». La station a écrit ses quatre « grands » candidats de la dernière élection présidentielle pour leur demander le bilan financier de leur campagne : (MM. Mitterrand et Marchais ont déjà répondu favorablement...); elle

a fait de même avec les secrétaires généraux des grands partis politiques pour les finances de leurs organisations. Un débat entre ces derniers devrait marquer, le 24 janvier, la fin de cette enquête.

La deuxième opération se prépare avec les municipales. Du 25 janvier au 26 février, France-Inter comme Europe 1 (*Le Monde* daté 9-10 janvier), se déplacera dans plusieurs villes (nantes), où elle a fait réaliser par l'Institut IPSOS un sondage électoral. Pour chacune, la station livrera en outre une enquête réalisée sur place et un débat entre les maires et leurs challengers (à 19 h 15). Une sixième semaine sera consacrée au débat général entre les partis politiques, à l'échelon national.

(1) L'expérience des quatre éditeurs de « sensibilité » différente : MM. Coudon, Chénier, Jamet et de la Taille - a été abandonnée avec la nomination de M. Chambraud.

UN PROJET SANS CESSER RETARDÉ

La maison de la presse à Paris

Interrogé lors de l'émission « L'heure de vérité », M. Jack Lang, ministre de la culture, a répondu que le projet de création d'une Maison de la presse à Paris était, non pas enterré, mais inscrit désormais dans le projet plus vaste du Centre international de la communication. Pour sa part, le président de la République - récemment réélu à l'Association de la presse présidentielle - a manifesté l'intérêt qu'il portait à ce projet, sans toutefois préciser si le lieu, ni le délai (trois ou quatre ans ?) de sa réalisation, liés à la préparation de l'Exposition de 1989.

Si la Maison de la presse n'est pas tombée, comme on pouvait le craindre dans les querelles, le projet risque cependant de rester au congélateur un bon moment ! Il y a trois ans et demi que le gouvernement Barre a entrepris de faire étudier la réalisation d'un tel centre et décidé lors du conseil des ministres (le 14 août 1979) qu'il serait installé dans une aile du Grand Palais. En novembre 1979, M. Jean Gélamur, président-directeur général de Bayard-presses, était chargé d'une mission d'étude (1).

Après avoir procédé à une analyse comparative des principales expériences étrangères ainsi qu'à une très large consultation des instances professionnelles françaises sur leurs besoins, M. Gélamur et l'équipe dont il s'était entouré ont effectué une évaluation chiffrée des frais d'aménagement et d'équipement de la partie du Grand Palais à affecter à cette réalisation. La mission Gélamur a ainsi étudié et proposé des structures juridiques et institutionnelles lui apparaissant les mieux adaptées pour assurer l'indépendance et l'efficacité de l'établissement à créer, tant vis-à-vis de mécènes ayant des préoccupations mercantiles que vis-à-vis de l'Etat. M. Jean Gélamur remit son rapport le 30 juin 1980. Il appartenait au président de la République de se prononcer sur la suite à donner à ce rapport, mais M. Giscard d'Estaing ne fit pas connaître son sentiment et ne prit aucune décision avant son départ de l'Elysée.

On pouvait craindre que le nouveau gouvernement issu des élections de 1981 ne marque guère d'empressément à reprendre ce dossier. Mais très vite le ministre de la communication, M. Georges Fillard, prit position en faveur de sa réalisation au Grand Palais et proposa d'inscrire au budget de 1982 les crédits liés à une première tranche de travaux. Le premier ministre manifesta son accord, mais le ministre de la culture, M. Jack Lang, se déclara opposé à l'installation de la

Maison de la presse au Grand Palais, qu'il destinait dans son ensemble à des salons et à des expositions. Où pourra donc être aménagée la Maison de la presse ? Si elle est intégrée au Centre international de la communication, qui doit être réalisé à la Défense, la déception du millier de journalistes étrangers, résidents à Paris en qualité de correspondants de différents médias, rejoindra celle de leurs confrères français, car ce quartier est beaucoup trop excentré pour accueillir un lieu de rencontre d'accès facile.

Le président de la République a déclaré aux journalistes accrédités à l'Elysée qu'elle prendrait place parmi les réalisations de l'Exposition universelle dont la plupart seront édifiées près de la Seine. Il doit donc être possible, à défaut du Grand Palais, de retenir un site conforme aux vœux des futurs utilisateurs de la Maison de la presse. — C. D.

(1) Voir l'article consacré à ce dossier dans *Le Monde* du 21 novembre 1981.

« Les actions de l'Etat républicain (21 %) », dont la propriété est détenue par la Compagnie française de communication, la Grande chaudière lorraine et la République lorraine, ont fait l'objet, mardi 11 janvier, devant la chambre civile du tribunal de grande instance de Nancy, de six heures de plaidoiries et de débats. La déclaration du procureur, M. Muzier, a été brève : « Il s'agit de ne pas prononcer sur l'article 276 de la loi du 11 juillet 1966 (1), le délai de trente jours était préfixé. Il ne peut en aucun cas être interrompu ni suspendu. Les juges d'en tirer les conclusions qu'ils jugent appropriées. Le tribunal qui doit aussi se prononcer préalablement sur des exceptions d'incompétence, rendra son jugement le 8 février prochain. — (Corresp.)

(1) Cette loi considère l'agissement du conseil d'administration comme acquis après un délai de trente jours francs en l'absence d'opposition.

Jeudi 13 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Téléfilm : Les poneys sauvages. La chaleur d'Aden. Réal. : Mazyer, avec J. Y. Bessy, F. Mazza.
N° 4. La chaleur d'Aden : la révolte plébéienne contre les Anglais servira de toile de fond à ce quatrième épisode de cette série adaptée d'un roman de Michel Déon. Georges part en reportage sur les lieux accompagnés : Sarah.
22 h 05 Histoire des inventions : Inventer.
Emission de D. Costelle.
Des inventions étonnantes, de Voltaire à celles plus récentes de Thomas Edison, en passant par celles de Benjamin Franklin, un documentaire éblouissant sur les grandes découvertes, au vrai plaisir.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : M6

20 h 35 Magazine : Les enfants du rock. Avec M. Raymond Barre, ancien premier ministre.
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. A la recherche d'un chanteur disparu, Alain Bashung avec les comédiennes Pascale Portillou, Anne France Bodin, le groupe Bill Baxter. Spécial Laurie Anderson, etc.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Mosferratus, fantôme de la nuit. Film Allemand de W. Herzog (1978), avec K. Kinski, L. Adami, B. Genz, J. Dufillo, R. T. V. Lachmann, C. Bédies.

Attiré dans un château des Carpates, un jeune homme est mordu au cou par son hôte, un vampire. Celui-ci, part pour l'Allemagne, apportant une armée de rats et la peste. Il veut être aimé de la femme de sa victime. Hommage au *Nosferatu* de Murnau (1921), un film. N° 4. La chaleur d'Aden : la révolte plébéienne contre les Anglais servira de toile de fond à ce quatrième épisode de cette série adaptée d'un roman de Michel Déon. Georges part en reportage sur les lieux accompagnés : Sarah.

22 h 05 Histoire des inventions : Inventer. Emission de D. Costelle. Des inventions étonnantes, de Voltaire à celles plus récentes de Thomas Edison, en passant par celles de Benjamin Franklin, un documentaire éblouissant sur les grandes découvertes, au vrai plaisir.

FRANCE-CULTURE

19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : l'éthique médicale.
20 h. Nouveaux répertoires dramatiques : « Sonnets », d'A. Bovissini, avec P. Anna, Y. Arcanel, F. Bérangé.
21 h 30. Naïfs magiques : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Concert : (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) « Quatuor pour piano et cordes » de Copland et de Beethoven : « Trio » de Coudé et de Tansier, par le Trio à cordes de Paris : C. Frey, violon ; M. Michalakos, alto ; J. Grou, violoncelle ; W. Chodak, piano.
22 h 30. La nuit sur France-Musique : Musique de nuit. 23 h. Studio de recherche radiophonique : 5, Nocturnes.

Vendredi 14 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h Ils ont votre âge. Arnaud et Pierre.
Emission de C.N.P.D.
Comment des enfants souffrant d'un handicap visuel ont pu être intégrés en milieu scolaire normal.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
18 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 57 vous plait.
20 h 35 Variétés : Gilbert Bécaud.
Moultins : « cent mille volts » à la Bale James. La vedette, en chandail sur la grève d'un barrage empiété, parle de lui, de sa vie. Autour de lui, Martine St-Clair, chanteuse québécoise et Jacques Drapeau, danseur comédien.

21 h 40 Série : Marcel Sylvestre. De J.J. Tarbes, réal. S. Korber, avec C. Maurier, J.-P. Darmon, F. Bessy.
Deuxième épisode : Sylvester, de nouveau en chômage, tombe sur une curieuse petite annonce : s'agit-il d'un psychanalyste en quête d'un valet de chambre ou d'un valet de chambre cherchant un psychanalyste ?
22 h 40 Histoires naturelles : Pêche « au coup » en l'absence d'E. Lalou, L. Barthe et J.-P. Flourey.
22 h 30 h 30 grandes expositions : Fastin-Lato.
Réal. Jacques Plessis.
Célèbre pour ses portraits collectifs d'artistes et d'écrivains, Fastin a une fois de plus dans le clin des réalités. Mais c'est aussi un spécialiste des natures mortes et du « monde » de la musique.

23 h Journal et cinq jours en Bourse.
DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
10 h 30 ANTIOPE.
11 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h 50 Série : la vie des...
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Hawaii, police d'Etat.
16 h Repère : les jours de notre vie.
(A propos du cancer du sein. Emission diffusée le 12 à 22 h 10).
16 h Les étoiles de papier.
16 h 55 Intégrales.
Emission de S. Richard.
Musique-mémoire du Bengale : Le chant des fleurs, réalisation G. Lussan ou l'histoire et la vie des Bengalis, ces chanteurs errants qui parcourent les villages du Bengale chantant les chemins de l'amour. La mystique érotique comme voie libératrice.

17 h Récit A 2.
18 h 30 h 30 la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bourville.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilletton : L'épingle noire.
D'après le roman de D. Saint-Alban, réal. : J. Frydland. Avec C. Chambraud, P. Arditi, G. Desarthes, etc.
N° 5. Tout recommence : Damien, de retour en France, entend parler de la mort de Lorraine qui par un stratagème est devenue Stéphanie. Lot. Le « d'Etat de Napoléon III éclate... une fresque épique jouant avec le langage.
21 h 35 Apostrophes.
Magazine parlé de B. Frot.
Des femmes parlent de la sexualité. Avec F. (Sexualité féminine, Mido, érotisme), F. Huser (La maison du désir), S. Chavreau (Débauchade), S. Aufes (Des contes contre des femmes : l'excitation et l'infatigabilité), C. Bérin (La dernière Bonaparte).
22 h 55 Journal.
23 h 5 Cinéma : Dracula.
De T. Browning.
Film américain de T. Browning (1931), avec B. Lugosi, M. Manners, H. Chandler, D. Frye, E. van F. Dade (V.o. sous-titrée, N.).
Un aristocrate d'Europe centrale, qui est en réalité un vampire, réussit à se faire transporter en Angleterre où il sème la terreur. Un aventurier entre en lutte avec lui. C'est l'adaptation du roman de Bram Stoker (différent du *Nosferatu* fascinant de la nuit d'Herzog, puisé à la même source, FR 3, 13 janvier) apportant à l'âge d'or du cinéma fantastique américain. Dans une atmosphère

inquiétante, Bela Lugosi, que le rôle marqua à jamais, apparaît : un dandy vampire.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 France 3.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux de vingt heures.
21 h D'accord, d'accord (L.N.C.).
La réhabilitation thermique d'un immeuble.
22 h 35 h 30 nouveau vendredi : Faut pas nous prendre pour des oignons.
Réalisation R. Tétrault.
Un reportage de Radio-Québec sur des prisonniers du pénitencier de Laval St-Sauveur-de-Paul (Québec) : « Les prisonniers parlent de leur vie, etc. » un document frappant sur l'univers carcéral.
21 h 30 Téléfilm : Toile de fond.
De D. van Cussen, réal. B. Kart, avec F. Pennoire, J. Chénier, P. Castagné.
Un minuscule silicose, un minuscule un Savoie, se découvre un attachement au grand Nord... grâce à la peinture.
22 h 30 Journal.
23 h Prélude à la nuit.
Plainte et la Sicilienne de F. Couperin le Grand par Reine Flachot, au violon.

FRANCE-CULTURE

7 h Matinales : Norvège marais bleu et or noir.
8 h Les hommes de la connaissance : les sorciers et leur sabbat à 8 h 32, le Proche-Orient arabe.
8 h 50, au musée.
9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h Le tango et la marge : les Ours avec A. Caprice.
11 h 2, Musique : Suite sans esprit de suite, narrée et découverte : Pour clore l'année Stravinsky (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, Agnès.
12 h 45, Passions.
14 h, Sons : Mexico.
14 h 5, Un livre, le lien le plus obscur de M. Sufi.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire.
18 h 30, Faut-il : les bonnes femmes à dix-huitième siècle.
19 h, Actualité magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne la navette spatiale.
20 h, Relecture : Charles Du Bos par H. Juin avec J. Mouton, R. Didier, M. Pignat et M. Drouin.
21 h 30, Black and blue : Dapout, go home ?
22 h 30, Naïfs magiques : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Haydn, Nin-Camel, J.S. Bach, Dussak, Prokofiev.
7 h, Le Bonhomme 8-9.
9 h 5, Le traité des musiciens : J. P. Rameau : œuvres de Pimodet. Montclair, d'Angleterre, Fracobaldi.
12 h, Equivalences : œuvres de Liszt.
12 h 35, Jazz « N » vous plaît.
13 h, (en direct du studio 119) œuvres d'Orléans, Gervaise, Païse, Marshall, Wheatley, J.S. Bach, F. Borghesi, Desportes, Franco, Poulenc, Lécroix, Hart, Franco Corelli, Joplin.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille l'autre : Discoblique R.D.A. : œuvres de Telemann, Pfitzner, J. Brahms, Haydn, Mozart.
17 h 5, L'histoire de la musique : œuvres de Maynard, Ward, Johnson, Danyel, Holborne.
18 h 30, Studio-Comet : (en direct du Studio 106) œuvres de Janquin, Bertrand, Milano, Lejeune, des Prés, Marjory, Janquin.
19 h, Le clavier bien rythmé.
20 h, Concert : (en direct de Baden-Baden) « Concerto pour clavier et orchestre en ré majeur » de Haydn ; « Symphonie n° 9 » de Bruckner, par l'orchestre symphonique Südwestfunk, dir. K. Kort ; E. Ludowicz, soliste.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : les mots de Française Xenakis, 23 h 5, écran, 0 h 5, musiques traditionnelles.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 13 JANVIER

— Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., participe au journal d'Antenne 2, 20 heures.
— M. Raymond Barre, premier ministre, l'invité l'émission « L'heure de vérité » Antenne 2, à 20 h 30.

SPORTS

« Limoges, sa porcelaine et son basket »

Correspondance

Limoges. — Le Cercle Saint-Pierre de Limoges a battu les Italiens du Banco di Roma par 87 à 80, mercredi 12 janvier, en quart de finale de la Coupe Korać. L'équipe dirigée par André Buffière, qui avait gagné la coupe d'Europe en 1982, éprouvera tout de suite les difficultés à se qualifier dans sa poule si elle n'obtient pas un succès à l'extérieur. A la mi-temps, les Limousins comptaient dix-neuf points d'avance, leur parcours en coupe fut d'une moins forte intensité. Sept mille spectateurs assistèrent à la rencontre au palais des sports archaïque, preuve de l'attachement de la ville à son club.

Match de corps ? Cela fait au moins dix ans que les Limousins se disputent le titre de champion de France. Il s'agit d'un inter-banques. Le Cercle Saint-Pierre, qui fait partie du Banco di Roma, et si le club n'est pas à l'extérieur, M. Xavier Popelier, président d'un club qui du bénéfice, il frotte les mains sur la coque du palais des sports à l'heure du trop-plein de spectateurs qu'éprouve le public pour son équipe.

« Je rêve », disait-il, d'une première mi-temps flamboyante, ce commentant jovial, alors plus blanc que la plus blanche des laines qu'il vend au centre de la ville. Jean-Michel Senegal, Ed Murphy, leurs coéquipiers venaient d'effiler les poids lourds italiens qui n'avaient comment jouer des coudes dans la « raquette » malgré les coups de génie de leur meneur, l'Américain Wright, de Samy Davis junior doué de double vue pour percevoir les espaces. En un tour de main, le sommet atteint la ligne de crête européenne, où le Cercle Saint-Pierre depuis trop d'années pour ne pas apprécier ce grand moment.

Après l'impressionnisme des béatitudes de la fin, la rencontre fut bue à bien des égards. Le jeu des Limousins progressa, et leur avenir sur les planchers s'annonce serein, malgré le départ à la retraite du manager André Buffière fin de saison. D'autre part, le courant qui passe sur la scène des grands se maintient à un si haut voltage qu'on demande à la majorité de ne pas maintenant devenir d'instinct poètes, après avoir en temps fait de précurseurs des poètes du basket-spectacle national. Composé prati-

quement pour moitié de femmes (« une défaite en famille », fait remarquer M. Popelier), le public semble adulte aujourd'hui pour passer les baraganes d'un M. Loyal s'époumonnant un micro et fondre de plaisir, insultant l'adversaire.

Cette bruyante convivialité n'est pas sans facettes. La « fête » du Cercle Saint-Pierre, en rappelant ses origines cordiales, est devenue un phare pour le basket français. L'unité des dirigeants, forgée dans l'anonymat des championnats d'envergure mineure, explique sans doute la digestion en souplesse des succès de l'année dernière. La solidarité peut aussi parfois avoir plus rien de catholique et prendre des formes intéressées, comme dans l'affaire placée par une grande surface durant l'été : « Limoges, sa porcelaine et son basket ».

La solidarité se manifeste aussi dans l'appui marqué de diverses formes de pouvoir, dont de la presse régionale, extrêmement mobilisée. Les succès des Limousins, la couleur des maillots, « Allez les Verts ! », comme celle de mercredi, rapprochent inamoviblement les Limousins de la grande époque des footballeurs stéphanois. D'ailleurs, l'écrasement du château de Limoges n'a pas laissé de marbre M. Popelier, bien qu'il émette les grosses idées de comparaison entre les deux sports : « Nous sommes bien que la réussite n'est pas éternelle. Mais si nous devons décliner, ce sera lentement, parce que nous avons un vrai capital, c'est-à-dire une patience et une stabilité ».

Histoire de prolonger cette stabilité sur le champ de jeu, le Cercle Saint-Pierre a ouvert en septembre un centre de formation au sein duquel il a pris totalement en charge (hébergement, études, argent de poche) sept jeunes joueurs de seize et dix-sept ans. Le coût de l'opération s'élève à 1 000 F, soit 9 % du budget du club. « Pour moi, l'équipe de Limoges n'est pas destinée à disparaître », dit-il, « elle est destinée à évoluer ».

LIBERT TARAGO.

*Tous les résultats sont publiés dans le journal « Le Monde ».

*Ordonner par Ricc 107-97

*Tous les résultats sont publiés dans le journal « Le Monde ».

Tempêtes sur le rallye Paris-Alger-Dakar

Agadès (Niger), (A.F.P.). — Vent, vent de déroute pour les bœufs concurrents, et peut-être pour les hommes. Ce jeudi 13 janvier, pour protester contre les conditions de l'étape-marathon, de 2 300 kilomètres (Agadès à Khorhogo (Côte d'Ivoire)) : le rallye Paris-Alger-Dakar a pris dans les tempêtes.

Alors que la nuit tombait sur Agadès, mercredi, trois douzaines de véhicules seulement avaient touché au port sur les 100 km du matin de Dakar pour la traversée du Ténéré. Cette « Transat », longue de 617 kilomètres, a fait exploser le peloton.

Il y a ceux qui ont réussi à traverser leur chemin dans un vent qui limitait la visibilité à quelques dizaines de mètres : Marc Joineau (Suzuki), vainqueur de l'étape, Hubert Auriol (B.M.W.), toujours premier au classement général, Drobek (Honda), Kirkpatrick, Baou et Olivier (Yamaha) chez les « autos », les « Mercedes », qui garde sa première place, mais avec des problèmes de suspension, Trossel (Lada), Sarrazin (Range-Rover), Lartigue (Range-Rover), etc.

Il y a ceux qui sont sortis de la piste et ont payé cher, Michel Mirel (Yamaha), déjà victime d'un arrachement des ligaments d'un genou, a subi d'une précédente chute transporté à Agadès avec une fracture du bras et un crâne.

Il y a aussi ceux qui ont dû passer la nuit dans le désert. Parmi eux, un jeune Jassaud (Mercedes), qui pendant plusieurs heures en compagnie

(Range-Rover), Debussy (Mitsubishi), victime d'un incendie, et les frères Marreau, qui ont dû fuir, ont subi d'incendies sur leur Renault.

Après l'appel, Thierry Sabine, l'organisateur, devait, jeudi, lancer des avions de reconnaissance et des appels radios à des voitures de médiateurs ou de contrôleurs restées sur la piste. Mais la pluie, l'obscurité, le vent, la troupe, décimée, ont repris la route sans un mot de contact. Les véhicules plus copieux, indiqués à l'étape-marathon Agadès-Niaméy-Léon-Khorhogo. Un périple de 2 300 kilomètres à travers les pistes sinueuses du Ténéré, du Niger, de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

Après l'appel, Thierry Sabine, l'organisateur, devait, jeudi, lancer des avions de reconnaissance et des appels radios à des voitures de médiateurs ou de contrôleurs restées sur la piste. Mais la pluie, l'obscurité, le vent, la troupe, décimée, ont repris la route sans un mot de contact. Les véhicules plus copieux, indiqués à l'étape-marathon Agadès-Niaméy-Léon-Khorhogo. Un périple de 2 300 kilomètres à travers les pistes sinueuses du Ténéré, du Niger, de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

Après l'appel, Thierry Sabine, l'organisateur, devait, jeudi, lancer des avions de reconnaissance et des appels radios à des voitures de médiateurs ou de contrôleurs restées sur la piste. Mais la pluie, l'obscurité, le vent, la troupe, décimée, ont repris la route sans un mot de contact. Les véhicules plus copieux, indiqués à l'étape-marathon Agadès-Niaméy-Léon-Khorhogo. Un périple de 2 300 kilomètres à travers les pistes sinueuses du Ténéré, du Niger, de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

Après l'appel, Thierry Sabine, l'organisateur, devait, jeudi, lancer des avions de reconnaissance et des appels radios à des voitures de médiateurs ou de contrôleurs restées sur la piste. Mais la pluie, l'obscurité, le vent, la troupe, décimée, ont repris la route sans un mot de contact. Les véhicules plus copieux, indiqués à l'étape-marathon Agadès-Niaméy-Léon-Khorhogo. Un périple de 2 300 kilomètres à travers les pistes sinueuses du Ténéré, du Niger, de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

Après l'appel, Thierry Sabine, l'organisateur, devait, jeudi, lancer des avions de reconnaissance et des appels radios à des voitures de médiateurs ou de contrôleurs restées sur la piste. Mais la pluie, l'obscurité, le vent, la troupe, décimée, ont repris la route sans un mot de contact. Les véhicules plus copieux, indiqués à l'étape-marathon Agadès-Niaméy-Léon-Khorhogo. Un périple de 2 300 kilomètres à travers les pistes sinueuses du Ténéré, du Niger, de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

Après l'appel, Thierry Sabine, l'organisateur, devait, jeudi, lancer des avions de reconnaissance et des appels radios à des voitures de médiateurs ou de contrôleurs restées sur la piste. Mais la pluie, l'obscurité, le vent, la troupe, décimée, ont repris la route sans un mot de contact. Les véhicules plus copieux, indiqués à l'étape-marathon Agadès-Niaméy-Léon-Khorhogo. Un périple de 2 300 kilomètres à travers les pistes sinueuses du Ténéré, du Niger, de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3363

1 2 3 4 5 6 7 8 9

1. Offrir une... (10 lettres)
2. Terme dans un... (10 lettres)
3. Synonyme de... (10 lettres)
4. Synonyme de... (10 lettres)
5. Synonyme de... (10 lettres)
6. Synonyme de... (10 lettres)
7. Synonyme de... (10 lettres)
8. Synonyme de... (10 lettres)
9. Synonyme de... (10 lettres)

HORIZONTALEMENT

1. Offrir une... (10 lettres)
2. Terme dans un... (10 lettres)
3. Synonyme de... (10 lettres)
4. Synonyme de... (10 lettres)
5. Synonyme de... (10 lettres)
6. Synonyme de... (10 lettres)
7. Synonyme de... (10 lettres)
8. Synonyme de... (10 lettres)
9. Synonyme de... (10 lettres)

VERTICALEMENT

1. Reste fidèle à... (10 lettres)
2. Terme dans un... (10 lettres)
3. Synonyme de... (10 lettres)
4. Synonyme de... (10 lettres)
5. Synonyme de... (10 lettres)
6. Synonyme de... (10 lettres)
7. Synonyme de... (10 lettres)
8. Synonyme de... (10 lettres)
9. Synonyme de... (10 lettres)

Solution du problème n° 3362

Horizontalement
1. Adversité. — 2. Nourriture. — 3. Tasse. — 4. Elève. — 5. El. — 6. Corail. — 7. El. — 8. El. — 9. El. — 10. El. — 11. El. — 12. El. — 13. El. — 14. El. — 15. El. — 16. El. — 17. El. — 18. El. — 19. El. — 20. El. — 21. El. — 22. El. — 23. El. — 24. El. — 25. El. — 26. El. — 27. El. — 28. El. — 29. El. — 30. El. — 31. El. — 32. El. — 33. El. — 34. El. — 35. El. — 36. El. — 37. El. — 38. El. — 39. El. — 40. El. — 41. El. — 42. El. — 43. El. — 44. El. — 45. El. — 46. El. — 47. El. — 48. El. — 49. El. — 50. El. — 51. El. — 52. El. — 53. El. — 54. El. — 55. El. — 56. El. — 57. El. — 58. El. — 59. El. — 60. El. — 61. El. — 62. El. — 63. El. — 64. El. — 65. El. — 66. El. — 67. El. — 68. El. — 69. El. — 70. El. — 71. El. — 72. El. — 73. El. — 74. El. — 75. El. — 76. El. — 77. El. — 78. El. — 79. El. — 80. El. — 81. El. — 82. El. — 83. El. — 84. El. — 85. El. — 86. El. — 87. El. — 88. El. — 89. El. — 90. El. — 91. El. — 92. El. — 93. El. — 94. El. — 95. El. — 96. El. — 97. El. — 98. El. — 99. El. — 100. El.

VERTICALEMENT

1. Américain. — 2. Douleur. — 3. Viser. — 4. El. — 5. Vils. — 6. Réver. — 7. St. — 8. St. — 9. St. — 10. St. — 11. St. — 12. St. — 13. St. — 14. St. — 15. St. — 16. St. — 17. St. — 18. St. — 19. St. — 20. St. — 21. St. — 22. St. — 23. St. — 24. St. — 25. St. — 26. St. — 27. St. — 28. St. — 29. St. — 30. St. — 31. St. — 32. St. — 33. St. — 34. St. — 35. St. — 36. St. — 37. St. — 38. St. — 39. St. — 40. St. — 41. St. — 42. St. — 43. St. — 44. St. — 45. St. — 46. St. — 47. St. — 48. St. — 49. St. — 50. St. — 51. St. — 52. St. — 53. St. — 54. St. — 55. St. — 56. St. — 57. St. — 58. St. — 59. St. — 60. St. — 61. St. — 62. St. — 63. St. — 64. St. — 65. St. — 66. St. — 67. St. — 68. St. — 69. St. — 70. St. — 71. St. — 72. St. — 73. St. — 74. St. — 75. St. — 76. St. — 77. St. — 78. St. — 79. St. — 80. St. — 81. St. — 82. St. — 83. St. — 84. St. — 85. St. — 86. St. — 87. St. — 88. St. — 89. St. — 90. St. — 91. St. — 92. St. — 93. St. — 94. St. — 95. St. — 96. St. — 97. St. — 98. St. — 99. St. — 100. St.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Publié par le Journal officiel du 13 janvier.

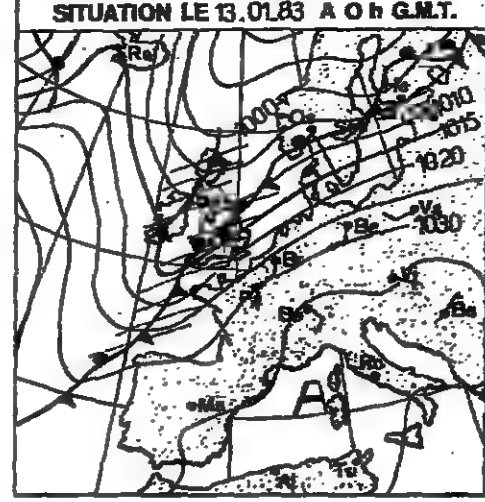
DES DÉCRETS

Portant création du groupe de sécurité de la présidence de la République ;
Portant nomination, affectations et admissions par anticipation dans le cadre des officiers généraux (active et réserve).

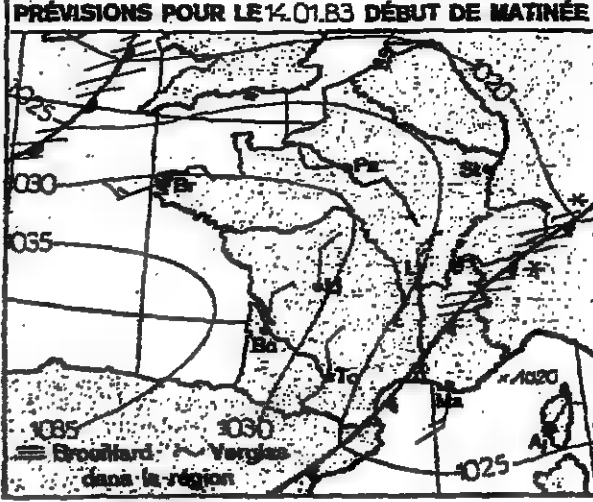
UN ARRÊTÉ

Relatif au programme d'implantation des unités de l'Agence nationale pour l'emploi.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 13.01.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14.01.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 13 à 0 heure et le vendredi 14 janvier à minuit.

A l'arrivée du front froid qui traverse la France d'ouest en est, un front de perturbation se déplace du nord-ouest vers le sud-est.

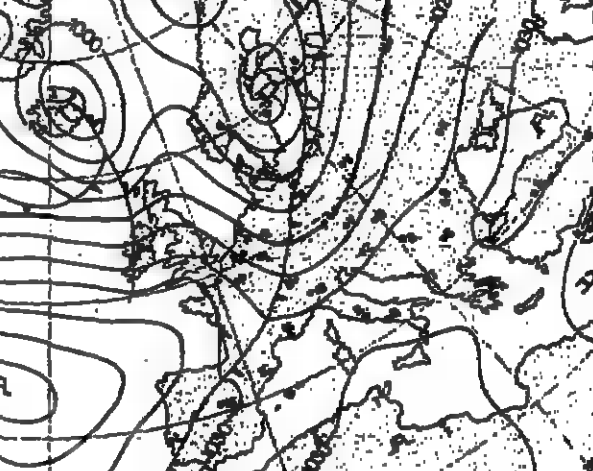
Vendredi, sous l'influence de plusieurs fronts (neige au-dessus de 1200/1500 mètres) s'étend le matin des Pyrénées Orientales aux Alpes (faible activité près de la Méditerranée). A l'arrière de cette zone, qui s'éloignera vers le Sud-Est, c'est un temps frais et mouillé qui prédominera avec quelques faibles gelées dans l'intérieur ; quelques averses résiduelles de neige sur les Pyrénées, les Alpes et la Massif Central pourront être observées au-dessus de 800 mètres. La nouvelle zone faiblement pluvieuse qui abordera dans la matinée les régions du nord-ouest s'étendra dans la journée à la moitié nord du pays. Elle sera accompagnée de vents d'ouest-nord-ouest modérés. Vent de nord modéré l'après-midi dans la vallée du Rhône. Les températures maximales s'élèveront à 11° du nord au sud.

Le pression atmosphérique redonne au niveau de la mer 1013 hPa le 13 janvier à 7 heures, de 1022,4 millibars, soit 766,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 janvier ; le second le minimum de la nuit du 13 au 14 janvier) : Ajaccio, 13 et 2 degrés ; Biarritz, 12 et 4 ; Bordeaux, 10 et 2 ; Bourges, 3 et -1 ; Brét, 11 et 7 ; Caen, 8 et 3 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 8 et -3 ; Dijon, 2 et 0 ; Grenoble, 7 et 1 ; Lille, 7 et 3 ; Lyon, 10 et 4 ; Marseille, 12 et 10 ; Nancy, 4 et 0 ; Nantes, 8 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 4 ; Paris-Le Bourget, 7 et 2 ; Pau, 12 et 0 ; Perpignan, 10 et 0 ; Rennes, 8 et 5 ; Strasbourg, 4 et -2 ; Tours, 4 et 0 ; Toulouse, 11 et 0 ; Valence-Pierre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 0 degré ; Amsterdam, 7 et 4 ; Athènes, 13 et 6 ; Berlin, 7 et 4 ; Bonn, 6 et 0 ; Bruxelles, 7 et 2 ;

PRÉVISIONS POUR LE 14 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 14 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

et -3 ; Dijon, 2 et 0 ; Grenoble, 7 et 1 ; Lille, 7 et 3 ; Lyon, 10 et 4 ; Marseille, 12 et 10 ; Nancy, 4 et 0 ; Nantes, 8 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 4 ; Paris-Le Bourget, 7 et 2 ; Pau, 12 et 0 ; Perpignan, 10 et 0 ; Rennes, 8 et 5 ; Strasbourg, 4 et -2 ; Tours, 4 et 0 ; Toulouse, 11 et 0 ; Valence-Pierre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 0 degré ; Amsterdam, 7 et 4 ; Athènes, 13 et 6 ; Berlin, 7 et 4 ; Bonn, 6 et 0 ; Bruxelles, 7 et 2 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 15 JANVIER

« Sur les pas de M. de Sévigné », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M. Bouquet des Chaux.

« Grands portraits romains et gothiques présentés aux jeunes », 14 h 30, Musée M. Léonard.

« Le musée de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. L. L.

« Le Moyen Age », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« Les Jacobins », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard La Tour-Maubourg, M. Brunel.

« Le monde de la Bible », 15 h 30, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

« La Genèse », 15 heures, 15, rue de la Harpe, M. L. L.

LA MAISON

Panorama des tissus

Le Monde

économie

LOGEMENT

M. Roger Quilliot espère la mise en chantier de 370 000 logements en 1983

Seules les exportations et les opérations d'amélioration de l'habitat peuvent apporter quelque optimisme au bâtiment en 1983, selon M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, en présentant au conseil de la presse, mardi 11 janvier.

En effet, le nombre des logements mis en chantier en 1982 n'aura guère été que de trois cent quarante-cinq mille, le ministre n'espère plus, en 1983, atteindre les quatre cent cinquante mille logements qu'il avait envisagés pour 1982, mais se contenterait de trois cent cinquante mille logements, si toutefois le financement privé reprend son activité. L'amélioration de l'habitat et,

singulièrement, les travaux pour économies d'énergie ont, en revanche, compensé en partie les décalages de la construction. Selon M. Quilliot, trois cent cinquante mille logements améliorés en 1982 ont été consacrés au gros entretien des logements, ce qui représente 33,5 % du chiffre d'affaires du bâtiment réalisé dans le logement.

En matière d'exportations le chiffre d'affaires du B.T.P. devrait avoisiner 11 milliards de francs en 1982, 12 milliards de francs en 1981, et la France reste le troisième exportateur mondial, après les États-Unis et la Corée du Sud.

AFFAIRES

La publicité a connu en 1982 une « année exceptionnelle » avec une croissance de 17 %

L'année 1982 a été bonne pour la publicité : les investissements publicitaires ont atteint, en effet, 27 milliards de francs, soit une progression de 17 % par rapport à 1981. M. Touati, vice-président de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP), qui a rendu public, mercredi 12 janvier, l'enquête annuelle sur le marché publicitaire français, s'agit même d'une année assez exceptionnelle, comparable à 1979 (effets de la libération des tarifs).

Ce « rattrapage » spectaculaire n'a pas bénéficié de la façon à tous les médias. La télévision a été la part du lion, avec une croissance de 29,5 %

(contre 17 % l'année précédente) ; le radio (+ 11 %) et la publicité extérieure (+ 17 %) sont de la moyenne. En revanche, la presse continue de perdre du terrain (+ 1,5 % d'augmentation des recettes) et le radio a subi une « relative médiocratie » (+ 10,5 %). La part de la télévision a augmenté de 10,5 %, la presse de 1,5 %, le radio de 1,5 %, la publicité extérieure de 17 %, la radio de 11 %, le cinéma de 1,5 %.

AU PREMIER SEMESTRE 1982 Les pertes de Boussac-Saint Frères ont été de 458 millions de francs

Le comité central d'entreprise (C.C.E.) de la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.), convoqué en session extraordinaire, devait se réunir ce jeudi 13 janvier à Wambrechies, près de Lille (Nord) pour donner son avis sur le projet de budget d'investissement de la firme pour 1983. Quelques jours plus tard, le 24 janvier, le conseil d'administration de la société sera appelé à adopter définitivement ce projet. Le montant de ce budget est de 377 millions de francs et les deux tiers seulement de ses sources de financement sont connues pour le moment (le Monde daté 12-13 décembre 1982).

La direction de la firme devrait être officiellement présentée ce jeudi aux représentants du personnel. Les directeurs généraux adjoints ne sont plus que cinq au 15 septembre.

M. Jean-Marie Lepargneur, le nouveau directeur général, a pris officiellement ses fonctions le 15 janvier, mais, à partir de la mi-novembre, un accord avec la

ciété D.M.C. qu'il vient de quitter, M. Lepargneur a commencé à travailler le temps partiel dans la C.B.S.F. Au C.C.E. il est aussi présent pour le premier semestre 1982. M. Albert Chassagnon, le commentateur, il mettra ainsi comme un point final à la tâche de syndic qui lui avait confié le tribunal de commerce de Lille, en juillet 1981, lors de la mise en règlement judiciaire de Boussac-Saint Frères. Depuis le 15 juillet, en effet, c'est la C.B.S.F. qui a repris en location-gérance le fonds de commerce de B.S.F. Selon M. Chassagnon, au cours des premiers mois de 1982, le montant des pertes a été de 458 millions de francs qui étaient provisionnés notamment pour couvrir le coût d'opérations de restructuration. Pendant la même période, 48 millions de francs ont été investis.

Pour la période plus récente, les résultats ne sont pas connus. Et on ne se hasarde pas non plus à présenter des objectifs pour les mois à venir, publiquement du moins.

Faudra-t-il attendre que soient arrêtés les objectifs commerciaux de la C.B.S.F. puis, à partir de ceux-ci, les possibilités industrielles de la compagnie ? Les premiers devraient être connus au printemps, les seconds à la veille de l'été au plus tard en octobre prochain. C'est à un moment difficile devant la rédaction duquel on peut reculer. Car, compte tenu de la situation de la firme, de la toute relative qualité de son outil industriel (bien vétuste) et aussi de la conjoncture générale, l'avenir apparaît plutôt sombre pour la compagnie. Pour être alors, pour elle, de repartir, il faut la libération de la C.B.S.F. emploie 12 000 personnes contre près de vingt mille il y a dix-huit mois. Or, selon les résultats non publiés d'une expertise faite à la demande des pouvoirs publics du 15 mai 1981, pour réduire la barre de la firme, il faudrait supprimer un poste de travail sur deux.

Enfin, lors de la réunion du C.C.E. de ce jeudi, la direction, en un effort de faire la « main aux salariés », devait annoncer le départ ou la mutation de postes de plusieurs cadres. Ces cadres, dit-on, seraient encore trop nombreux par les habitudes professionnelles des mois - des salariés propriétaires. M. Antoine Willet, qui supervise toujours le département ingénierie, « l'un des rares qui soit rentable », pourrait être écarté. Cette décision de renouveler une partie du personnel d'encadrement de la firme est demandée avec insistance par les représentants du personnel.

Des difficultés ont opposé au cours de l'été dernier (le Monde daté 9 septembre 1982) l'Institut de développement industriel (IDI), actionnaire principal de la compagnie au nouveau directeur, M. Jean-Marie Lepargneur. M. Georges Jolles, le directeur général, venu quelques semaines auparavant du groupe Biedermann, qu'il a regagné, M. Jolles était, dit-on, l'« homme » de l'IDI. Celle-ci, pour silencieuse qu'elle soit, reste vigilante.

Dans cette querelle, les syndicats ouvriers ont une position de neutralité. Aujourd'hui, ils sont satisfaits que M. Mayer a sa position. Il a su s'entourer, disent-ils. Mais eux aussi restent attentifs à l'attente de pouvoir juger sur pièces.

ALPHONSE THIÉRIER.

Le C.G.I.P. a pris 27,5 % du capital de CAP Gemini Sogefi. Le Crédit lyonnais, le groupe Drouot et la Lyonnaise des dépôts cèdent leurs parts. Le président Serge Leprieux a été remplacé par M. Jean-Pierre Bouysse, ancien président du groupe Thomson, a été nommé président du Comité français de la chambre de commerce internationale, remplaçant de M. Jean Vilgrain, décédé.

Trois cent-cinquante délégués représentant une soixantaine de nations se réuniront à Paris du 21 au 23 juin, lors de la conférence annuelle de la chambre, dont le thème portera sur : « La concurrence internationale dans les années 80 ».

BRUNO DETHOMAS.

ÉNERGIE

UN RAPPORT SUR LES COMMANDES D'E.D.F.

Les groupes Empain-Schneider et C.G.E. se partagent près de 40 % du marché

Demandé par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale le 11 juin 1979 la commission de la concurrence - demande renouvelée le 9 septembre 1981 toujours par l'ancienne majorité - une étude sur les commandes des entreprises du secteur de l'énergie a été remise il y a déjà quelque temps à M. Auzart, président de cette commission et député (P.C.) du Nord.

Chargée de constituer, avec un rapport déjà remis sur les commandes dans l'électronique, un élément de réflexion pour l'instauration éventuelle d'une commission des commandes publiques, cette étude a été limitée par son rapporteur au cas d'E.D.F. « L'ampleur exceptionnelle des investissements de l'établissement dans les années récentes, la puissance

économique et industrielle qui lui confère la mise au point de notre programme énergétique, l'ambiguïté sous-jacente du partage des responsabilités entre l'établissement, le ministère de l'Industrie et les entreprises les plus puissantes du domaine de l'équipement électrique justifient ce choix », affirme le rapporteur, M. Jarry. Pourrait l'étude des commandes d'E.D.F. « de strict point de vue de la concurrence » voit son intérêt atténué par le fait que toute la politique suivie depuis dix ans a été pour les pouvoirs publics à regrouper, fusionner, de telle sorte qu'il n'y a plus sur le marché de monopoles ou de quasi-monopoles pour les éléments les plus importants des réacteurs.

Les commandes d'E.D.F. se sont élevées à 23,9 milliards de francs en 1979 et à 35,1 milliards en 1980. Sur ce total, la part des deux premiers fournisseurs de l'entreprise - Framatome et Alsthom Atlantique - a atteint 33 % en 1979 et 30 % en 1980. Encore ne s'agit-il que des seules sociétés. On parle en fait de groupes, la part de la C.G.E. et d'Empain-Schneider atteint 45,27 % en 1979 et 38,35 % en 1980. Certes, le rapport, la restructuration de la commission des commandes de matériel électrique et électro-mécanique qui a accompagné la mise en œuvre du programme nucléaire a contribué, pour un nombreux matériels, à réduire le nombre des fournisseurs potentiels au national. Il n'est cependant, d'une part, que la compétition des entreprises françaises n'est pas toujours recherchée par l'établissement lorsqu'elle est concevable et, d'autre part, que le recours à l'appel d'offres international reste exceptionnel.

« Le calcul économique, souligne ce rapport, laisse à penser que le passage des centrales 900 MW à 1 300 MW permettrait une réduction du coût de production de l'ordre de 5 à 7 %. En fait, ce coût est supérieur de l'ordre de 10 %. Le résultat semble être, pour une partie substantielle, la disparition de la concurrence dans le domaine des principaux équipements des centrales nucléaires. »

En 1982

LA FRANCE A PRODUIT 18,38 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON

La France a produit 18,38 millions de tonnes de charbon en 1982, soit une baisse de l'ordre de 1 % par rapport à 1981 (20,18 millions de tonnes). Les Houillères du bassin de Lorraine (H.B.L.) ont produit plus de la moitié (55,10 %) de l'extraction nationale, soit 10,134 millions de tonnes. En 1972, sur une production nationale de 32,7 millions de tonnes, les Houillères du bassin de Lorraine en extraient un tiers.

Le rendement par mineur s'est dégradé (- 6,7 %) passant de 5 537 kg en 1981 à 5 299 kg en 1982.

La Fondation du futur organisée, vendredi 14 janvier, à 15 h 30, à l'Assemblée nationale (101), sur le thème : « Les nouvelles dimensions du XXI^e siècle, les défis du troisième millénaire », sera présidée par M. M. Fournat, Laités, Lesourne, François-Poncet, Rémond et Sauvy notamment.

Concurrence et politique industrielle

Le marché de l'équipement nucléaire n'est pas concurrentiel en France. C'est le résultat d'une politique délibérée des pouvoirs publics depuis 1974. Ce rapport mesure les inconvénients d'une telle situation. Encore sera-t-il attribué à la concurrence de concurrence la baisse des coûts des réacteurs de 1300 mégawatts par rapport à ceux de 900 mégawatts. Opposés à la maintenance de la série des 900 mégawatts, les moins coûteux.

Les rapports rédigés à la demande du ministère de l'Industrie - notamment un rapport de M. La Gènerie - ont prouvé que celui-ci, qui est plus en puissance, les constructeurs français ne se voient pas imposer par les ingénieurs d'E.D.F. Sans cesse attribué à un niveau de déséconomisation, le maintien de la série des 900 mégawatts est moins coûteux.

Les rapports rédigés à la demande du ministère de l'Industrie - notamment un rapport de M. La Gènerie - ont prouvé que celui-ci, qui est plus en puissance, les constructeurs français ne se voient pas imposer par les ingénieurs d'E.D.F. Sans cesse attribué à un niveau de déséconomisation, le maintien de la série des 900 mégawatts est moins coûteux.

Quant à la suggestion maintes fois répétée de recourir plus souvent à l'appel d'offres publics internationaux - assez tentante pour qu'E.D.F. à une époque ait menacé de passer commande à K.W.U. - elle est pleine de risques. Ne verra-t-on pas des sociétés étrangères faire des prix d'appel pour obtenir la référence E.D.F. à l'exportation et concurrencer alors les entreprises françaises sur les marchés étrangers ? Au moment où l'on parle de reconquête du marché intérieur, les conclusions de ce rapport sont pour le moins divergentes de la politique officielle. Sa publication ne peut être neutre alors qu'E.D.F. a annoncé plus de 8 milliards de francs de pertes en 1982 et qu'une mission d'inspection des finances est actuellement entre ses murs pour s'interroger sur un endettement de 140 milliards de francs et passer la gestion d'E.D.F. au peigne fin, à la demande de M. Hervé.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente Palais Justice CRÉTEIL, Jeudi 27 Janvier 1983, 9 h 30
APPEL D'OFFRE 41^{er} SAINT-MAURICE (94) Étage
28, av. de LATTRE-DE-TASSIGNY, entr., 2 pces, cuis., av. coin douche, w.c.
LOUE 400 F
par mois, est. 10 C M. P. : 100.000 F S'adresser

M^{re} COPPER ROYER Paris (17^e), 1, rue G.-Berger, Tél. : 780-11.03. DOMAINE, 215 (2^e ét.)
11, rue Tronchet, Tél. 266-91-40, poste 815, pr vis. s/pl. le 22 janvier de 11 à 12 h.

Vente Palais de Justice de PARIS, le jeudi 14 janvier 1983 à 14 h
APPEL D'OFFRE à PARIS (18^e)
7 bis, rue D...
PARAISSANT LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX : 250.000 F
S'adresser M^{re} de SARIAC, avocat à PARIS, 70, avenue
Tél. : 720-82-38.

Vente s/vente immobilière au Pal. de Just. d'Évry
rue des Mazères
le mardi 25 janvier 1983 à 14 h
UN APPARTEMENT
avec cave et parking, au 1^{er} étage
33, rue J. Reclat
RIS-ORANGIS (91)
Mise à Prix : 50 000 F.
Coss. indisp. pour enchérir
Rapp. : M^{re} TRUXILLO et AKOUN
avis au : Évry (91) 4, bd de l'Europe,
01-77-33-33 - Au Greffe : T.G.I.
d'Évry.

Vente au Pal. de Justice de Créteil
le jeudi 20 janvier 1983 à 14 h
IMMEUBLE à VITRY S/SEINE (94)
107, rue de...
TERRAIN - HANGAR à usage d'entrepôt
UN ATELIER ACCESSOIRE, UNE COUR
enclosurée Section : C2 134
Mise à Prix : 60 000 F.
S'adresser pour renseignements : M^{re} CLAUDE
LE LAY 27, rue Lucien
Français - VITRY-SUR-SEINE,
sur place pour visiter.

VENTE sur conversion de l'immobilier en zone industrielle au Palais de Justice à NANTERRE, Mercredi 26 JANVIER 1983, à 14 h
EN DOUZE LOTS
1^{er} au 10^e lot : UN EMPLACEMENT DE GARAGE au s/sol
11^e lot : UN APPARTEMENT et 2 BOUTIQUES au r.-d.-c.
12^e lot : DEUX APPARTEMENTS au 1^{er} étage
44 - 44 bis, rue Carnot à SURESNES (92)
et 6, rue de NANTERRE
Mises à Prix : 1^{er} au 11^e lot inclus : 12.000 F chag. 11^e lot : 1.100.000 F, 12^e lot : 500.000 F.
Total des mises à prix : 1.720.000 F
S'adr. : M^{re} GASTINEAU, Tél. 260-46-79. Ts. les jours, 9 h - 19 h, Pyram.
Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, Versailles et sur les lieux pour vis. le sam. de 14 à 15 h. M^{re} MARRÉ, tél. 772-00-34. Les lundis et jeudis de 11 à 12 h.
M^{re} BARBIER, 6, rue Berthelot, Suresnes, tél. 506-29-23.

VILLE DE PARIS - A.D.I. Chambre Interdép. - Palais de Justice de PARIS
le MARDI 25 JANVIER 1983, à 14 h 30
UN APPARTEMENT - 74 m² - LIBRE
108, BD SUCHET - PARIS (16^e)
au 1^{er} étage gauche, entrée, séjour double, 1 chambre, s. de bus, cuisine, w.c.,
dégarde, C.A.V.E.
MISE A PRIX : 568.000 F
Consignation pour enchérir : 100 000 F. La M. P. par chèque certifié.
BONNEL, notaire, 79, bd Malesherbes, PARIS (8^e). Tél. : 720-82-38.

Vente sur l'immobilier au Palais de Justice à NANTERRE
le MERCREDI 2 FÉVRIER 1983 à 14 h
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT de 6 pièces
principales au 3^e étage du bâtiment F - UNE CAVE
DEUX CHAMBRES au rez-de-chaussée
2 EMPLACEMENTS DE VOITURES
dans un immeuble à
MEUDON (Hauts-de-Seine)
3, rue du Bel-Air (ancienne villa Jeanne-d'Arc)
Mise à Prix : 800.000 F
S'adresser pour tous renseignements :
M^{re} Michèle TROUFLAUT, av. à PARIS (5^e), 1, pl. Saint-... 329-99-10
Au Greffe des Criées à NANTERRE, où copie l'enchère est déposée.
Sur place pour visiter.

AGRICULTURE MONNAIES

LES ÉTATS-UN EXPORTENT LEUR CRISE

(Suite de la première page.)

Dans un vigoureux pamphlet contre la politique agricole commune (PAC), le département américain de l'Agriculture donne quelques chiffres en conclusion de son étude (1).

Entre 1976 et 1980, le déficit de la balance extérieure de l'agriculture européenne est passé de 17,8 à 19,8 milliards de dollars, tandis que le solde positif des exportations agricoles américaines croissait de 11,5 à 23,4 milliards de dollars, soit un doublement.

La première fois que j'ai rencontré le ministre américain de l'Agriculture, il m'a déclaré que son agriculture était plus efficace que la nôtre, elle produisait aussi à meilleur compte et que les Européens n'avaient qu'à s'en remettre aux États-Unis pour les nourrir et nourrir le monde.

Produits moins chers outre-Atlantique ? C'est exact pour les céréales, tel le maïs, mais le prix garanti du lait américain est supérieur au prix communautaire aujourd'hui encore. Si les Américains poursuivaient leur propre logique, ils vendraient leurs céréales aux Européens qui les transformeraient en lait, renvoyé aux États-Unis sous forme de beurre et de fromage.

Or les États-Unis sont dans ce domaine l'un des pays les plus protectionnistes au monde et se retranchent derrière un arsenal de quotas et d'obstacles non tarifaires pour empêcher l'entrée des produits laitiers sur leur territoire. Le fait que, par son importance, le lobby laitier vienne en deuxième position après celui des professions médicales, n'est sans doute pas étranger à cette contradiction.

La loi de la jungle

Face à ces attaques, la Communauté a proposé des accords à long terme pour stabiliser les marchés mondiaux, accords qui permettent d'offrir essentiellement aux producteurs un prix raisonnable et aux consommateurs un approvisionnement régulier. De tels arrangements sont possibles. La C.E.E. et la Nouvelle-Zélande ont réussi à remonter le marché mondial des produits laitiers et à le stabiliser. Hélas, devant l'accumulation des stocks, l'administration Reagan a bradé, à l'automne 1981, 100 000 tonnes de beurre sur le marché mondial, ce qui a entraîné son effondrement.

Le libéralisme de l'administration américaine ne conçoit que la loi du marché. Dans la réalité, cela s'appelle la loi de la jungle. Car ce système d'accords à long terme est vigoureusement combattu par exemple par le cartel des cinq, cinq sociétés céréalières américaines qui fixent à Chicago le cours mondial des céréales.

L'offensive américaine contre la PAC a connu son maximum d'intensité lors de la réunion ministérielle du G.A.T.T. en novembre dernier, offensive que la fermeté de M. a permis de repousser. La France et les autres États membres de la C.E.E. ont alors fait preuve de responsabilité politique en refusant de laisser s'envenimer une querelle entre alliés qui serait néfaste à une politique où une harmonie est plus que jamais nécessaire. Nous avons préféré examiner les problèmes en recherchant calmement et avec réalisme les moyens de désamorcer cette querelle.

Après que M. Schulz, le secrétaire d'État américain fut, venu à Bruxelles le mois dernier, une délégation de la Commission dirigée par M. Claude Villain se trouve actuellement aux États-Unis. M. Reagan a montré ce qu'il pensait de cette attitude apaisante en reprenant à son compte les attaques engagées contre la PAC et en annonçant un programme de soutien massif à l'agriculture américaine par le biais notamment de subventions à l'exportation. La sanction électorale dans les bastions ruraux du parti républicain dicte-t-elle cette politique inquiétante ?

Il est en définitive regrettable et dommageable de constater que, sans régler leurs problèmes internes, les États-Unis exportent désormais leur crise.

EDITH CRESSON.

(1) Foreign Agriculture - U.S.D.A., mars 1982.

L'ÉTAT OFFRE DES EMPLOIS STABLES
bien rémunérés avec ou sans diplômes H et F. Demandez une doc. gratuite sur la revue spécialisée **FRANCE-CARRIÈRES (VN)**
B.P. 402-09 PARIS

RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES DU COSTA-RICA ET DE L'ÉQUATEUR

Réunis au sein du Club de Paris, les pays créanciers du Costa-Rica (États-Unis, R.F.A., France, Royaume-Uni, Japon, Italie, Suède, Espagne, Autriche, Mexique) ont accordé ce pays un rééchelonnement important de sa dette extérieure garantie venant à échéance entre le 1^{er} juillet 1982 et le 31 décembre 1983. Le communiqué précise que le remboursement sera effectué sur une période de neuf ans comportant une période de grâce de quatre ans. Aucune indication n'est donnée sur le montant, mais on suppose que l'accord porte sur une certaine somme de millions de dollars. La dette totale du pays est estimée à 4 milliards de dollars.

D'autre part, le gouvernement de Quito a annoncé qu'un groupe, représentant les deux cents banques créancières, a donné son accord de principe pour le rééchelonnement, sur une période de sept ans (avec une période de grâce de deux ans) des dettes de l'Équateur. L'accord porterait sur environ 1,7 milliard de dollars, soit le quart de la dette totale de ce pays.

Réunion à Paris du groupe des Dix les 17 et 18 février L'Arabie Saoudite prêtera au F.M.I. au moins 4,4 milliards de dollars

Le groupe des Dix (États-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon) se réunira à Paris, lundi 17 janvier, à l'échelon des suppléants (hauts fonctionnaires), et mardi 18, à l'échelon des ministres des finances. Les discussions porteront sur le relèvement des quotas du Fonds monétaire et sur l'augmentation des ressources mises, sous conditions, à la disposition de cette institution par le groupe des Dix plus la Suisse, et, éventuellement, l'Arabie Saoudite, dans le cadre des accords généraux d'emprunts. Les réunions de Paris devraient préparer la session du comité intermédiaire du Fonds monétaire qui doit se tenir à Washington, très probablement les 9 et 10, soit les 10 et 11 février.

Le nouveau président du comité intermédiaire, Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, et M. Jacques de La Rosière, directeur général du F.M.I., ont récemment fait une visite à Riyad où leurs entretiens ont notamment porté sur l'importance de la contribution saoudienne. L'Arabie Saoudite serait disposée à prêter au Fonds monétaire une troisième tranche de 4 milliards de

dollars (environ 4,4 milliards de dollars) s'ajoutant aux deux tranches de même montant chacune prêtées, en 1981 et en 1982, pour une période de sept ans. La question de savoir si une contribution supplémentaire serait faite n'est pas encore, semble-t-il, tranchée.

Reste à déterminer la répartition des fonds avancés par Riyad. La plus grande partie serait prête directement au Fonds monétaire, et une autre le serait dans le cadre des accords généraux d'emprunts. Déjà, la Suisse, qui ne fait pas partie du groupe des Dix, participe régulièrement à la mise en œuvre de ces accords. De même, l'Arabie Saoudite serait appelée à jouer un rôle de prêteur, parallèlement à celui des Dix (sans disposer pour autant, semble-t-il, d'un droit de vote).

Signalons, d'autre part, que l'Arabie Saoudite vient de mettre 100 millions de dollars à la disposition de la Société financière internationale (S.F.I.) pour lui permettre d'accroître son concours au tiers-monde sous forme de prises de participation au capital de sociétés.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Burlington Northern prendra le contrôle de la compagnie pétrolière El Paso. Un accord est intervenu entre les deux groupes après plusieurs semaines de luttes et le lancement par Burlington Northern d'une offre publique d'achat. Selon l'accord conclu, Burlington Northern, conglomérat spécialisé dans les chemins de fer, retirera sa première offre publique et en proposera une nouvelle, portant sur 21 millions d'actions et non plus sur 251 millions, la différence étant obtenue auprès de El Paso elle-même, sa participation totale devant atteindre 51 %.

Cessation d'activités à Motte-Dewavrin. Les établissements Motte-Dewavrin, usine textile spécialisée dans le fil et la bonneterie à Roncq, dans la banlieue de Tourcoing, a bien annoncé la cessation de ses activités. Trois cent vingt-cinq emplois sont donc supprimés. Les établissements Motte-Dewavrin avaient déposé leur bilan le 10 décembre dernier à la suite de difficultés financières. Ils avaient aussi subi les conséquences d'une restructuration opérée au sein de la société mère, les établissements Motte, installés à Mouscron, en Belgique. Des aides importantes obtenues des pouvoirs publics n'ont pas permis, dans les derniers mois, de rétablir la situation. La CODEFI avait accordé un prêt de 2 millions de francs et le FIDES, un autre prêt participatif de 5 millions. (Corresp.)

Un nouveau P.D.G. aux usines Chausson. M. Marcel Carlier, cinquante-quatre ans, directeur général industriel de Renault-Véhicule industriel, va succéder à M. Paul de Buyer-Mimeure, cinquante-sept ans, comme P.D.G. des usines Chausson. Ce dernier vient de renoncer pour des raisons de convenances personnelles à ses fonctions. Filiale à 70 % de Renault et de Peugeot, Chausson, dont le chiffre d'affaires a été de 5,25 milliards de francs en 1981, a perdu au cours de cet exercice 197 millions de francs. Les résultats pour 1982 seront au moins aussi mauvais.

Chômage technique à la Société métallurgique de Normandie. 200 millions de francs de pertes brutes en 1982, une conjoncture économique particulièrement défavorable, la Société métallurgique de Normandie, 5 500 salariés, n'échappera pas en 1983 au chômage tech-

nique. La direction vient d'annoncer qu'à partir du 1^{er} février il y aura, selon les nécessités opérationnelles, un chômage partiel de six heures par semaine en moyenne selon diverses formules et horaires. Pour le personnel travaillant à la chaîne principale notamment, il s'agira d'un arrêt de deux semaines consécutives. Cette mesure trouvera sa première application du 7 au 20 février. (Corresp.)

Social

M. Maurice Pagat et le Syndicat des chômeurs seront reçus à l'Hôtel Matignon. Au dix-neuvième jour de sa grève de la faim, M. Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, a été invité, comme il le demandait, à l'Hôtel Matignon par le premier ministre. Deux rencontres sont prévues : la première au niveau des experts, pour le 13 janvier ; la seconde pour le 18 janvier.

Pour permettre à ces rencontres de se dérouler en toute sérénité, M. Pagat a décidé de suspendre sa grève de la faim. Le Syndicat des chômeurs prendra, à l'issue des négociations et en fonction des résultats obtenus, la décision d'arrêter définitivement la grève de la faim ou de la poursuivre avec le concours de nouveaux volontaires, notamment en province.

Saint-Gobain : deux ministres installent le comité de groupe. Le ministre du travail et le ministre de la recherche ont installé mercredi 12 janvier à Paris le comité de groupe Saint-Gobain : une structure nouvelle, issue des lois Auroux sur les droits nouveaux des travailleurs. Le comité de groupe, selon la loi du 28 octobre 1982, reçoit des informations sur l'activité, la situation financière et l'évolution de l'emploi dans le groupe et dans chacune des entreprises qui le composent. Dans le cadre de Saint-Gobain, soixante-cinq entreprises sont prises en compte, soit plus de soixante mille salariés. La première séance du comité a été consacrée à l'examen du projet de contrat de plan entre l'Etat et Saint-Gobain.

Composé de vingt-cinq membres du personnel (15 C.G.T., 5 C.F.D.T., 3 C.G.C. et 2 F.O.), le comité de groupe est présidé par le P.-D.G., en l'occurrence M. Roger Faureux. En outre, les représentants des cinq organisations syndicales (les quatre précédentes et la C.F.T.C.) assistent aux réunions.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-UL	64315 64340	+ 195 + 230	+ 398 + 430	+ 1120 + 1240
DM	54315 54340	+ 75 + 125	+ 190 + 245	+ 645 + 770
Yen (100)	29810 29850	+ 140 + 170	+ 275 + 315	+ 860 + 935
DM	23340 23365	+ 170 + 190	+ 325 + 355	+ 990 + 1055
DM	25695 25715	+ 155 + 175	+ 310 + 335	+ 985 + 1010
ES (100)	144155 144330	- 275 - 80	- 535 - 270	- 1150 - 665
ES	34530 34575	+ 300 + 330	+ 590 + 610	+ 1610 + 1685
L (1 000)	49400 49450	- 440 - 320	- 840 - 695	- 2425 - 2285
E (100)	104630 104735	+ 30 + 125	+ 95 + 215	+ 480 + 720

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-UL	DM	Yen	DM	DM	ES	ES	L	E	E
	8 7/8	5 3/16	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
SE-UL	8 7/8	5 3/16	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
DM	5 3/16	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Yen	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
DM	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
ES	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
L	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
E	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
E	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8

Ces courants prisés sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Industrie

M.B. Video Co produira des magnétoscopes en Allemagne dès le 25 janvier. Cette filiale de l'Allgemeine Bosch et du Japonais Matsushita, qui détient 65 % du capital, produira trente mille magnétoscopes du type V.H.S. par an, distribués par Braun, filiale de Bosch et directement par Matsushita.

La production d'acier en France a été de 18,4 millions de tonnes en 1982, en baisse de 13,4 % par rapport à 1981, a annoncé la Chambre syndicale de la sidérurgie. La production de fonte brute a subi, pour sa part, une baisse de 12,9 % à 15 millions de tonnes.

Etranger

Autriche

Le taux de chômage moyen en Autriche en 1982 a été de 3,67 % en 1982, a annoncé, mardi 11 janvier, le ministre des affaires sociales. A la fin du mois de décembre, cent cinq mille trois cent quarante-six personnes se trouvaient sans emploi.

BELGIQUE

Le nombre de chômeurs complets indemnisés est passé en Belgique de 473 663 fin novembre à 483 989 au 31 décembre 1982, soit une augmentation de 2,2 % (+ 10 296) et 11,6 % de la population active. La région flamande a été particulièrement touchée, avec 6 427 chômeurs en plus, tandis qu'en Wallonie 2 903 travailleurs ont perdu leur emploi. Le nombre de chômeurs bruxellois s'est accru de 996 personnes. Parmi le nombre total de chômeurs indemnisés, 25 % sont des femmes, 32 % des jeunes et 43 % des hommes. (A.F.P.)

ESPAGNE

Les réserves en devises et en or de la Banque d'Espagne ont baissé de 4 172 millions de dollars en un an, revenant à 15 224 à 11 052 millions de dollars de décembre 1981 à décembre 1982. Cette forte chute est due à l'évolution négative de la balance commerciale pendant le premier semestre 1982 et à la spéculation sur la peseta avant sa dévaluation en décembre dernier, affirmé-on officiellement. La situation s'est un peu améliorée depuis avec un important reflux de dollars acquis précédemment à des fins spéculatives. (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

Vers une baisse des investissements en 1983. Les chefs d'entreprises américains prévoient de réduire encore leurs dépenses d'investissement au cours de l'année 1983. Selon le département du commerce, cette réduction, de 5,2 % en termes réels par rapport aux dépenses d'investissement de 1982, fait suite à une baisse de 4,8 % en 1982. Auparavant, depuis 1975, l'investissement avait été en progression aux États-Unis. Les chefs d'entreprises prévoient que les dépenses d'investissement s'élèveront, en 1983, à 315,7 milliards de dollars. Le sous-secrétaire au commerce, M. Robert Dederick, a affirmé que ces prévisions « n'excluent pas qu'il se produise un retournement de tendance dans la seconde moitié de l'année ». (A.F.P.)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° P 3310

La Compagnie des Phosphates de Gafsa lance un appel d'offres pour l'aménagement d'un bâtiment de stockage des caisses à carottes à Metlaoui comprenant :

- UN BATIMENT COUVERT A PIGNON BARDES, DESTINE A ABRIER UN ENSEMBLE DE RAYONNAGE METALLIQUE.
- UN ENSEMBLE DE RAYONNAGES EN CHARPENTE METALLIQUE DESTINES AU CLASSEMENT DES CAISSES A CAROTTES DES DIFFERENTS ECHANTILLONS PROVENANT DES SONDAGES.
- UN MOYEN ADEQUAT POUR MANUTENTIONNER CES CAISSES RELATIVEMENT PESANTES (150 KG).
- UN ORGANE DE DETECTION INCENDIE AVEC SIGNAL D'ALARME.

Les fournisseurs intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges de l'appel d'offres dès la parution de cet avis contre le paiement de la somme de cinquante dinars (50 D 000), auprès du service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 5, rue du Royaume de l'Arabie Saoudite, à Tunis.

Les offres rédigées en langue française et établies en 6 exemplaires doivent être adressées sous pli scellé au nom de Monsieur le Directeur des achats de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 Metlaoui (Tunisie).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention ci-après : - SOUMISSION POUR L'AMENAGEMENT D'UN BATIMENT DE STOCKAGE DES CAROTTES A METLAOUI N° P.3310. NE PAS OUVRIR AVANT LE 1^{er} MARS 1983.

L'ouverture des plis sera publique et aura lieu à 9 h à la direction des achats à Metlaoui. Toute offre parvenant par telex ou après cette date ne sera pas prise en considération.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

COLMAR, le 7 janvier 1983.

AUTOROUTE A-35 - STRASBOURG-BALE

Section BARTENHEIM - Frontière suisse

Publication de l'étude d'impact

AVIS

Le préfet, commissaire de la République du département du Haut-Rhin, communique :

L'étude d'impact de la section d'autoroute A-35 BARTENHEIM-Frontière suisse a été approuvée par arrêté ministériel du 31 août 1982.

Conformément au décret n° 77-141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par la direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin (État - Ministère des transports) comporte une étude d'impact.

Pendant trois semaines, à dater du 24 janvier 1983, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- A la préfecture du Haut-Rhin : du lundi au vendredi de 8 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 h 30.

- A la sous-préfecture de Mulhouse : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 heures à 16 heures.

- A la mairie de Bartenheim : du lundi au jeudi de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 18 heures, le vendredi de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 17 heures.

- A la mairie de Bloisheim : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 15 h 30 à 17 h 30.

- A la mairie de Hésingue : du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures et de 16 heures à 18 heures.

- A la mairie de Saint-Louis : du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

Pour le préfet, commissaire de la République, et par délégation, le secrétaire général : Gustave MEGE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERSÉLECTION FRANCE

Société d'investissement à capital variable SICAV

L'assemblée générale ordinaire qui s'est réunie le 11 janvier 1983 sous la présidence de M. François Thibaut a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1982. Rappelons que la SICAV s'est engagée depuis le 1^{er} septembre 1978 à détenir 60 % au moins d'actions françaises pour faire bénéficier ses actionnaires des possibilités de détaxation fiscales offertes par la loi Monory et le Compte d'Épargne Actions (C.E.A.).

An cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 178,47 F à 192,05 F soit une hausse de 7,6 % à rapprocher de la légère baisse de 0,6 % subie par l'indice C.A.C. de la Bourse de Paris pour la même période ; en ajoutant le dividende net par action versé en janvier 1982, le gain pour l'actionnaire ressort alors à 14,1 %. Le total des dividendes nets par action s'élève à 2 194,9 millions de francs à 3 043,6 millions de francs au cours de l'exercice.

Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice distribuable de 228,9 millions permettant la mise en paiement d'un dividende net de 14,44 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,22 F soit un revenu global de 16,66 F (en progression de 14 % sur celui de l'exercice précédent) qui, sur la base de la valeur liquidative...

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, 26, rue Vernier, 75008 Paris, fait savoir que la garantie confiée depuis le 1^{er} juillet 1982 par la Compagnie Les Assurances du Crédit à la Compagnie pour le compte de la Société SERICOM, 1, avenue de la Clémence, 21, de Fontenay-sous-Bois, 94033 Aragon Cedex, dans le cadre de l'article L. 124-8 du Code du Travail, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. - Obligations 8,50 % 1977

Les intérêts courus du 17 janvier 1982 au 16 janvier 1983 seront payables à partir du 17 janvier 1983 à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal contre détachement du coupon n° 11 après avoir retenu à la source le montant d'un impôt forfaitaire de 4,25 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 6,37 F soit un net de 31,88 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptes de trésorerie (trésorerie générale, caisses des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrière, Paris-15^e, aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après :

Banque Nationale de Paris, Crédit lyonnais, Société Générale, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de Suez et de l'Union des Mines, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Caisse Centrale des Banques de France, Société Générale Alsacienne de Banque, Banque de l'Indochine.

Il sera rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse Nationale des Télécommunications.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 janvier

Marché étalé

Repli des cours de l'or
Après sa récente flambée qui lui a permis d'atteindre le niveau des 500 dollars l'once la veille, le cours de l'or est un peu retombé mercredi matin.

A Londres, l'once s'est négociée à 483 dollars (490,50 dollars mardi midi), alors que le lingot de 1 kg et le sapinolaux faisaient prudemment marcher à Paris. A 730 F, le « journal » perd 20 F en vingt-quatre heures, tandis que le lingot cède 530 F, à 102 600 F.

Du côté des actions, le marché est très étalé, mais « avec un bon fond » selon l'expression d'un spécialiste.

Les valeurs de crédit sont parmi les titres les mieux orientés : Comptoir des entrepreneurs (+2,5 % après une hausse supérieure à 6 % la veille), C.F.R. (+2,5 %) et Cadelem (+2,2 %). Révision-Vie, Printrams, Saunier, UTA et C.F.D.E. gagnent de 2 % à 4 % tandis que Pochain gagne 8 %.

A l'inverse, Saurat chute lourdement (-11 %) tandis que Saunier-Duval, Maruik, Navale Dunkerque, Sommer-Albert et Fecan perdent 4 à 6 %.

L'indice instantané, lui, évolue à 0,5 % de part et d'autre de la barre d'équilibre.

De son côté, la société Via-Banque a informé la Chambre syndicale des Agents de change qu'à la suite d'achats opérés en Bourse de Paris la participation détenue par la compagnie Abellie Paix-Vie dans le capital de la société Cadelem (inscrite à la cote officielle) a franchi le seuil réglementaire de 10 %.

Par ailleurs, la Compagnie financière de développement des entreprises (C.F.D.E.), qui fait partie du groupe Empain-Schneider, vient de franchir le seuil de 30 % en ce qui concerne sa participation dans la société SFIE-Batignolles à la suite de reclassements internes au sein du groupe.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EMPAIN-SCHNEIDER. - La Compagnie financière de développement des entreprises (C.F.D.E.), société holding du groupe Empain-Schneider, vient de porter à plus de 30 % sa participation dans Sybio-Batignolles, dont elle devient ainsi le principal actionnaire. Dans les milieux financiers, on estime que la C.F.D.E. possède à présent près de 34 % (contre 18,41 % précédemment) de cette entreprise de travaux publics dont le capital reste détenu, comme avant, par le groupe Empain-Schneider à hauteur de 67 % à travers diverses sociétés du groupe.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 1981 = 100)
11 jan. 12 jan.
Valeurs françaises 102,1 102,1
C.F. des AGENTS DE CHANGE
(base 1981 = 100)
11 jan. 12 jan.
Indice général 101,6 101,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Régulé par le 12 janvier 1983
12 jan. 13 jan.
COURS DU DOLLAR A TOKYO
12 jan. 13 jan.
1 dollar (en yen) 231 229,16

NEW-YORK

A portée des 1 100

A portée de la main. - De l'avis de tous, il s'en est fallu de peu que l'indice Dow Jones ne franchisse la barre des 1 100 points, pour rester à ce niveau au cours de cette séance de mercredi, marquée par de fortes hausses initiales.
A 14 h 30, en effet, le baromètre numéro 1 de Wall Street se situait à 1 100,77, en hausse de 16,28 points sur la veille, mais, visiblement, de nombreux opérateurs attendaient un signal pour procéder ensuite à des prises de bénéfices. « Les chiffres ronds déclenchent toujours une excitation », faisait valoir un familier du « Big Board », en remarquant que la hausse initiale du marché s'était accompagnée de la hausse de l'indice Dow Jones à 1 100,77, le niveau des 1 100 points, de son côté, le niveau des 1 100 points, la cote reflétait ultérieurement, et le Dow Jones devait conclure la séance sur s'établir à 1 083,61, les hausses l'ayant emporté sur les replis.

Les valeurs-volatiles continuent à figurer en tête des titres les plus activement traités, tels A.T.T., I.B.M., Mobil Oil, Exxon et, une fois de plus, l'and, venus s'ajouter au groupe des « grands ». Il s'agit d'un élément sain pour le marché, font valoir les boursiers new-yorkais, ajoutant que la nouvelle fermeté des valeurs américaines doit donner à l'opérateur chaque jour plus nettement affirmé, d'une prochaine reprise économique, après une période de récession récente de la baisse du taux de base bancaire.

VALEURS	Cours de 11 jan.	Cours de 12 jan.
Alcoa	34 1/4	33 3/8
A.T.T.	111 1/2	112 1/2
A.T.T. (A)	111 1/2	112 1/2
Am. Express	111 1/2	112 1/2
Am. Int'l. Corp.	111 1/2	112 1/2
Am. Oil Field	111 1/2	112 1/2
Am. Petroleum	111 1/2	112 1/2
Am. Tobacco	111 1/2	112 1/2
Am. Water	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Steel	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2
Am. Lead	111 1/2	112 1/2
Am. Zinc	111 1/2	112 1/2
Am. Copper	111 1/2	112 1/2
Am. Nickel	111 1/2	112 1/2
Am. Silver	111 1/2	112 1/2
Am. Gold	111 1/2	112 1/2
Am. Platinum	111 1/2	112 1/2
Am. Palladium	111 1/2	112 1/2
Am. Rhodium	111 1/2	112 1/2
Am. Iridium	111 1/2	112 1/2
Am. Osmium	111 1/2	112 1/2
Am. Selenium	111 1/2	112 1/2
Am. Tellurium	111 1/2	112 1/2
Am. Vanadium	111 1/2	112 1/2
Am. Zirconium	111 1/2	112 1/2
Am. Niobium	111 1/2	112 1/2
Am. Manganese	111 1/2	112 1/2
Am. Chromium	111 1/2	112 1/2
Am. Cobalt	111 1/2	112 1/2
Am. Molybdenum	111 1/2	112 1/2
Am. Bismuth	111 1/2	112 1/2
Am. Antimony	111 1/2	112 1/2
Am. Arsenic	111 1/2	112 1/2
Am. Cadmium	111 1/2	112 1/2
Am. Tin	111 1/2	112 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. DES DÉPARTEMENTS A L'HOPITAL - « Se voir être patient », par le professeur Bernard Piquet; « Le risque des constructions en trompe-l'œil », par le docteur Pierre Galois et M. Daniel Cayzac; « Les moyens », par le professeur Jean-Philippe Denenne; « Comme aux plus beaux jours de la Terreur », par le professeur Michel Armet.
- ÉTRANGER**
3. DIPLOMATIE - La controverse sur les euro-missiles.
4. EUROPE - U.R.S.S. : la mort de Nicolas Podgorny.
5. ASIE - 5. PROCHE-ORIENT - M. Arafat est reçu par M. Andropov à Moscou.
5. AMÉRIQUES - Le voyage de M. Chirac aux États-Unis.
6. AFRIQUE - L'opposition togolaise en France accuse M. Eyadéma d'avoir « monté de toutes pièces » un complot.
- POLITIQUE**
7. La préparation des élections municipales.
- 8-9. « La Nouvelle-Calédonie à l'heure du choix » (III), de notre envoyé spécial Patrice de Beer.
9. M. Barre invité d'Antenne 2.
- SOCIÉTÉ**
10. Les objectifs de conscience entre deux statuts.
11. JUSTICE : la déconfiture de l'empire Schlumpf.
12. ÉDUCATION - DÉFENSE.
13. SPORTS : Limoges, sa porcelaine et son basket.
- LE MONDE DES LIVRES**
14. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Scénariste ou écrivain ? Le fascisme et la France.
15. LA VIE LITTÉRAIRE.
16. AUTOBIOGRAPHIE : Échanger les mots comme des secrets d'enfant; le Testament de la fille morte.
17. 16. ESSAIS : Nietzsche et le psychanalyste; Hannah Arendt et les démons du totalitarisme.
18. LETTRES ÉTRANGÈRES : Un pessimisme lapidaire; Un grand romancier portugais réédité.
- RÉGIONS**
19. M. Deffieux précise les quatre prochaines étapes de la décentralisation.
- CULTURE**
20. THÉÂTRE : « Un grand avocat », de H. Denker.
21. COMMUNICATION - A voir : « Tautou et moutons ».
- ÉCONOMIE**
22. AFFAIRES - ÉNERGIE : le report sur les commandes d'E.D.F.
23. SOCIAL.
24. MONNAIES.
- RADIO-TELEVISION (21)**
- INFORMATIONS**
- « SERVICES » (22) : « Journal officiel »; Météorologie; Mots croisés.
- « Informations classées » (23) : Carnet (18); Programmes des spectacles (20); Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 13 janvier 1983 a été tiré à 513 968 exemplaires.

(Publicité)

Mini-copieur personnel tout papier

Chez Duriez 8950 F (Hc!)

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers. Aucun entretien. Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre. Poids 19,8 kg. Dim. 41x47x18 cm. Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale?) • Autre modèle PC 20 : Alimentation automatique • Prix Duriez 9950 F • 112 bd St-Germain, Odéon.

A B C D F G H

Situation tendue chez Renault malgré la reprise des négociations

La situation était toujours tendue chez Renault ce jeudi matin 13 janvier, tant à l'usine de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), où les ouvriers de l'atelier de peinture poursuivaient leur mouvement, qu'à celle de Flins (Yvelines), toujours paralysée par la mise en chômage technique de 10 400 des 18 000 salariés (le Monde du 13 janvier). Dans ce dernier établissement, deux autres secteurs, ceux de l'électrolyse et du centre de livraison, sont touchés par des débrayages.

A Boulogne-Billancourt, la grève des peintres continuait jeudi, malgré une première rencontre, mercredi, entre la direction et les représentants des salariés. Le nombre des grévistes s'élevait à 57 sur 109 pour l'équipe du matin et les chaînes tournaient au ralenti. La veille, 220 voitures seulement étaient sorties de l'atelier, contre 800 en temps ordinaire. Il n'était cependant pas question de chômage technique.

A Flins, malgré une amélioration du climat, des négociations entre syndicats et direction, la grève bouchon d'une partie des ouvriers de l'atelier de peinture - à l'origine du chômage technique décidé lundi par la direction - s'est en effet étendue au secteur de l'électrolyse, où une cinquantaine d'ouvriers ont débrayé dans chacune des deux équipes, et au centre de livraison, où deux équipes d'une trentaine d'ouvriers - les chargeurs sur trains - et l'une des équipes des chargeurs sur barge et sur camions, ont commencé un mouvement similaire.

Le Parlement européen ne juge pas nécessaire de freiner la pénétration des automobiles japonaises

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - Le Parlement européen ne croit pas utile de freiner, par exemple par la négociation d'accords d'autolimitation, les importations de voitures japonaises dans la Communauté. C'est ce qu'on retient en premier lieu de la résolution approuvée le 12 janvier après un mince débat consacré au rapport présenté par M. Filippi (P.P.C., Italie) (1) sur les importations d'automobiles japonaises.

Pour juguler la crise que traverse ce secteur, le Parlement préconise une plus grande coopération entre les fabricants de la C.E.E., la

concentration des entreprises, bref une stratégie industrielle qui devrait être mise en œuvre par les producteurs, avec l'appui des syndicats et sous la houlette des institutions communautaires. La résolution floue et ambiguë, comme le rapport qui l'accompagne, adoptée par la majorité du centre droit de l'Assemblée, demande que la Communauté ait une politique unique, que la Commission se substitue aux États membres pour négocier, au nom des Dix, avec les Américains et avec les Japonais. Mais le texte reste muet sur ce que pourrait être le contenu de telles négociations. Il est toutefois préconisé que les pays qui appliquent des mesures nationales de défense commerciale - la France et l'Italie - y mettent fin. Quant à la politique à suivre à l'égard des investissements japonais, on ressent la même impression de flou.

Le Parlement, en réagissant de la sorte, se contredit lui-même. En 1980, il adoptait en effet un rapport de M. Bonacini où il invitait la Commission, face au déferlement japonais, « à prévoir des mesures efficaces pour protéger le marché intérieur ». M. Bonacini a souligné mercredi qu'après deux ans il aurait été raisonnable de tirer les conclusions de ce qui s'est passé : les ventes des voitures japonaises à l'étranger ont continué à croître. L'orateur, qui prépare un nouveau rapport (ce mauvais débat se double d'une rivalité ridicule entre la commission des relations extérieures, à laquelle appartient M. Filippi, et la commission économique et monétaire, dont dépend M. Bonacini), a regretté qu'en se montrant aussi imprécis le Parlement se place en retrait par rapport à la Commission européenne et au conseil des ministres, qui s'orientent - en mettant l'accent sur d'autres secteurs industriels - vers la négociation d'accords d'autolimitation avec le Japon. - Ph. L.

(1) P.P.C. Le parti populaire européen, où siègent les députés démocrates-chrétiens.

LE « MAL DU PAYS » D'UN INGÉNIEUR SOVIÉTIQUE

Dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 décembre, M. Evgeni Chiskorenko, ingénieur soviétique, a passé des heures de son existence à l'usine de l'entreprise Solex de Nanterre. Cette firme, qui a passé des accords avec l'entreprise soviétique Artropromimport accueillie régulièrement des stagiaires des pays de l'Est. Mais M. Chiskorenko a le mal du pays. Il est victime d'une dépression nerveuse à l'idée de devoir rester en France encore deux mois, il se lamente de sa femme et de son enfant. Comme il est citoyen soviétique, on trouve bizarre que ce soit des personnes de l'Union soviétique qui, à la suite de la guerre, soient transportées à la chaîne de la Défense. Non moins curieux qu'il s'agit pas d'un homme d'âge mûr, mais d'un jeune homme de 25 ans.

Plus inquiétant encore qu'il ne soit pas revenu sur ses pas. « J'ai voulu me tuer parce que je trouvais les Français tristes. J'étais trop loin de mon pays et de ma famille. » Voilà ce que M. Chiskorenko a confié à ses collègues soviétiques. On lui a dit qu'il s'agit d'un cas de « mal du pays » et qu'il s'agit d'un cas de « mal du pays ».

Personne ne voudrait croire le démenti de l'ambassade d'U.R.S.S. : « Il s'agit d'une affaire personnelle. » Quand les Soviétiques - des amis - ont vu venir le jeune homme dans sa chambre, mercredi 12 janvier, pour le conduire à l'hôpital, à 9 heures du matin - l'avion de Moscou décolle à 10 heures. - On dira encore : « Il est venu à l'hôpital de Nanterre. » A l'Est, il y a donc des cas de « mal du pays » et de « mal du pays ».

J.-L. BORGES AU COLLÈGE DE FRANCE

Invité par le président de la République et le ministre de la culture, l'écrivain argentin Jorge-Luis Borges a donné, le mercredi après-midi 12 janvier, au Collège de France, devant une assistance nombreuse, une leçon sur la « création poétique ». Le lundi 17 janvier, il sera reçu à l'Académie des sciences morales et politiques. Mercredi 19, à l'Élysée, il recevra de M. François Mitterrand les insignes de commandeur de la Légion d'honneur.

L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le Monde publiera dans ses éditions de vendredi (datées du samedi 15), un dossier sur les nouvelles dispositions de l'assurance-chômage.

MEN SPORT

Tailleur - Chemisier

solde

16, rue de Sévres Paris 7ème

La direction du P.S. juge inopportune la réduction des taux d'intérêt de l'épargne

Le bureau exécutif du parti socialiste a débattu mercredi 12 janvier, de la réduction du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne annoncée par le ministre de l'Économie et des Finances. Cette initiative avait immédiatement provoqué des inquiétudes au sein du parti socialiste où elle est jugée politiquement inopportune à l'approche des élections municipales.

Lors de la précédente réunion du bureau exécutif, le 5 janvier, M. Jospin l'avait commentée dans l'analyse de la situation politique qu'il présente chaque semaine à l'ouverture des travaux. Puis M. Michel de la Forêt, secrétaire national, proche de M. Michel Rocard, l'avait vivement critiquée, ainsi que M. Jean Popereau, secrétaire du parti.

Le débat a été plus large le 12 janvier. Il en ressort que les dirigeants du P.S., dans leur ensemble, redoutent une initiative qui touche des catégories sociales qui ont déjà eu à supporter l'essentiel des rigueurs du blocage des salaires. La direction ne conteste pas qu'une réduction du taux d'intérêt soit techniquement justifiée, dans la mesure où la gauche, fidèle au principe de l'indexation sur l'évolution des prix, ne doit pas considérer cette fidélité comme un principe qui ne jouerait qu'à sens unique. L'indexation, logiquement, doit aussi s'appliquer à la baisse.

En revanche, elle estime, à l'exemple de M. Jean Popereau, qu'une baisse du taux d'intérêt se traduit actuellement « sur une prépondérance », dans la mesure où le gouvernement serait bien avisé, selon lui, d'attendre afin de vérifier que l'inflation est sur une pente descendante à moyen terme. Ainsi, estime

M. Popereau, une telle décision serait mieux venue dans quelques mois - après les élections municipales - si l'inflation se situait effectivement sur une pente de 8 % à 7,5 % ainsi que le souhaite le gouvernement.

Pour sa part, M. Michel de la Forêt considère cette affaire comme une « erreur politique » de grosse taille due à une méconnaissance, de la part de hauts fonctionnaires, des réalités de la vie des Français et des nécessités de la réalisation politique.

Les dirigeants du parti socialiste ont l'intention de faire part de leurs préoccupations à M. François Mitterrand et à M. Pierre Mauroy, ils ont quelques chances d'être entendus dans la mesure où le président de la République a été fort mécontent d'apprendre, comme eux, par la presse, le projet du ministre de l'Économie et des Finances.

Cette décision suscite également des oppositions au sein du gouvernement. Mercredi 12 janvier, au cours du conseil des ministres, M. Michel Crépeau, ministre de l'Environnement, a tenté sans succès d'ouvrir le débat sur ce sujet et a dû se contenter d'exprimer par écrit sa surprise et ses craintes. À l'intention de M. Jacques Delors. - J.-Y. L.

LA SITUATION EN CORSE

Nouvelles manifestations contre la violence

Alors que deux manifestations contre la violence devaient avoir lieu, à Ajaccio et à Bastia, sur l'initiative de la FEN et de la C.G.T., l'attentat commis dans la nuit du 11 au 12 janvier contre des enseignants « continuateurs » a suscité une vive émotion. A Olmette, près de Bastia, des inconnus ont tiré à coups de fusil la façade de la villa de M. et Mme Jean-Claude Genest. Le Monde du 13 janvier. Des impacts de chevrotines ont été retrouvés jusqu'à l'intérieur d'une chambre où dormaient trois enfants âgés de dix ans, cinq ans et un an et demi. A quelques dizaines de centimètres du lit où dor-

maient l'un d'eux, on a relevé des impacts.

Quelques instants après la fusillade, la voiture de M. et Mme Genest explosait. L'attentat n'a pas encore été revendiqué. M. et Mme Genest sont installés dans l'île depuis trois ans. Enseignants au lycée d'enseignement professionnel de Bastia, ils n'ont pas d'activité politique mais militent dans des associations : M. Genest est membre d'un club de plongée et son épouse, animatrice d'un foyer rural. Ils ont indiqué n'avoir jamais reçu de lettres de menaces mais ont déclaré que, « depuis un an, [ils ne] supportaient plus le climat d'intolérance et de racisme qui sévit en Corse ». Ils avaient d'ailleurs, le 14 décembre 1982, déposé une demande de mutation auprès du recteur. « Maintenant », dit M. Genest, nous allons partir, c'est sûr. D'autre part, des militants de la Concorde des comités nationalistes corses (C.C.N.), qui défendent des thèses proches de celles du F.L.N.C., ont été interpellés à Bastia dans la nuit du 12 au 13 janvier, alors qu'ils peignaient des slogans sur des murs. Ils ont été relâchés après vérification d'identité, ainsi qu'un lycéen qui avait distribué devant son lycée des tracts « contre la répression ».

Composé de gendarmes et de policiers

UN « GROUPE DE SÉCURITÉ » EST CHARGÉ DE LA PROTECTION DU CHEF DE L'ÉTAT

Un groupe de sécurité de la présidence de la République est créé par un décret paru au Journal officiel du 13 janvier. Ce texte, dont la rédaction était attendue depuis plusieurs jours, met fin à la polémique survenue, en décembre, à propos de la protection du chef de l'État, des policiers s'étant inquiétés d'un projet étendant le rôle de la gendarmerie (le Monde du 22 décembre). Le décret, signé par MM. Mitterrand, Mauroy, Defferre, Heru et Francheschini, confirme les hypothèses évoquées alors : le service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités, dépendant du ministère de l'Intérieur, est dessaisi de la protection rapprochée du président de la République au profit de ce groupe spécialisé, composé à la fois de gendarmes et de policiers.

Une inspection judiciaire

Enfin, on a appris qu'à la demande du garde des sceaux une mission de l'inspection des services judiciaires est actuellement en Corse. Composée de MM. Gilbert Mengin, Jean Germain et Jean Nadeau, elle a été déployée avant les événements de ces dernières semaines, mais elle est, naturellement, liée à la situation dans l'île. Il s'agit d'établir un « check-up » des services judiciaires après la mise en cause de leur fonctionnement par certains magistrats, notamment à Bastia.

les soldes

Tunmer

vêtements de week-end
automne-hiver

Tunmer

La mode pour le sport

5, place Saint-Augustin - Paris 8*

Guy Dornieuil
NINO CERRUTI
Barberrys
Christian Dior
Francesco Smalto
YVES SAINT LAURENT

Soldes aux
BOUTIQUES POUR LUI

112, rue de Richelieu Paris 2ème
Carrefour Richelieu Paris 2ème